

50 من العمل

Le Monde étranger

LA GUERRE AU CAMBODGE ET LES OPÉRATIONS DE SECOURS AUX RÉFUGIÉS

Les incidents se multiplient à la frontière khméro-thaïlandaise

Le premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak Chavanand, a écourté, jeudi 25 octobre, sa tournée dans les capitales des pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) pour regagner d'urgence Bangkok. Cette décision semble avoir été prise à la suite de l'aggravation de la tension à la frontière cambodienne. En effet, alors que l'armée thaïlandaise organise le transfert vers l'intérieur du pays de dizaines de milliers de réfugiés, deux affrontements ont opposé mercredi les soldats de Bangkok à ce que la Thaïlande qualifie, pour d'évidentes raisons diplomatiques, de « forces étrangères non identifiées ».

Les Thaïlandais ont eu un mort et sept blessés dans le secteur d'Aranya-Prathet et ont fait un prisonnier. Mardi, une centaine de soldats vietnamiens avaient pénétré en territoire thaïlandais. Selon Bangkok, sept incidents ont été enregistrés avec les soldats vietnamiens entre le 17 et le 22 octobre, faisant douze morts et dix-sept blessés. — (A.P., Reuters.)

Le président Carter annonce une aide de 70 millions de dollars

La C.E.E. va accroître considérablement son assistance

Alors que, comme l'expose notre correspondant, le président Carter annonce l'octroi d'une assistance de 70 millions de dollars aux réfugiés cambodgiens, la Communauté européenne va considérablement augmenter son aide. Au cours du débat de ce jeudi à Strasbourg, sur la faim dans le monde, M. Chysson, commissaire européen chargé du développement, annoncera que la Communauté, en tant que telle, contribuera pour environ un tiers au programme d'urgence de 110 millions de dollars (462 millions de francs) pour six mois, établi par M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies (« Le Monde » du 21-22 octobre). En fait, avec les contributions nationales, l'aide de l'Europe des Neuf s'établira à 60 millions de dollars, soit près de la moitié du programme mondial. Ce chiffre (« Le Monde » du 23 octobre), discuté pendant le week-end par les ministres des affaires étrangères à Galway (Irlande), a été donné par le porte-parole du gouvernement de Bonn.

Par ailleurs, une organisation privée religieuse, dont le siège est aux Etats-Unis, World Vision International, a annoncé mercredi 24 octobre, qu'elle avait été autorisée par les autorités de Phnom-Penh à envoyer directement de l'aide au Cambodge et à en contrôler la distribution, même en province.

Au même moment, M. Pen Soran, vice-président du Conseil révolutionnaire khmer, et « homme fort » du nouveau régime, assurait à la « Pravda » que « personne ne meurt de faim au Cambodge », en démentant la campagne de propagande lancée en Chine et en Occident à propos de la prétendue incapacité du Conseil populaire révolutionnaire à contrôler la situation dans le pays.

M. Nguyen Co Thach, le chef de la diplomatie vietnamienne, a tenu à Bangkok, mercredi, des propos similaires, affirmant que la famine au Cambodge n'était pas « aussi terrible qu'on le dit à l'extérieur ».

Le coup improvisé de Sakeo

De notre correspondant

Sakeo (province de Prachinburi). — L'armée thaïlandaise a entrepris, mercredi 24 octobre, le transfert massif, et quasiment improvisé, de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés khméro-thaïlandais agglutinés depuis deux semaines le long de la frontière khméro-thaïlandaise et menacés par les affrontements sporadiques entre Vietnamiens et Khmères rouges. L'opération, annoncée vendredi, est d'une ampleur sans précédent. De source informée, on indique que plus de cent cinquante mille Khmères — sans compter les milliers d'autres qui sont attendus — vont être, dans une première phase, convoyés à proximité de la ville de Sakeo à 250 kilomètres à l'est de Bangkok et à 70 kilomètres de la frontière. Les autorités militaires prévoient un rythme de transfert supérieur à 15 000 personnes par jour.

La priorité a été donnée mercredi aux quelque 80 000 civils khmères rouges, misérables et effrayés, qui ont fui les zones affectées par les troupes de Hanoi et qui campaient depuis deux semaines au sud de la ville frontalière d'Aranya-Prathet. Plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, de cadres et de combattants du régime déchu — hommes et femmes — qui étaient joints à l'exode et ont bénéficié sur le sol thaïlandais de quinze jours de repos, avaient reçu mardi l'ordre de l'Angkar (« Organisation ») de regagner le Cambodge, ce qu'ils ont fait dans la nuit.

Il était évident mercredi matin, pour ceux qui ont visité ces

un rôle de coordinateur des aides internationales, le H.C.R. aura notamment à sa charge les frais de transport, la construction de l'infrastructure et une partie de l'assistance.

L'agence des Nations unies, qui n'avait pas été informée au préalable de la décision des autorités, s'est donc vue fixer un délai de quatre jours pour se tenir prête à recevoir les premiers transferts. Dans ces conditions défavorables, elle tâche d'abord de payer au plus pressé : édification de tentes, creusement de latrines, points d'eau («...»). Le H.C.R. semble avoir obtenu que les réfugiés les plus malades et les malades, qui bénéficient le long de la frontière d'un début d'assistance médicale internationale, ne soient transférés qu'en tout dernier lieu.

Parer au plus pressé

Viendront ensuite plusieurs dizaines de milliers de civils, non armés (Seri) tolérés par les autorités au nord d'Aranya-Prathet, et dont une partie est sous le contrôle de « mouvements de libération » anticomunistes mentaux (PAM), qui à Thaïlandais. Ces deux groupes, politiquement distincts et antipathiques, seront provisoirement installés à Sakeo, dans des camps séparés.

La nourriture de base doit être fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) qui a en stock, dans les régions frontalières, plusieurs milliers de tonnes de riz. Une Task Force, comprenant le Comité international de la Croix-Rouge, la Ligue des sociétés de Croix-Rouge et des organisations à vocation médicale (notamment Médecins sans frontières, qui avait déjà mercredi une équipe en plein bourbier), dispenseront les soins d'urgence. Près de cinquante médecins et cent quarante infirmières, venus de divers horizons, sont attendus pour ce premier camp.

Entre les réfugiés hébergés dans les camps d'officiels et ce nouvel afflux massif de Cambodgiens « libérés », la Thaïlande offre aujourd'hui asile à plus de quatre cent mille réfugiés.

R.-P. PARINGAUX.

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION SOMALIENNE

Le président Syaad Barre a usé d'un ton prudent envers l'Éthiopie

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — Au cours des fêtes du dixième anniversaire de la révolution, dont le point culminant a été, dimanche 24 octobre, un grand défilé civil et militaire dans la capitale, le président Syaad Barre a prononcé, devant de nombreux invités — M. Olivier Stirm, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères représentant le gouvernement français, — un grand discours, dont le ton « diplomatique » et dépourvu de toute agressivité à l'égard du voisin éthiopien a frappé les observateurs.

Lorsque, après le long cortège des « masses » — grandes organisations, syndicats et jeunesse, — ont défilé les unités blindées et mécanisées, la principale raison de cette prudence est apparue à l'évidence : tout le matériel était soviétique, alors que la Somalie a rompu avec l'U.R.S.S. depuis le renversement d'alliance accompli par l'U.R.S.S. en faveur de l'Éthiopie. On vit passer dans le ciel des Mig-17 et des Mig-21, et défilait devant la tribune des troupes de l'Armée, ainsi que des chars lourds soviétiques. La Somalie se trouve dans la même situation délicate que l'Égypte après la rupture du président Sadate avec l'U.R.S.S.

Dans son discours, le président Syaad Barre s'est borné à déplorer l'« intransigence » de son puissant voisin. Il a néanmoins prévenu que le peuple somalien n'abandonnerait jamais ses droits et qu'il était capable de la défense. Sur le plan interne, le chef d'Etat somalien s'est contenté d'annoncer que, aux termes de la Constitution adoptée en janvier, des élections auraient lieu avant la fin de l'année.

ROLAND DELCOUR.

LE CONFLIT DU SAHARA

Dans Mahbès conquis par le Polisario

Mahbès (A.P.). — Trois cents mètres de tranchées, une dizaine d'abris souterrains, une position pour une centaine d'hommes sans doute : cartouches, obus de mortier, roquettes explosives jonchent le sol. Telle est la vision qu'offrait, lundi 22 octobre, le premier avant-poste est de la garnison de Mahbès, « libérée » le 14 par le Front Polisario.

Les Land-Rover du Polisario évoluent avec assurance, malgré les mines, parmi les positions ceinturant Mahbès, la dernière garnison qu'occupaient les troupes marocaines dans le nord-est du Sahara occidental.

Toute la population sahraouie avait été évacuée, en décembre 1975, par le Front Polisario, après le départ des troupes espagnoles et avant l'arrivée des soldats marocains. Les bâtiments et l'hôpital, transformés depuis en dépôts de munitions, témoignent des récents combats et de pillages anciens.

La maison du commandant est criblée de balles et vidée de son contenu. Un livre, *Mourir ou crever*, traîne à terre.

Afghanistan

● JOURNALISTES LIBÉRÉS. — Les deux journalistes britanniques arrêtés le dimanche 21 octobre à l'aéroport de Kaboul, alors qu'ils s'apprêtaient à partir pour le Pakistan (« Le Monde » du 23 octobre) ont été expulsés d'Afghanistan et sont arrivés à New-Delhi (Inde) mercredi. M. Michael Fathers, correspondant de l'agence Reuters pour le Pakistan et l'Afghanistan, et son épouse, Mme Della Denman, journaliste du quotidien anglais *The Guardian*, ont été détenus deux jours dans les locaux du ministère de l'Information. Il semble que les autorités afghanes aient considéré le reportage effectué par Mme Denman « anti-gouvernemental ».

Etats-Unis

● L'EX-CHAH D'IRAN Mohamed Reza a été opéré mercredi 24 octobre à l'hôpital Cornell de New-York où il a subi l'ablation de la vésicule biliaire. Au cours de l'intervention, qui a duré deux heures et demi, les chirurgiens ont également testé l'évolution du cancer du système lymphatique, dont est atteint l'ancien monarque, qui devrait rester hospitalisé pendant deux ou trois semaines. Au cours d'une conférence de presse, M. Robert Armao, porte-parole du chah, a déclaré que ce dernier était atteint d'un cancer du système lymphatique depuis six ans et que, traité dès le début par une équipe de spécialistes français, il « avait voulu que sa maladie reste secrète ». — (A.F.P., A.P.)

Italie

● UN DÉTENU DE LA PRISON DE CUNEO (Piémont), suspecté d'appartenir aux Brigades rouges, Francesco Bernardi, emprisonné pour quatre ans et demi, a été retrouvé pendu, le mercredi soir 24 octobre, sans sa cellule.

● A Gènes, il était considéré comme un personnage de deuxième plan. Un syndicaliste qui avait témoigné contre lui, lors de son procès, avait été assassiné peu après, et son meurtre avait été revendiqué par les Brigades rouges. — (A.F.P.)

Ouganda

● ONZE PERSONNES ont été tuées à Kampala au cours des trois nuits précédentes et vingt-cinq « suspects » battus à mort par la population, a-t-on appris mercredi 24 octobre, ce qui porte à quarante-neuf le nombre des victimes de la violence en octobre dans la capitale ougandaise. — (A.F.P.)

R. F. A.

● LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT DE LA POLICE OUEST-ALLEMANDE, M. Günter Schroeder, a demandé mercredi 24 octobre au ministre de la Justice du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Inge Dönneke, que des salles d'audience plus grandes soient désormais prévues lors de procès attirant un public important. M. Schroeder a en effet estimé que c'est à cause d'un manque « scandaleux » d'organisation que certaines personnes, en R.F.A. et à l'étranger, ont pu penser que la police ouest-allemande se

mettait dans le camp de Kurt Lechka et des deux autres anciens membres de la Gestapo jugés à Cologne : des journalistes et une partie du public avaient dû en effet être refoulés de la salle d'audience mardi (« Le Monde » du 25 octobre) en raison de l'exiguïté des lieux. — (A.P.)

Union soviétique

● LE SYNDICALISTE DISSENT NICOLAS NIKITINE

a été condamné mardi 24 octobre à Leningrad, à une année et demi de détention dans un camp à régime ordinaire. Membre du syndicat indépendant SMOT (Association interprofessionnelle libre des travailleurs), il a dû, au cours d'un procès de deux jours, répondre de son appartenance au SMOT et des lettres en faveur des droits de l'homme en U.R.S.S. qu'il avait signées. Il a plaidé non coupable et a assuré lui-même sa défense. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

La voix d'Alain Bosquet est l'une des plus singulières de notre temps... Richesse d'une parole poétique qui mêle admirablement le réel et l'imaginaire, le rationnel et l'irrationnel, le profane et le sacré...
Jean-Claude Renard, *Le Monde*.
L'une des voix les plus profondes d'aujourd'hui.
Max-Pol Fouchet, *V.S.D.*

ALAIN BOSQUET

Poèmes, Un

Gallimard

PROCHE-ORIENT

Syrie

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LE TRAITEMENT INFLIGÉ AUX DÉTENUX POLITIQUES

Amnesty International a publié le mercredi 24 octobre un rapport dans lequel elle dénonce le traitement réservé en Syrie aux prisonniers politiques, dont neuf sont morts sous la torture entre 1975 et 1977.

« La plupart des prisonniers politiques, est-il indiqué, sont détenus sans procès en vertu de la loi d'urgence en vigueur depuis plus de dix ans. Amnesty International estime que le nombre de détenus politiques non jugés s'élève en permanence à plus de trois cent cinquante et qu'il a parfois atteint le millier. Il est cependant difficile de donner des chiffres précis, car les arrestations politiques sont opérées par différentes branches des forces de sécurité agissant indépendamment et beaucoup d'arrestations ne sont pas officiellement reconnues. »

« Parmi les détenus politiques, poursuit le rapport, on compte des adhérents de la Fraternité musulmane, des membres dissidents du parti Baas au pouvoir, des nationalistes, des marxistes, des Kurdes et des Palestiniens. »

« Les tortures infligées aux détenus pendant les interrogatoires sont de plus en plus sévères. Les méthodes les plus souvent dénoncées sont les coups, le fouet, les brûlures à l'aide de briquets, l'essence répandue sur tout le corps puis enflammée, des simulacres d'exécution, l'immersion des victimes jusqu'à l'asphyxie et les séances d'électrochocs sur les parties génitales. »

« Au cours des deux dernières années, une trentaine d'executions ont eu lieu, douze d'entre elles ont été publiques. »

Liban

LES ÉTATS-UNIS SUGGÈRENT PLUSIEURS PROCÉDURES DE RÈGLEMENT DANS LE SUD

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Une intense activité diplomatique se déroule dans la capitale libanaise. L'ambassadeur américain, M. Philip Habib, conseiller de M. Cyrus Vance pour les affaires du Proche-Orient, doit soumettre successivement aux dirigeants libanais, syriens, jordaniens et israéliens, des « idées » susceptibles d'aider au rétablissement de la paix au Sud-Liban, où se maintient un fragile cessez-le-feu.

Il leur demanderait, dans le cadre d'une mission exploratoire, de définir leur position par rapport aux trois procédures suivantes :

1) Une réunion à New-York groupant les représentants du Liban, de la Syrie, de la Jordanie, de l'O.L.P. et d'Israël.

2) Des conversations « à proximité », sous l'égide de l'ONU (il s'agit d'un type de négociation dans lequel les parties ne s'entretiennent pas directement, mais chargent un tiers de faire la navette entre elles).

3) Une réunion à Beyrouth, toujours sous l'égide de l'ONU, de toutes les parties intéressées.

L'ambassadeur français, M. Gabriel Robin, qui vient de passer trois jours à Beyrouth, aurait sondé l'O.L.P. dans le cadre d'une répartition des tâches, l'assurant les contacts avec la résistance palestinienne et Washington avec les États arabes.

Les positions connues des éventuels participants arabes semblent toutefois hostiles à ces diverses procédures. La diplomatie libanaise entend dissocier autant que possible le problème du Sud du règlement général de la crise du Proche-Orient.

Pour sa part, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Heddi Kilibi, est venu préparer à Beyrouth le prochain sommet de son organisation à Tunis. Il s'est rendu mercredi à Damas, où il s'est entretenu avec M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, et devait regagner Beyrouth ce jeudi pour rencontrer M. Arafat. M. Kilibi s'emploierait à préparer une rencontre libano-syrienne-palestinienne, au plus haut échelon, en vue d'une entente (et non pas d'un accord écrit dont le Liban ne veut en aucun cas) sur les modalités de la réinstallation de l'armée libanaise au Sud-Liban et de la présence des fedayin dans cette région. Le sommet arabe du 20 novembre pourrait entériner cet accord. — (Interim.)

AMÉRIQUES

El Salvador

Deux ministres sont retenus en otages par des militants révolutionnaires

San-Salvador (A.F.P. Reuter). — Quatre-vingt militants de l'organisation d'extrême gauche le Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.) se sont emparés le mercredi 24 octobre des ministères du travail et de l'économie, en plein centre de la capitale. Les membres du B.P.R., dont plusieurs sont armés, ont pris en otages le ministre du travail, M. Gabriel Gallegos Valdes, et celui de l'économie, M. Manuel Enrique Hints, ainsi que quelque deux cents employés. MM. Gallegos et Hints avaient pris leurs fonctions la veille. M. Gallegos est considéré comme la personnalité la plus progressiste du nouveau cabinet.

Le B.P.R. affirme que ces occupations dureront jusqu'à ce que la junte de gouvernement révolutionnaire, qui a pris le pouvoir le 15 octobre, accède à toutes ses demandes : augmentation de 100 % des salaires des ouvriers agricoles et des employés du secteur privé et doublement des traitements des fonctionnaires, octroi de trente jours de congés payés à tous les travailleurs, dissolution de trois « corps de sécurité » (police nationale, garde nationale et police des finances), libération de tous les prisonniers politiques, conformément à la promesse faite par la junte (1).

Le B.P.R. s'est emparé des deux ministères par surprise, alors qu'un millier de manifestants de l'organisation défilait dans les rues du centre, proches de la cathédrale, elle-même occupée par le Bloc depuis le 21 octobre.

Le gouvernement a proposé au B.P.R. d'ouvrir le dialogue. Il a qualifié de « pacifique » l'occupation des deux ministères par les révolutionnaires.

Le B.P.R. s'était fait connaître à l'étranger, en mai dernier, en occupant les ambassades de France, du Costa-Rica et du Venezuela au Salvador. Il avait immédiatement condamné le coup d'État militaire du 15 octobre, qui avait renversé le général Humberto Romero. L'organisation n'a pas changé sa position lors-

que la junte, composée de deux jeunes colonels modérés, avait coopté trois civils et annoncé une large ouverture à tous les courants idéologiques.

L'occupation des deux ministères a ravivé la tension dans la capitale. San-Salvador connaît depuis plusieurs jours un calme relatif, qui aurait permis le 23 octobre, la levée de l'état d'urgence et du couvre-feu.

D'autre part, le leader de la démocratie chrétienne salvadorienne, M. José Napoleón Duarte, devait rentrer, ce jeudi matin, dans son pays après huit années d'exil au Venezuela. Le P.P.C. a assuré de son soutien la junte de gouvernement : six des nouveaux ministres sont membres de cette formation (2).

(1) Le colonel Mejano, un des deux officiers supérieurs membres de la junte, a personnellement veillé à la libération de soixante-quatre prisonniers politiques dans les quelques jours qui ont suivi le coup d'État. Il a dès lors affirmé que personne n'était plus détenu pour raisons politiques au Salvador.

(2) M. Duarte était le candidat de l'union nationale d'opposition, d'extrême gauche, à l'élection présidentielle de 1972. Il avait été privé de la victoire par une fraude caractéristique. Quelques jours plus tard, il appuyait une tentative de coup d'État militaire contre le général Sanchez Hernandez. L'échec de ce soulèvement le contraignit à l'exil.

JOHN RAPAL

Maintenant, les hommes grands peuvent suivre la mode...

Spécialiste des grandes tailles de 1,80 m à 2,10 m (forts ou minces).

Elegante et virile, la collection d'automne est arrivée avec ses grands classiques et ses « numéros » mode.

40, av. de la République Paris 11^{ème} Tél. : 355.66.00 du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h.

JOHN RAPAL Les sommets de la mode.

L'EXPOSITION : "AUJOURD'HUI LA DENT" AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE (AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT)

Vous pouvez encore visiter cette exposition jusqu'au 4 Novembre

La carie dentaire : un fléau mais pas une fatalité. La lutte passe par les hautes teneurs en fluorures et par les médicaments.

Fluor, certes, la carie en est un. Mais heureusement pas une fatalité. A cet égard l'exposition "Aujourd'hui la dent" nous rappelle les moyens connus à ce jour pour défendre ce précieux capital qu'est notre denture.

Les moyens sont pour garder nos dents toute notre vie paradoxalement très simples et faciles, ils s'appellent :

Hygiène bucco-dentaire : Consulter deux fois par an le dentiste pour contrôle, soins préventifs et détartrage s'il y a lieu, suivi d'une application de gel fluoré.

Régime alimentaire : Principal ennemi de nos dents : le sucre, qui, transformé en acides cariogènes dans le milieu buccal, attaque inévitablement l'émail.

Hautes teneurs en fluorures : Se brosser les dents 2 à 3 fois par jour durant 2 à 3 minutes après chaque repas avec des pâtes dentifrices pharmaceutiques à hautes teneurs en fluorures qui rendent la structure de la dent résistante à toutes les agressions, donc suppriment les risques de carie.

Fluor suffisamment dosé et O.M.S. Les certitudes d'efficacité dans la lutte contre la carie. L'importance du fluor est telle pour la prévention de la carie qu'elle a conduit l'O.M.S. à recommander officiellement son utilisation :

soit par ingestion (eau de boisson, comprimés...), soit par application.

« Les méthodes d'auto-application les plus simples et les plus pratiques » sont les suivantes d'après le rapport de la 28^e assemblée de l'O.M.S. (Avril 1975) :

1 - Bains de bouche avec des solutions fluorées.

2 - Brossage avec des pâtes dentifrices à haute teneur en fluor.

3 - Brossage avec des gels ou des solutions de fluorure.

Le garant des hautes teneurs en fluorures : le pharmacien. Etant établi que le seul moyen efficace de prévention actuellement connu est le fluor hautement dosé, associé à l'hygiène bucco-dentaire, il faut savoir également que les dentifrices hautement fluorés sont obligatoirement soumis au visa du Ministère de la Santé, c'est l'assurance d'efficacité de leur dose pharmaceutique. De ce fait, le pharmacien est donc le seul qualifié pour en assurer la diffusion.

Cette exposition deviendra ensuite itinérante. La ville de Nantes sera la première à l'accueillir en Décembre.

COMITÉ NATIONAL D'HYGIÈNE ET DE SANTÉ BUCCO-DENTAIRES.

COMITÉ D'ÉDUCATION SANITAIRE ET SOCIALE DE LA PHARMACIE FRANÇAISE.

FOURRURES

Manteaux - Vestes - Toques - Couvertures

2000 modèles

GRAND CHOIX DE VÊTEMENTS

cuirs, pelisses, agneau double face

L'importance de nos achats de pelletteries

et de notre fabrication nous permet de vous offrir

LES MEILLEURS PRIX ACTUELS...

Fourrures Jos

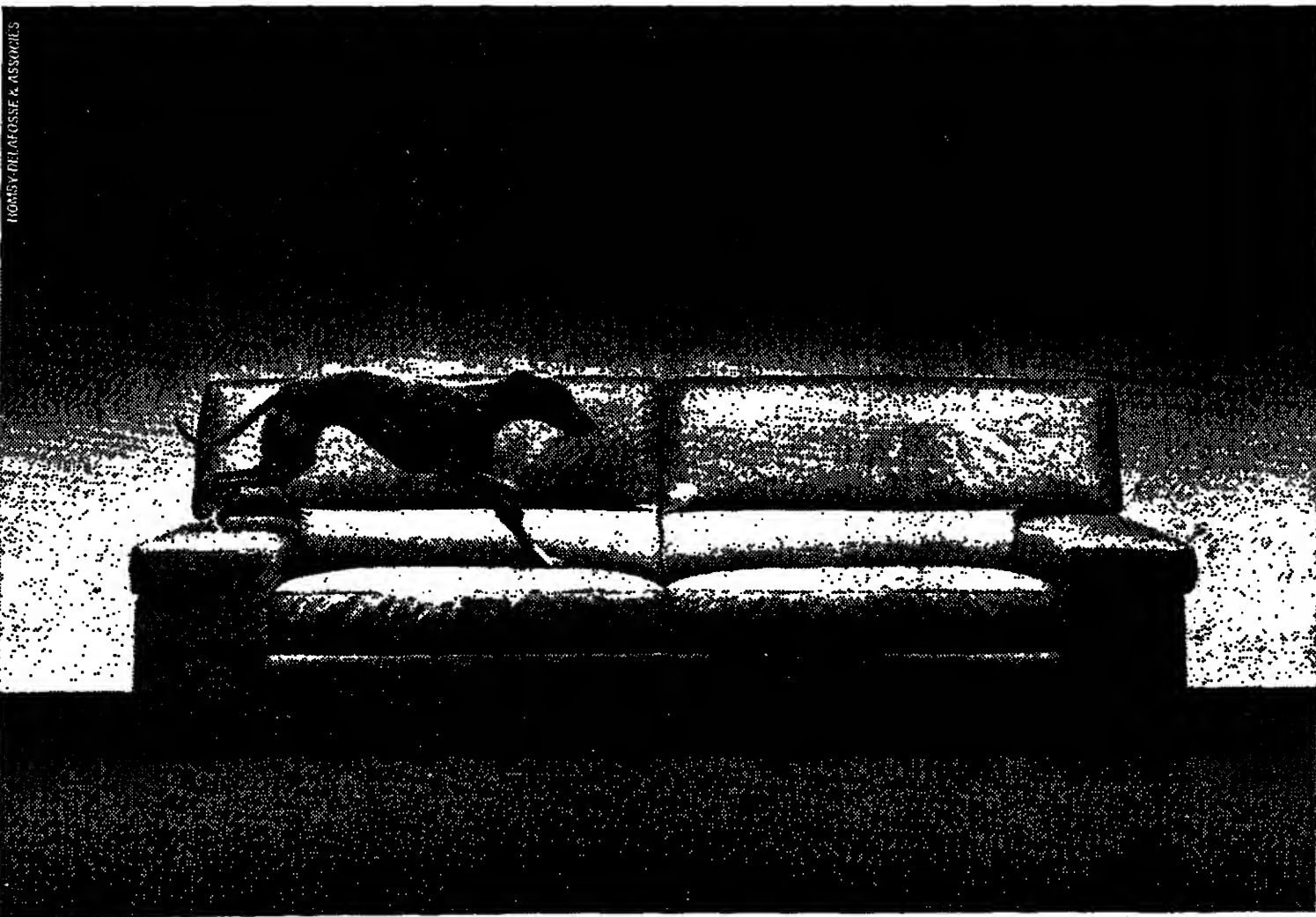
PARIS 8^{ème} - 42, rue de Miromesnil

Centre Commercial PARLY 2

Centre Commercial LA PART DIEU - LYON

SERVICE APRES VENTE CREDIT POSSIBLE

Les cuirs et les pierres ont ceci en commun : les plus précieux sont les moins fragiles.



Cuir ordinaire et cuir précieux

Parfois on dit "c'est du cuir" et on pense avoir tout dit. Pourtant, il existe entre les cuirs autant de différences qu'entre les bois ou les pierres. Cela va du plus ordinaire au plus précieux.

La fleur de cuir

Parmi les opérations qui transforment la peau matière première en cuir prêt à être utilisé, il y en a une qui s'appelle le refendage. Il s'agit de séparer la fleur qui est la partie externe de la peau, de la croûte qui en est la partie charnue.

Fleur ou croûte, les deux sont appelées cuir et pourtant les deux n'ont pas la même tenue. Dans la fleur de cuir, les fibres constituent un réseau très serré et homogène : la matière est donc naturellement plus souple, plus résistante.

Elle seule saura vieillir somptueusement, acquérant avec les ans une patine qui témoignera de sa qualité. Dans son magasin, Max Gorins n'accepte que la fleur de cuir.

Pour vous, cela veut dire qu'un salon Unic Ameublement aura une très longue vie et ne craindra pas d'être abîmé par une tache ou une griffure malencontreuse.

Patiné main

Avoir la meilleure matière première ne suffit pas à Max Gorins. Le patinage et la finition de tous ses canapés sont entièrement faits à la main. C'est ce qui donne leur cachet "Haute Couture" aux salons d'Unic Ameublement.

Le buffle

Si toutefois cette assurance de qualité ne satisfait pas entièrement votre goût du confort luxueux, sachez que Max Gorins est lié avec le seul tanneur capable de patiner la peau de buffle à la main. Le buffle, c'est le diamant du cuir.

Il n'y a pas grand chose à en dire, il n'y a qu'à aller le voir et le toucher pour être convaincu.

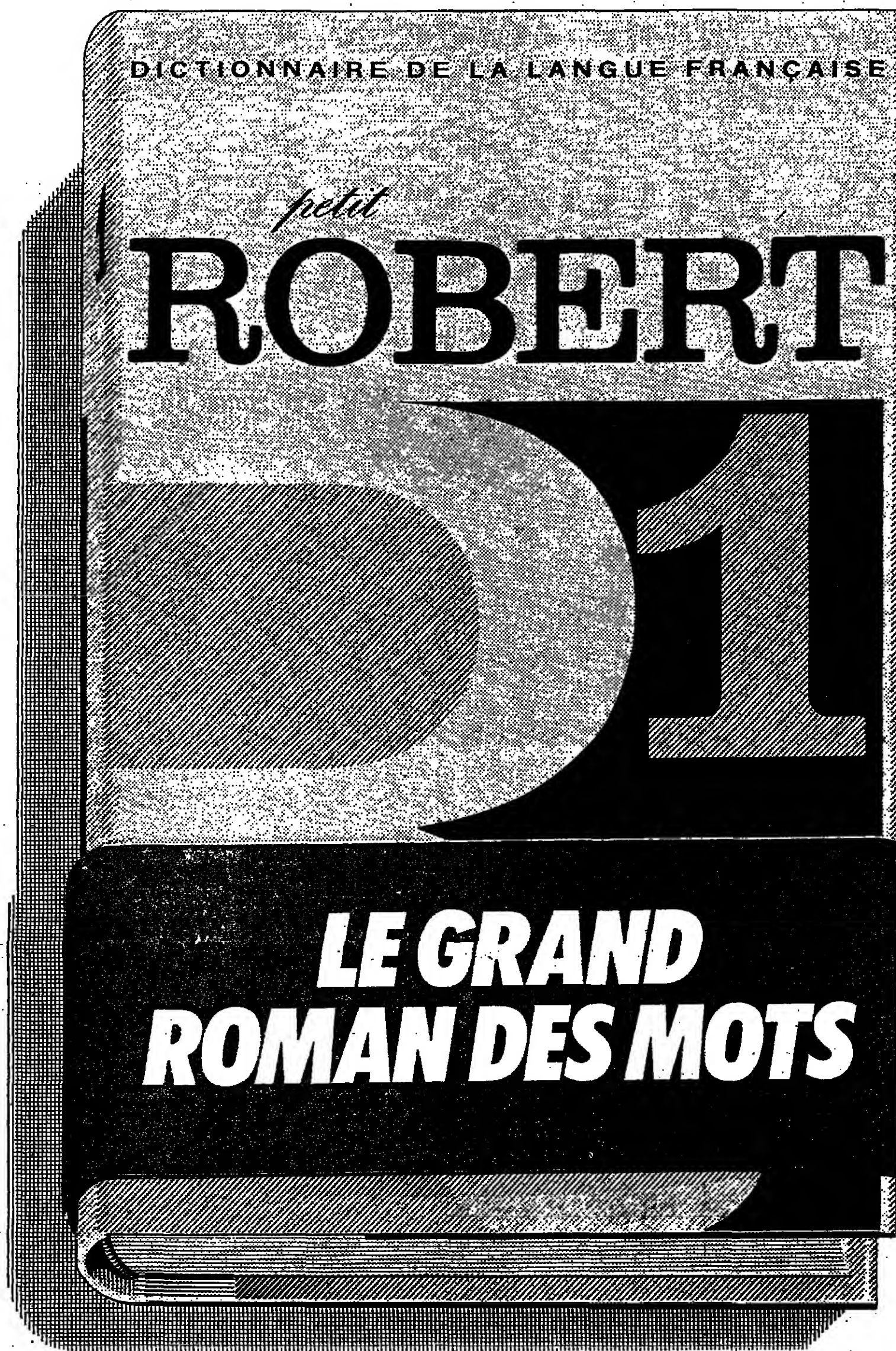
Choisir ses peaux

Autre exclusivité proposée par Max Gorins : la plupart de ses canapés sont exécutés avec les peaux que vous aurez choisies vous-même, à cause de leur grain, de leur teinte ou de leur toucher.

Cuirs splendides, couleurs raffinées ; les plus beaux salons de Paris vous attendent 33 faubourg Saint-Antoine.

Max Gorins

Unic Ameublement, 33 fg St-Antoine, Paris.



**Les mots sont des héros.
Un grand roman vous raconte leurs aventures.**

Les mots traversent les grands bouleversements de l'Histoire. Les mots changent de pays. Les mots résistent aux invasions. Certains meurent, d'autres survivent et s'imposent.

Chacun d'entre eux porte les cicatrices

de ses aventures.

Les mots ont une vie passionnante, et c'est parce que le Petit Robert 1 vous la raconte que le Petit Robert 1, Dictionnaire de la Langue française, est passionnant. Comme un grand roman.

**DICTIONNAIRES
LE ROBERT**

voyage en CHINE

prochain départ 22 décembre
16 janvier • 24 février • 13 mars.

14 jours à partir de 9870 F jstf jeunes sans frontière

36, rue des Bourdonnais - 75001 PARIS
(Métro Châtelet ou Halles) - Tél. 236.31.62
5, rue de la Banque - 75002 PARIS
(Métro Bourse) - Tél. 261.53.21

Vous trouverez
cette semaine dans

les nouvelles littéraires

UN DOSSIER :

- Don Juan ou les avatars du sexe conquérant par Jean Massin, Yves Navarre, Claude Bonnefoy.
- Comment les femmes le voient, par Evelyn Sullerot, Jeanne Moreau, Michèle Perrein, Geneviève Dormann, Christiane Collange, Françoise Dorin, Françoise Mallet-Joris, Françoise Parturier.
- Ce qu'il est devenu aujourd'hui, par Patricia Delbourg.

DEUX ETUDES HISTORIQUES :

- Comment on traquait l'impudence au XVII^e siècle.
- L'homosexualité à travers le temps.

UN REPORTAGE :

- Un poète a assisté pour nous au procès des automobilistes bretons. A-t-on condamné une culture ? par André Laude.

UNE ENQUETE :

- Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le nouveau prix Nobel de la littérature.

UNE REFLEXION :

- Y a-t-il réellement un pouvoir de l'information, par Jean-François Kahn.

UNE APOSTROPHE :

- Un écrivain vous dit tout sur la crise monétaire, par René-Victor Philhes.

UNE INTERPELLATION :

- William Shawcross pose les questions embarrassantes que Henry Kissinger n'a pas voulu entendre.

UNE PRISE DE POSITION :

- Que faites-vous du droit d'asile ?

UNE INTERROGATION :

- Qu'est-ce que la vraie chanson française ? par Yvan Dautin, Gilbert Laffaille, Bernard Mabile, Pascal Bacoux.

UNE AVANT-PROMIERE :

- Le dialogue Robespierre/Danton tel que Robert Hossein va le reconstituer.

UNE REDECOUVERTE :

- L'actualité de Charles Péguy.



ICI HAWAII CONSEIL AIC 563

EUROPE

Tchécoslovaquie

APRÈS LE PROCÈS DE PRAGUE

L'indignation générale ne s'apaise pas

A Prague, Mme Anna Sabatova, femme du principal condamné du procès contre les six militants du VONS, l'ingénieur Petr Uhl, qui avait été appréhendé lundi en pleine salle d'audience pour avoir voulu prendre des notes dès l'ouverture du procès, a été remise en liberté mercredi 24 octobre. Elle s'est plainte d'avoir subi « un traitement humiliant ».

Les cinq Français expulsés de Tchécoslovaquie dans la nuit du mardi au mer-

credi sont rentrés mercredi à Paris avec, ont-ils dit, « une moisson considérable » de documents et d'informations. Au café Slavia, en plein centre de Prague, ceux des Français qui avaient échappé à la « rafle » de la nuit du mardi au mercredi ont tenu mercredi après-midi une conférence de presse en présence de plusieurs journalistes. M. Jiri Hajek, l'un de ses anciens porte-parole et qui fut ministre des affaires étrangères du temps de

M. Dubcek, a notamment évoqué les différents accords internationaux signés par la Tchécoslovaquie. Des policiers en civil sont venus vérifier les identités de tous, mais ont laissé faire.

A Varsovie les vingt-neuf dissidents polonais, appréhendés alors qu'ils voulaient manifester devant le centre culturel tchécoslovaque pour protester contre le procès de Prague, ont tous été relâchés dans la journée du mercredi.

Les commentaires des milieux officiels tchécoslovaques vont tous dans le même sens. Le *Rude Pravo*, organe du P.C., sous le titre « Pas de violation de la loi sans punition », essaye de démon-

trer que les condamnés « ont tenté délibérément de saper le prestige international de la Tchécoslovaquie ». M. Choupek, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, a déclaré mercredi devant le parlement que la Tchécoslovaquie n'a pas l'intention de « tolérer des menées subversives d'une poignée d'ennemis du socialisme pour se gagner la sympathie de certains milieux étrangers ». Au moment même où le communiqué du Conseil des ministres français annonçait l'ajournement de la visite de M. Jean François-Poncet

à Prague en raison du procès, il s'est prononcé pour « une intensification du dialogue politique avec la France, bénéfique aux intérêts de la détente ».

Or, la décision du ministre français des affaires étrangères a été prise parce que, disait le communiqué, « la France considère qu'il est contraire aux dispositions de l'Acte final d'Helsinki et à l'esprit de la détente que des personnes ou des groupes de personnes soient poursuivies et condamnées pour avoir demandé l'application dans leur pays des dispositions de l'Acte final ».

La levée des boucliers est générale. A Washington, M. Rodding Carter, porte-parole du Département d'Etat, a dit que ce procès « aurait des conséquences inévitables sur les relations que nous entretenons avec la Tchécoslovaquie ». Il a annoncé que les Etats-Unis étudieraient les mesures qu'ils pourraient prendre au-delà des simples protestations verbales. De son côté, M. Carter a évoqué indirectement l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 en disant que les « droits civiques et humains des Tchèques et des Slovaques et leur possibilité de les exercer librement semble avoir été un sujet de préoccupation pour certains voisins de la Tchécoslovaquie dont l'influence sur ses affaires intérieures est loin d'avoir été négligeable durant les onze dernières années ».

UN RECUEIL DE TEXTES DE CHARTISTES

Parmi les accusations portées contre les six membres du VONS condamnés mardi à Prague, figurait la publication à l'étranger de documents, notamment dans des revues en langue tchèque, de textes de différents membres de la Charta 77.

Peu après l'arrestation de dix membres du VONS en mai dernier, leurs amis déclaraient de préparer entièrement à Prague la prochaine livraison de *Svedetvi* (n° 59) la revue éditée depuis 1956 à Paris, par M. Pavel Tigrid, l'une des bêtes noires des autorités tchécoslovaques.

Des écrivains, des critiques d'art, des poètes réduits au silence ont donc, sans s'arrêter derrière l'anonymat, envoyé à Paris leurs articles sur divers sujets, comme l'émigration « intérieure » et extérieure, la littérature actuelle, etc. Le ton de l'ensemble est vif : le courage des auteurs est évident. Mais comme le dit l'un d'eux, « ce n'est que par des vies vécues avec responsabilité que l'on forge le sort d'un peuple ».

A.-M. B.

Le P.C.F. : vous devez libérer Havel et ses amis !

Les divers partis communistes ne ménagent pas leurs critiques. Le bureau politique du P.C.F. a fait remettre une déclaration mercredi à l'ambassade de Tchécoslovaquie et le publie ce jeudi dans *l'Humanité* sous le titre : « Vous devez libérer Havel et ses amis ». Pour le P.C.F. « rien ne

« CULTURE ET POUVOIR COMMUNISTE - L'AUTRE FACE DE PARIS - MOSCOU »

Sous le titre « L'autre face de Paris-Moscou », le numéro 39 de la revue « Recherches » reprend les principales interventions du colloque « Culture et pouvoir communiste », qui s'était tenu à la Sorbonne en juin dernier (voir « le Monde » du 9 juin).

Organisé par Natacha Doujeva et Thierry Wilton, ce colloque, qui réunissait des personnalités françaises et des dissidents des pays de l'Est, visait à attirer l'attention sur les fabulations et les omissions de l'exposition Paris-Moscou au Centre Beauboulogne et à approfondir la question des rapports entre la culture et le pouvoir dans les pays communistes.

Le colloque : les communications de Michel Hottel, Aimé Siskind, Alain Besançon, Iude Galomskak, Alexandre Platigorski, Natalia Gorbanieva, Mi-hé Auerentier, Armelle Grupp, David Roussel, etc.

* Recherches, 9, rue Pleyel, 75012 Paris.

Union soviétique

M. Brejnev durcit le ton dans son dialogue avec Washington

De notre correspondant

La visite officielle d'amitié du président de la République démocratique et populaire du Yémen (Sud-Yémen), M. Abdel Fattah Ismail, a fourni à M. Leonid Brejnev l'occasion de faire sa réapparition et au Kremlin de durcir le ton dans son dialogue avec Washington.

Moscou. — Quelques jours à peine après une vague exceptionnelle de rumeurs concernant son état de santé, le « numéro un » soviétique a fait, mercredi 24 octobre, une réapparition remarquée et inhabituelle. Le secrétaire général du P.C.U.S. ne s'est pas contenté d'accueillir personnellement le chef de l'Etat sud-yéménite à l'aéroport par un froid très vif et sous un vent mordant. Il a mené d'ambles au Kremlin les premiers pourparlers officiels entre les deux délégations avant de présider un dîner de gala.

Faisant vraisemblablement allusion à son absence lors de la venue à Moscou, la semaine dernière, du président de la Syrie, M. Assad, M. Brejnev a déclaré, lors du dîner au Kremlin : « Nous nous sentons particulièrement proches des pays qui non seulement se montrent nos alliés dans la lutte contre l'impérialisme, mais qui font preuve d'une identité totale de vues avec nous en se fixant pour objectif l'édification d'une société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces pays n'ont pas d'amis plus loyaux et plus sûrs que l'Union soviétique et les autres pays de la communauté socialiste... »

Ce dîner au Kremlin a fourni au chef de l'Etat soviétique l'occasion de manifester un ton beaucoup plus incisif à l'égard de Washington : « Se tromperait qui croirait que nous, illico, nous nous rendrions à l'aide d'un corps d'intervention rapide... »

Il a émis de cette entreprise purement impérialiste, « à amener les pays arabes à renoncer à leur droit souverain de disposer de leurs ressources nationales... »

Le châtiment sera inéluctable, nous le disons sans hésitation... (Métrim.)

ment à la mitrailleuse ou au fusil : ce qui importe, c'est de réagir comme il le faut... Les réserves de la politique impérialiste des canonniers ne peuvent, dans la forme contemporaine, qu'engendrer de nouveaux foyers dangereux de tension, aggraver ceux qui existent déjà, détériorer l'ensemble de la conjoncture internationale. Les tentatives de faire renaitre la politique pol. glorieuse des colonisateurs sont vouées à un échec inévitable et les peuples restent sur leur garde et leur opposent en temps voulu une résistance énergique... »

Cet aspect « militaire » de la nouvelle approche du Kremlin à l'égard de la situation au Proche-Orient s'était déjà manifestée quelques jours plus tôt par une virulente attaque de l'agence Tass contre le sultanat de Mascate et Oman, traité de « marionnette » et de « laquais » de l'impérialisme américain. Il était également souligné par la présence à tous les stades de cette première journée de la visite du président sud-yéménite à Moscou, de M. Oustinov, le ministre soviétique de la défense (à ce propos, on a relevé sans y trouver pour l'instant de véritable explication, l'absence de M. Kossyguine, le chef du gouvernement, qui aurait pu normalement assister au dîner du Kremlin).

Ce ton plus musclé des dirigeants soviétiques s'exprime également jeudi matin dans la Pravda, où M. Oustinov signe un très long article intitulé : « La détente militaire, un impératif de notre temps... »

Le ministre de la défense soviétique, après avoir reproché à la R.F.A. et aux Etats-Unis de ne pas avoir réagi assez positivement aux propositions faites par M. Brejnev le 6 octobre à Berlin-Est, a lancé cet avertissement : « Le monde entier sait que, effectivement, l'armée et la marine soviétiques sont toujours prêtes à contraindre l'agresseur, quels que soient les moyens et les procédés de guerre dont il se servirait... »

République fédérale

LA FIN DE LA VISITE DE BONN

Bonn et Pékin : un important accord

De notre correspondant

Bonn. — La visite de M. Willy Brandt en République fédérale de Germanie, qui devait se terminer mardi 23 octobre, a été prolongée jusqu'au mercredi 24. Le chancelier allemand a ainsi pu rencontrer le président de la République fédérale, M. Helmut Schmidt, et le ministre des Affaires étrangères, M. Genscher.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Défense, M. Franz Josef Strauss, et le ministre de l'Intérieur, M. Klaus Kasper.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Justice, M. Hans Dietrich Genscher, et le ministre de l'Économie, M. Hans Ehard.

Le chancelier a également rencontré le ministre de l'Environnement, M. Klaus Topp.

Le chancelier a également rencontré le ministre de l'Éducation, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Santé, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Famille, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Jeunesse, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Sport, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Le chancelier a également rencontré le ministre de la Culture, M. Hans-Joachim Lauth.

Inde : il y a 5 portes pour accéder au sacré. Ouvrez celle qui vous plaît.

Jet Tours vous propose 5 circuits en Inde du Nord (Gujarat, Rajasthan) et en Inde du Sud, de 16 à 19 jours, pour découvrir les fastueux palais des maharadjahs, les imposants temples bouddhiques ou les beautés naturelles d'une terre sacrée.

Demandez vite le catalogue Jet Tours Automne-Hiver 79/80 à votre Agent de voyages ou dans les Agences Air France.

Jet
tours

Choisissez les vacances qui vous ressemblent.

هكذا من الارض

55

EUROPE

PRAGUE
s'apaise

Union soviétique
Brejnev durcit le dialogue avec Washington

Jet
coup

République fédérale d'Allemagne
LA FIN DE LA VISITE DE M. HUA GUOFENG
Bonn et Pékin ont conclu
un important accord économique

De notre correspondant

Bonn. — M. Hua Guofeng, qui était arrivé dimanche 21 octobre dans la capitale fédérale allemande, a pris congé du chancelier Schmidt mercredi soir pour parcourir la R.F.A. de Hambourg jusqu'en Bavière (où, conformément à la tradition ouest-allemande, il doit rencontrer le candidat à l'opposition, la chancelière, M. Franz-Josef Strauss).

On redoutait à Bonn que le dirigeant chinois ne profite de son voyage pour multiplier les déclarations hostiles à l'U.R.S.S. (le Monde du 23 octobre), alors que la première préoccupation de Bonn était manifestement de ménager la susceptibilité du Kremlin. Or, le premier ministre chinois n'a pas craint de dire clairement qu'il souhaitait une réconciliation de l'Allemagne avec les puissances de l'Occident. C'est là, pourtant, un thème que les dirigeants de la R.F.A. abordent eux-mêmes avec beaucoup de réticence, afin de ne pas compromettre leur politique de détente en éveillant la méfiance du bloc de l'Est, prudence qui suscite d'ailleurs quelques réactions critiques sur les bords du Rhin.

Les trois jours de conversations entre la délégation chinoise et ses interlocuteurs ouest-allemands ont cependant montré que ces derniers avaient fort de redoubler des incidents diplomatiques à l'occasion de cette visite. M. Hua Guofeng a certes évoqué le péril qui pèse, selon lui, de certaines « tendances hégémoniques » mais il s'est abstenu de citer nommément l'U.R.S.S. Pas plus d'ailleurs que le chancelier Schmidt ne l'a fait lui-même, puisqu'il a déclaré que la République fédérale était fermement résolue à prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'équilibre militaire entre les deux camps qui s'affrontent en Europe.

Le chancelier, il est vrai, aurait pu être embarrassé lorsque les journalistes ont demandé à M. Hua Guofeng, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue avec le chancelier mercredi, ce qu'il pensait des manœuvres politiques de l'U.R.S.S. au Proche-Orient. Le premier ministre chinois a simplement répondu que,

Turquie
M. Demirel ne veut pas recourir immédiatement
à des élections anticipées

De notre correspondant

Ankara. — M. Demirel, président du Parti de la Justice, le grand vainqueur des élections sénatoriales, va donc former le nouveau gouvernement (nos dernières éditions du 23 octobre), mais, dans un premier temps, sans escher sa préférence pour la tenue d'élections générales anticipées « afin que la véritable volonté de la nation puisse être traduite à l'Assemblée », il la met en veilleuse afin de ne pas endosser la responsabilité d'une prolongation de la crise.

Le Parti de la Justice est d'ores et déjà assuré du « soutien inconditionnel » du Parti du mouvement nationaliste, qui préférerait néanmoins la formation d'une « grande coalition nationale ». Le Parti du salut national, hostile

Danemark
LES SOCIAL-DÉMOCRATES
ET LES LIBÉRAUX
OBTIENNENT CHACUN UN SIÈGE
AUX RÉS FÉROÉ

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Après avoir consulté les chefs des différents partis, la reine Margrète a nommé mercredi 24 octobre, M. Jørgensen, premier ministre social-démocrate, démissionnaire depuis le 28 septembre, de former un cabinet minoritaire homogène.

Le décompte des votes préférentiels a modifié la répartition des sièges entre les élus de chaque formation. Parmi les personnalités éliminées, figurent le ministre libéral de l'économie du cabinet de coalition sortant, M. Andersen qui fut, de 1960 à 1973, président du conseil national de l'agriculture et était député depuis vingt-six ans et le président du groupe parlementaire chrétien populaire, M. Møller, qui fut président de son parti de 1973 à 1979.

Les résultats des élections aux RÉS FÉROÉ ont permis aux sociaux-démocrates de conserver leur siège : ils auront donc en tout soixante-dix députés dans l'hémicycle ; le second mandat va au parti de l'union dont le représentant a décidé de s'inscrire au groupe libéral qui occupera ainsi vingt-six sièges.

CAMILLE OLSEN.

Espagne
Les Basques et les Catalans se prononcent par référendum
sur les projets d'autonomie

(Suite de la première page.)

La date du 25 octobre n'a pas été choisie au hasard. Elle est hautement symbolique pour les Basques. C'est en effet un 25 octobre, il y a cent quarante ans, que Madrid se rendit en cause pour la première fois les fueros — un système de franchise et de liberté qui faisait d'eux un peuple pratiquement souverain. Les Basques n'ont jamais oublié. Si l'on ajoute à cette mémoire historique l'originalité de leur culture et de leur langue — aux origines encore méconnues — et le fait qu'ils n'ont appartenu à aucune des Espagne qui se sont succédées pendant deux millénaires (la romaine, la wisigothe, l'arabe et celle de la Reconquête) on comprend la vigueur de leur nationalisme et la persistance d'un phénomène comme celui de l'ETA.

En Catalogne on se rappelle volontiers que cette Occidentale péninsulaire a constitué une civilisation originale bien avant que l'Espagne ne soit née. Volonté de leur nationalisme, et la persistance d'un phénomène comme celui de l'ETA.

De telles inquiétudes se sont dissipées. Même un homme de droite comme M. Fraga Iribarne, ancien ministre de Franco, se dit assez favorable au texte sur lequel on vote ce jour-là. Il réserve sa critique à l'U.R.S.S. et à la Chine. Le socialiste, Andréu Abello, qui a connu la Généralité instaurée en 1932, peut mesurer le chemin parcouru. Sous la République, il lui arrivait d'être républicain quand il parlait catalan dans un café madrilène. Jamais, à l'époque, son prénom ne fut écrit en catalan sur sa carte de visite. Il n'est maintenant que le nom d'un restaurant.

Si les revendications régionales ne font plus aussi peur, c'est sans doute qu'elles ne s'expriment pas avec la même violence. Le plus inquiétant, c'est l'absence de répression franquiste. Le risque de faire illusion, de masquer le vrai visage de la République, avec laquelle les sentiments régionaux se manifestent ailleurs en Espagne.

L'amélioration des transports, les courants migratoires, le tourisme, la télévision, ont nivelé les différences, rapproché l'Andalous du Galicien. L'Espagne est, de fait, moins contrainte, moins violente, moins divisée que ses nationalités. À l'exception, encore une fois, de l'hyper-nationalisme d'une minorité basque. C'est pourquoi le pays peut se constituer en Etat plurinational.

Un des principaux rédacteurs du statut d'autonomie catalan, M. Miquel Roca, député du parti nationaliste Convergence démocratique, déclare : « Pour la première fois, nous avons un statut qui reconnaît notre droit national, notre identité, notre culture. Cela signifie qu'un tel droit ne dérive pas de la Constitution mais qu'il lui précède, et qu'une modification de la loi fondamentale ne peut le supprimer. En outre, le statut reconnaît la Catalogne comme une nationalité. Il s'agit là d'une exigence ancienne. Cela donne un nouveau sens au mot

« Pleine compétence » pour l'enseignement

Les deux pays contraindront l'ensemble de leur enseignement. La Généralité se voit reconnaître « pleine compétence » dans un tel domaine, ce qui signifie, selon M. Roca, qu'elle pourra légiférer et aura la responsabilité des programmes scolaires. Les Catalans attachent une grande importance à la diffusion de leur culture. Mais le problème est compliqué : une grande partie de la population (45 %) ne pratique pas le catalan, car elle est née dans d'autres régions d'Espagne.

Le gouvernement de Madrid craint que le dynamisme de la langue catalane ne contrecarre les droits de cette importante

minorité, et surtout n'aboutisse à une disparition progressive du catalan dans le territoire. C'est pourquoi il a multiplié les précautions : l'Etat espagnol se réserve le droit de créer ses écoles, d'inspecter les établissements de la Généralité et il garde son monopole dans la délivrance des diplômes. M. Andreu Abello pense qu'il y aura sans doute deux universités : une qui enseignera en catalan et l'autre en castillan. Enfin, la Catalogne et Euzkadi pourront avoir leur radio et leur télévision. Le statut catalan prévoit expressément que la Généralité sera autorisée, dans un premier temps, à diffuser des programmes sur la deuxième chaîne de télévision et, par la suite, à créer une troisième chaîne qui émettra entièrement en catalan et sera financée par la publicité commerciale.

Une autonomie financière

La Généralité instaurée en 1932 n'avait pas reçu des ressources suffisantes pour bien fonctionner. Il devrait en être autrement cette fois-ci. L'Etat s'engage à verser aux Catalans, pour financer leur autonomie, une part des impôts prélevés dans l'ensemble du territoire. La Généralité négociera avec Madrid l'importance de ce pourcentage, qui sera fixé en tenant compte de la population, du revenu et de l'effort fiscal de la Catalogne. Les Catalans pourront aussi avoir leur propre fiscalité, émettre des emprunts, et ils recevront une partie des impôts actuellement recouvrés par l'Etat. Pendant la période intermédiaire du transfert des compétences administratives, Madrid s'engage à financer à leur coût réel les services qui seront pris en charge par la Généralité.

Séminaire, convention
au Grand Hôtel,
Place de l'Opéra, Paris.

GRAND HOTEL

Les 2 Noëls Paquet.

NOËL D'AFRIQUE

NOËL D'EUROPE

NOËL D'AMÉRIQUE

NOËL D'ASIE

NOËL D'Océanie

NOËL D'Israël

NOËL D'Espagne

NOËL D'Italie

NOËL D'Allemagne

NOËL D'Angleterre

NOËL D'Autriche

NOËL D'Belgique

NOËL D'Danemark

NOËL D'Espagne

NOËL D'France

NOËL D'Grèce

NOËL D'Irlande

NOËL D'Italie

NOËL D'Japon

NOËL D'Norvège

NOËL D'Pays-Bas

NOËL D'Portugal

NOËL D'République Fédérale d'Allemagne

NOËL D'Suède

NOËL D'Suisse

NOËL D'Tchécoslovaquie

NOËL D'Union Soviétique

NOËL D'Yougoslavie

L'unanimité réalisée autour du « projet socialiste » facilite une éventuelle candidature de M. Mitterrand en 1981

Les membres du bureau exécutif du P.S. et ceux de la commission spéciale chargée du « projet socialiste », réunis en comité de rédaction, ont adopté à l'unanimité, dans la nuit de mercredi 24 à jeudi 25 octobre, le texte actuel du projet ainsi que le préambule rédigé par M. François Mitterrand.

Le premier secrétaire du P.S. s'est félicité de « l'effort accompli vers l'unité la plus grande des socialistes ». Il a souligné que le document initial, préparé par M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national aux études et chef de file du CERES, était « sûr pour être remanié, et le sera de nouveau par les militants ». M. Mitterrand a ajouté que le « projet socialiste »

se situe dans l'esprit du congrès de Metz.

Cette unanimité ne signifie pas pour autant que les clivages révélés par ce congrès soient effacés. Le rassemblement célébré par M. Mitterrand s'est, en effet, réalisé autour d'un texte, celui du premier secrétaire, ajouté au projet lui-même, afin de donner des divergences de fond. Ce préambule, centré sur l'idée de liberté, est, certes, un document où toutes les courants socialistes peuvent d'autant mieux se reconnaître qu'il résume tout dogme et se prévaut de la diversité des « sources socialistes ». Mais il fait l'objet d'interprétations différentes. Pour les amis du premier secrétaire, ce préambule complet et éclairé le projet ; pour

les courants minoritaires, il le corripse et en définit la philosophie.

De même, en ce qui concerne le projet lui-même, les appréciations divergent : selon M. Pierre Mauroy, « tout ce qui était excessif a été gommé » pour aboutir à un texte dont le CERES n'est plus le « maître à penser ». Aux yeux de M. Chevènement, en revanche, la logique du document qu'il a initialement rédigé est restée intacte, les amendements approuvés par le comité de rédaction ayant un caractère mineur.

D'où vient, dès lors, que ce texte ait pu faire l'objet d'une approbation unanime (1) ? Sans doute du fait que les enjeux tactiques, et présidentiels, l'ont emporté sur la dimension idéologique du débat. Tous les courants

du parti, hormis le CERES, avaient intérêt à un rassemblement dans la perspective de l'échéance de 1981. Ainsi, M. Michel Rocard était d'être repoussé aux marges du parti et préserver la possibilité d'être désigné comme le candidat de tout le P.S. Ainsi et surtout M. Mitterrand, qui était parvenu à Metz à conserver son pouvoir sur le parti au prix d'une dégradation de son image de fédérateur des courants socialistes, retrouvait-il les vertus unitaires qui font un bon candidat à l'élection présidentielle.

Sur ce point, l'objectif du premier secrétaire était de s'assurer la maîtrise du processus de désignation du candidat, plutôt que de se décla-

rer lui-même dès maintenant. M. Mitterrand, en effet, a toujours laissé entendre qu'il ne serait candidat pour la bataille présidentielle que si les chances de l'emporter étaient suffisantes. En revanche, pour ses amis, l'élaboration du projet n'est qu'une étape en vue de la désignation comme candidat de M. Mitterrand. Le schéma qu'ils ont retenu paraît être le suivant : une fois le projet solennellement approuvé par la convention nationale prévue à la mi-janvier, un congrès extraordinaire serait convoqué au printemps pour désigner M. Mitterrand. Dès lors, celui-ci prendrait le recul nécessaire en abandonnant son poste de premier secrétaire au numéro deux du parti, M. Lionel Jospin ; le remplacement

de ce dernier au sein du secrétariat national permettrait de concrétiser le rapprochement avec les minoritaires qui s'est opéré autour du projet.

Dans l'immédiat, une ultime séance de travail devait avoir lieu ce jeudi, afin de mettre au point la conclusion du « projet socialiste » et de recenser les quelques points sur lesquels les minoritaires maintiennent leurs propres options.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) Toutefois, selon M. Jean-Pierre Côté, les rorcardiens ont approuvé « la transmission » du texte aux militants du parti, et non le texte lui-même, l'approbation relevant de la convention nationale.

« Il n'est de socialisme que celui de la liberté »

Dans le « préambule » du « projet socialiste » qu'il a présenté, M. Mitterrand affirme que ce projet « n'efface pas » les textes antérieurs du P.S. et « ne se substitue ni au programme socialiste de 1972 (intitulé « Changer la vie »), ni au programme commun de gouvernement de la gauche », il « prolonge » ces textes, « pour en élargir à la fois le champ d'action et la vision ».

M. Mitterrand ajoute : « Il les dépasse pour offrir aux Français, après la rupture de la gauche et l'échec qui s'en est suivi, une perspective, une espérance. Au lendemain des élections perdues de 1978 nous avons refusé d'admettre que la droite, selon son arrogante prédiction, en avait encore pour vingt ans à régenter la France et que la direction du parti communiste pourrait durablement, et à sa guise, continuer de freiner l'élan des forces populaires. Bref, nous avons refusé d'admettre que les jeux étaient faits ».

Le premier secrétaire instruit ensuite le procès du système incarné par M. Giscard d'Estaing, en indiquant :

« De jour en jour la société capitaliste a fait payer plus cherement sa crise aux travailleurs. D'abord aux riches et aux puissants, elle réserve aux faibles ses coups. Profit et privilèges sont sa philosophie. Inflation, chômage, indigence soumission aux intérêts du capitalisme étranger, bureaucratie, colorent le fond du tableau sur le devant duquel surgissent les personnages qui décident pour la France et

parlent en son nom. Qui s'étonnera de l'immensité de l'insécurité, parfois de la colère — et en tout cas du désir de changement — des Français ? Un grand peuple ne supporte pas longtemps d'être privé d'un grand dessein ».

Après avoir réaffirmé que le projet socialiste s'inspire toujours de l'idée d'une société sans classe, M. Mitterrand souligne : « On n'adhère pas au socialisme sans une certaine vision de l'homme, de ce qu'il veut, de ce qu'il peut, de ce qu'il doit, de ses droits et de ses besoins. Mais le socialisme n'est pas une religion. Il se trahit dès qu'il se fige en dogme, s'érige en Église et se donne aux grands prêtres. L'histoire contemporaine procure trop d'exemples de ces déviations et de leurs tragiques effets pour que les socialistes ne veillent pas avec un extrême scrupule à s'en garder. C'est dans cet esprit qu'a été conçu et rédigé ce projet. Non seulement nous récusons tout dogme maître du monde et des consciences, assurés que nous sommes que nulle tyrannie n'est pire que celle de la pensée qui se veut souveraine par la coercition, mais encore nous laissons aux nôtres le soin d'aller aux sources socialistes de leur préférence, la seule règle étant d'observer la charte d'Égypte qui nous unit et qui retient comme un acquis inaliénable l'œuvre et l'enseignement des grands théoriciens du dernier siècle ».

Notre volonté est d'établir une méthode aussi précise, aussi concrète que possible pour passer d'un état économique, social,

culturel, et par conséquent politique, à un autre, du système capitaliste en France à la société socialiste. De cette société, nous ne fournissons pas un modèle, codifié une fois pour toutes. Nous inscrivons notre démarche dans une logique de rupture dont la cohérence interdit d'isoler les éléments particuliers ou d'accommoder le dispositif au gré des circonstances. (...) Nous avons la certitude profonde, définitive,

Liberté et idéologie

Il précise : « Ces espaces de liberté, c'est d'abord sur le système en place qu'il faut les conquérir, sur sa classe dirigeante et ses maîtres ou tireurs de ficelles qui, dans l'anonymat des multinationales, décident pour nous tous, sur ses rapports de production et son mode de croissance, sur son organisation, ses cadences, sa durée du travail, sur son détournement du temps libre, sur son État, sa police, sa justice, sa bureaucratie et sa fiscalité, sur ses critères culturels, sa presse, sa radio et sa télévision, sur l'inégalité de condition de l'homme et de la femme, parmi tant d'autres inégalités qui sont au raison d'être. Selon fait des servitudes propres à la société capitaliste, le projet socialiste ouvre la voie des libérations nécessaires, multiplie les initiatives et corrige les idées reçues. (...) Nous voulons convaincre nos lecteurs que le combat que nous menons serait vain si nous ne nous libérons pas d'abord : libérer les

travailleurs de l'exploitation qu'ils subissent, libérer les consommateurs des normes et des prix que la loi du profit impose, libérer la puissance publique du diktat du grand capital, libérer enfin le marché du poids des entreprises qui exercent un monopole dans un secteur-clé de notre économie ou qui fabriquent des biens indispensables à la vie et à la sécurité du pays ».

Selon M. Mitterrand, les nationalisations ont pour objet de répondre à ces exigences. Il ajoute, cependant, qu'il ne faut pas « faire le danger que présente la colossalité des entreprises, le monopole d'État ». Ainsi s'explique, selon lui, la volonté des socialistes de « suivre un autre itinéraire et de le suivre jusqu'à son terme qui conduit à l'autogestion ».

Puis M. Mitterrand reprend avec force ses critiques contre les régimes de l'Europe de l'Est, esti-

mant que « le marxisme-léninisme n'a guère laissé subsister d'espaces de liberté depuis le règne de Staline ». Le premier secrétaire affirme : « Ni son parti unique, ni sa bureaucratie, ni sa technocratie, ni sa pratique économique, ni sa presse officielle, ni ses techniques policières, ni ses camps de concentration, n'ont cherché à donner le change ».

Il ajoute : « La liberté est chose trop précieuse pour qu'elle cède le pas à l'idéologie ».

Au demeurant, tout se tient. Capitalisme ou communisme, la société industrielle se ressemble plus qu'elle ne diffère. Partout la ville observe des millions et des millions d'hommes et les rend à leur solitude. Partout les éléments basculent « avant que nature » meure », sous la poussée des convoitises. Vivre, respirer, sentir, communiquer, là encore, que d'espaces de liberté à conquérir ! Mais les socialistes s'engageraient-ils à s'opposer à un avenir où le temps serait à rebours. La ville est à maîtriser et non pas à maudire. La nature est à sauver et non à sanctifier. Nous nous gardons également du ton chaprin employé par certains pour déplorer les progrès de la science. Quel socialiste condamnerait le don d'imaginer et de créer ? Le péril ne réside pas dans l'esprit du « va-nu-pied ». Nucléaire, génétique, informatique, idéologique, c'est une affaire de société : la responsabilité est ici plus qu'ailleurs facteur de liberté ».

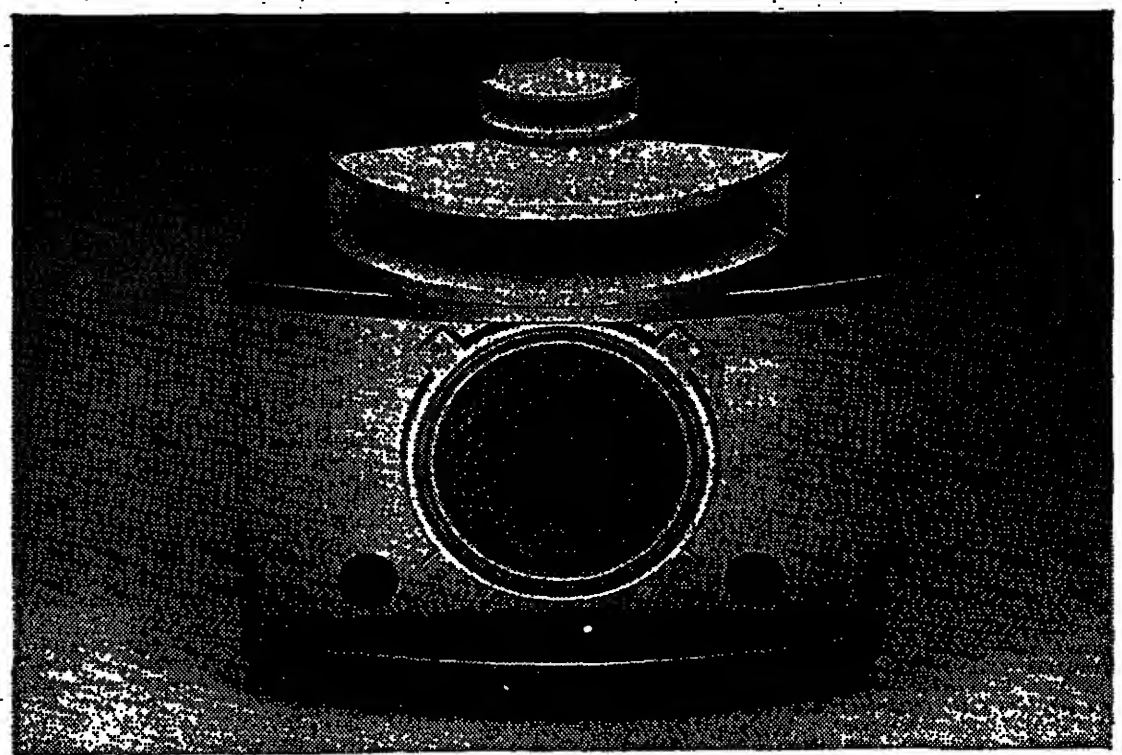
Rappelant enfin l'importance des institutions, M. Mitterrand

revendique pour les socialistes l'héritage de la démocratie politique. Il conclut : « Cette préservation du projet socialiste ne sera pas complète sur le plan où elle se situe si nous n'évoquons pas les contraintes du temps qui pèsent sur la nation et les espaces de liberté à conquérir pour notre peuple. La présence en Europe des deux super-puissances et de leurs intérêts, tantôt complémentaires tantôt antagonistes, le rapport de forces économiques et militaires, la balance démographique, la géographie des matières premières et le désordre des monnaies marquent les limites de l'étroit défilé qu'il nous faut traverser pour préserver, au prix d'une résolution implacable et tranquille, l'indépendance de nos choix. Partons d'un postulat : nous n'élargirons notre espace de liberté qu'en comptant d'abord sur nous-mêmes. Mais nous ne chanterons pas d'hymne à la France seule. Les socialistes continueront d'opérer pour les communautés internationales sans être dupes de leurs faiblesses, en premier lieu l'Europe du Marché commun. Ils participeront à toute initiative où le désarmement, l'arbitrage et la sécurité collective consolideront la paix, et ils témoignent aussi haut qu'ils le pourront pour la cause des peuples abandonnés à l'arbitraire et à la mort ».

Encore un mot. Que veulent donc les socialistes ? Une société plus juste, un pouvoir partagé, un savoir sans frontières, une vie mieux remplie, la vie mieux respectée. Un peuple libre peut le faire ».

Aujourd'hui,
quelqu'un fait
mieux que
ce que faisait
Technics
l'année dernière.

C'est Technics.



Technics appartient au plus puissant groupe japonais électronique grand public, Matsushita Electric. Ce sont la puissance de ce groupe et l'importance de ses recherches qui font qu'aujourd'hui quelqu'un fait mieux que Technics, c'est Technics.

Une preuve ? Les nouvelles enceintes R 200 de Technics. Plutôt que de continuer à apporter de simples améliorations aux modèles déjà existants, Technics a compris que la véritable innovation en matière d'acoustique consistait à repartir de zéro. Ce n'est qu'après avoir bien compris les lois naturelles de base pour l'appareil de mesure acoustiquement reconnus que Technics a pu à haut rendement.

Les R 200 Technics, enceintes phase linéaire 3 voies

ont la particularité d'assurer une dispersion maximale de l'image sonore, même si vous n'êtes pas situés à l'endroit idéal juste entre les deux. Cette première caractéristique est le résultat de l'adoption d'un médium et d'un tweeter à pavillon exponentiel. Non seulement la dispersion, ainsi obtenue est maximale, mais la maîtrise des pavillons supprime aussi toute trace de résonance. Un woofer de grande dimension assure en outre une puissance d'attaque importante. Enfin les R 200 Technics sont munies de deux enceintes de sauto.

Ce sont d'innovations, vous le remarquerez dans tous les éléments Technics, qu'il s'agisse des platines, des amplis, des tuners, ou des cassettes.

Technics, toute une gamme d'équipements hi-fi, de moins de 1.000 F à plus de 100.000 F.

Technics

19-15, rue des Frères Lumière, 93150 Le Blanc-Mesnil. Tél. : 865.44.66.
TECHNICS, PANASONIC ET NATIONAL, 3 MARQUES DE MATSUSHITA ELECTRIC.

POLITIQUE

L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMERCE ET ARTISANAT : des moyens modestes

Mercredi 24 octobre, l'Assemblée nationale examine les crédits du ministère du commerce et de l'artisanat qui atteignent un total de 25,8 millions de francs.

M. BONNET (app. soc.), rapporteur spécial de la commission des finances pour l'artisanat, rappelle que les crédits du commerce et de l'artisanat progressent de 6,3 %, mais ajoute que ce budget, qui parait « d'un niveau très bas, relève d'une faiblesse extraordinaire ». Il remarque que, si le nombre des entreprises artisanales progresse, c'est parce que, « en période de chômage, l'artisanat devient un refuge ».

M. MAUJOUAN DU GASSET (U.D.F.), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, indique notamment que les primes à l'embauche du premier salarié atteignent 50 millions de francs en 1980 et que les stages d'initiation à la gestion des entreprises artisanales reçoivent 4,5 millions.

Dans la discussion générale, M. Houff (P.C., Rhône) dénonce « les ententes » entre grands fournisseurs, « la persistance d'indépendance », notamment en matière d'assurance-maladie et l'absence d'indemnités journalières en cas d'incapacité de travail.

M. TRANCHANT (R.P.R., Haut-de-Seine) note que « la monopole en faveur de certains organismes de soins » crée « la concurrence ». M. HAUTEBOEUR (P.S., Var) estime que ce secteur « est frappé de plein fouet par l'érosion ». Il note d'autre part qu'un tiers de crédits bancaires les ga-

ranties demandées sont disproportionnées. M. MILLON (U.D.F., Ain) souligne l'effort constant que marque ce budget et insiste sur le droit de mutation qu'il estime trop lourd. Il assure que ce sont les artisans et commerçants qui « nous permettent de sortir de la bataille de l'emploi ».

Mme JACQ (P.S., Finistère), après avoir déclaré que l'harmonisation sociale « laisse des lacunes », souhaite que des crédits soient octroyés aux victimes d'une opération d'équipement collectif.

M. BIZET (app. R.P.R., Manche) remarque que la croissance perpétuelle des entreprises de main-d'œuvre est génératrice de chômage. Quant à M. LE GABILLON (U.D.F., Morbihan), il indique que, bien qu'il soit député, il est le « porte-parole des artisans et commerçants ». Il ajoute en s'adressant au ministre du commerce et de l'artisanat : « J'espère que vous allez faire quelque chose pour nous ».

M. DELPRAT (N.L., Yonne) note que, pour la première fois depuis 1974, « un tassement au niveau des ventes, notamment en province, apparaît ».

Pour M. BOUCHERON (P.S., Charente), « le fameux pacte pour l'emploi » n'est qu'une « supercherie ». « Votre seule volonté, ajoute-t-il, est de laisser l'évolution de l'appareil commercial se faire par la libre concurrence ».

M. BENOIT (U.D.F., Côte-d'Or), déclare qu'il faut donner aux commerçants et artisans « une réelle compétence en matière de gestion ». Il rappelle leurs entreprises aux circuits de distribution.

M. LEPELIER (R.P.R., Vienne) évoque le même sujet et M. VIDAL (P.S., Aude) note que la profession attend beaucoup de la charte de l'artisanat. Il donne ensuite une raison pour expliquer « le peu de résultats » du troisième pacte pour l'emploi : « La prime de 5 000 F pour un premier emploi artisanal, compa-

rée à la prime de 20 000 F pour un emploi industriel, est très insuffisante ». M. CHÉRIOT (U.D.F., Rhône) affirme qu'il faut « maintenir les crédits à la campagne », car il y a plus de possibilités d'emploi « sur place » qu'à la ville.

M. BAYARD (U.D.F., Loire) déclare que le commerce et l'artisanat sont « essentiels à notre vie quotidienne et personnelle ».

M. FEVRE (U.D.F., Haute-Marne) rappelle que l'aide spécifique au milieu rural « doit consister en une assistance technique de gestion beaucoup plus soutenue qu'en milieu urbain ».

M. CHAUBERTIER, ministre du commerce et de l'artisanat, déclare qu'avec 800 000 entreprises et 2 millions d'actifs, l'artisanat est un secteur en expansion, créateur d'emplois. Le commerce, indique-t-il, regroupe 720 000 établissements et 2,5 millions d'actifs. Il déclare que 25 millions de francs seront consacrés au livre d'artisanat, manuel au profit des travailleurs manuels qui souhaitent créer ou acquérir une entreprise artisanale.

Évoquant le problème des femmes de commerçants et d'artisans, il déclare qu'une prochaine étape devrait être la reconnaissance des droits propres aux conjoints collaborateurs. Présidant le travail des épouses « doit être reconnu », il ajoute : « Et surtout, des droits sociaux, propres aux femmes de commerçants et d'artisans, doivent être prochainement constitués ».

Abordant le problème de l'assistance technique, il déclare : « La formation des assistants et moniteurs de gestion se poursuit à un rythme accéléré : cent seront formés l'année prochaine pour l'artisanat et cinquante-cinq pour le commerce. Au total, cent 10 millions de francs supplémentaires seront affectés à cette formation prochainement ».

Le budget est ensuite adopté, après un vote de crédits portant sur 10 millions de francs.

RECHERCHE : le gouvernement est prêt à ouvrir un « grand » débat au printemps

L'Assemblée nationale examine également mercredi 24 octobre les crédits du secrétariat d'État à la recherche. Ce budget a été analysé dans le Monde du 15 septembre 1979.

M. CHEVREMENT (P.S.), rapporteur spécial de la commission des finances, expose le détail des différents crédits dans l'enveloppe budgétaire et indique notamment dans son rapport que le budget de la recherche pour 1980 « ne constitue en aucune façon le début de cette progression dans la croissance qui devrait nous permettre de rattraper nos concurrents étrangers ».

M. PASTY (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des finances, souligne de son côté que le programme décennal de recherche fasse l'objet d'un débat suivi d'un vote au Parlement. « L'absence de liaison entre les équipes de recherche », indique-t-il, « est le défaut du secteur public ou le secteur prioritaire, provoque souvent la dispersion des efforts et des crédits et conduit à des doubles emplois ».

M. PORCQ (P.C.), rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges, déclare que la commission a fait les observations suivantes : 1. La part des recherches civiles de la recherche brute décline ; 2. Les objectifs prioritaires pour la recherche ne sont pas atteints au cours du VII^e Plan ; 3. L'insuffisance croissante du nombre des chercheurs en est un trait inquiétant de la recherche française ; 4. La recherche fondamentale est menacée de déperdition.

Le rapporteur ajoute que, en 1977, dernière année pour laquelle on dispose de comparaisons internationales, la France comptait l'équivalent de 58 400 chercheurs contre plus de 570 000 aux États-

Unis, plus de 300 000 au Japon et 105 000 en Allemagne. Dans la discussion générale, M. BERRAUD (U.D.F., Haute-Savoie) souhaite « une politique plus audacieuse dans le domaine de l'énergie, notamment des énergies nouvelles ». Il fait, indique-t-il, d'autre part, « appuyer sur un tissu industriel et intellectuel local » et il serait souhaitable, observe-t-il, de « créer une activité objective et indépendante des groupes de pression, capable d'évaluer les choix technologiques ».

Pour M. LAURAIN (P.S., Moselle), « s'il s'agit d'un budget de régression qui correspond à l'absence d'une politique cohérente de la recherche », « C'est grave, ajoute-t-il, car, dans la guerre économique que nous menons, la seule chance de notre pays, c'est de compenser son manque de matières premières par sa capacité d'invention ». Il relève le fait que l'Institut de recherche en économie de matière de Metz n'a toujours pas été créé.

M. DEVAQUET (R.P.R., Paris) estime que ce budget est « le dernier d'une période de stagnation ». « On a investi beaucoup dans les programmes », indique-t-il, et très peu dans les hommes. Après avoir noté que le débat sur les matières premières est « dans l'impasse », il plaide pour un effort d'humanisation de la science qui permettrait « de réduire la fracture science-société ».

M. VIEZOT (P.C., Essonne) déclare que le budget d'ensemble du VII^e Plan se solde par un déclin général de la recherche française. Il estime que les créations de postes sont insuffisantes, ce qui signifie que dans de nombreux domaines la France devient de plus en plus dépendante de

la technologie américaine. S'agissant des produits tirés du charbon, il note que la France risque de dépendre totalement des techniques étrangères.

M. EDGAR FAURE (non insc.) insiste sur la notion de pluridisciplinarité. « On ne peut séparer la recherche de base des réalités économiques », poursuit-il. « Il ne s'agit pas de subordonner les chercheurs aux industriels mais d'établir une solidarité en supprimant les cloisonnements ».

M. BARRIER (U.D.F., Jura) déclare qu'il est nécessaire que les Français aient confiance dans leur recherche et pour cela qu'ils soient mieux informés. Il souhaite d'autre part la création d'une bourse aux innovations technologiques.

M. DONNADIEU (R.P.R., Tarn) déclare que le gouvernement fait porter son effort sur le développement de l'informatique, sur la recherche pharmaceutique et sur les économies d'énergie.

Répondant aux orateurs, M. AIGRIN, secrétaire d'État aux affaires économiques, chargé de la recherche, indique notamment que d'ici au 1^{er} janvier 1980 « il y aura un correspondant de la D.G.R.S.T. (Délegation générale à la recherche scientifique et technique) dans chaque mission régionale ». Il déclare que la formule des contrats de programme facilitera les décloisonnements et souligne que la réforme du C.N.R.S. a été élaborée en concertation avec l'ensemble des présidents de sections du C.N.R.S.

M. VIEZOT affirme qu'il entend améliorer la sélection des chercheurs et favoriser la formation et la mobilité. Ceux-ci accèderont six ans plus tôt qu'aujourd'hui au grade de chargé de recherche, fait-il remarquer. Les crédits de la recherche sont ensuite adoptés.

Le Sénat adopte le projet de réforme hospitalière après l'avoir sérieusement critiqué

Le Sénat a adopté, mercredi 24 octobre, en séance de nuit, le projet de loi portant réforme hospitalière. Ce texte a pour principal objet de donner au ministre de la santé des moyens d'intervention nouveaux pour supprimer les capacités d'hébergement, ainsi que les équipements lourds qui excèdent les besoins. Le projet a été adopté par 107 voix contre 67, après avoir été sérieusement critiqué, notamment par l'Assemblée nationale le 21 juin. Ils ont notamment voulu garantir les pouvoirs des conseils d'administration des établissements hospitaliers en fixant que le ministre ne pourra se substituer à ces conseils qu'en cas de carence ou d'insuffisance évidentes.

Le rapporteur, M. LOUIS BOYER (R.L., Loiret), souligne que, si les capacités hospitalières ont augmenté de 25 % entre 1963 et 1978, encore des besoins de 100 000 lits sont manquants. « On a investi beaucoup dans les programmes », indique-t-il, et très peu dans les hommes. Après avoir noté que le débat sur les matières premières est « dans l'impasse », il plaide pour un effort d'humanisation de la science qui permettrait « de réduire la fracture science-société ».

M. VIEZOT (P.C., Essonne) déclare que le budget d'ensemble du VII^e Plan se solde par un déclin général de la recherche française. Il estime que les créations de postes sont insuffisantes, ce qui signifie que dans de nombreux domaines la France devient de plus en plus dépendante de

la technologie américaine. S'agissant des produits tirés du charbon, il note que la France risque de dépendre totalement des techniques étrangères.

M. EDGAR FAURE (non insc.) insiste sur la notion de pluridisciplinarité. « On ne peut séparer la recherche de base des réalités économiques », poursuit-il. « Il ne s'agit pas de subordonner les chercheurs aux industriels mais d'établir une solidarité en supprimant les cloisonnements ».

M. BARRIER (U.D.F., Jura) déclare qu'il est nécessaire que les Français aient confiance dans leur recherche et pour cela qu'ils soient mieux informés. Il souhaite d'autre part la création d'une bourse aux innovations technologiques.

M. DONNADIEU (R.P.R., Tarn) déclare que le gouvernement fait porter son effort sur le développement de l'informatique, sur la recherche pharmaceutique et sur les économies d'énergie.

Répondant aux orateurs, M. AIGRIN, secrétaire d'État aux affaires économiques, chargé de la recherche, indique notamment que d'ici au 1^{er} janvier 1980 « il y aura un correspondant de la D.G.R.S.T. (Délegation générale à la recherche scientifique et technique) dans chaque mission régionale ». Il déclare que la formule des contrats de programme facilitera les décloisonnements et souligne que la réforme du C.N.R.S. a été élaborée en concertation avec l'ensemble des présidents de sections du C.N.R.S.

M. VIEZOT affirme qu'il entend améliorer la sélection des chercheurs et favoriser la formation et la mobilité. Ceux-ci accèderont six ans plus tôt qu'aujourd'hui au grade de chargé de recherche, fait-il remarquer. Les crédits de la recherche sont ensuite adoptés.

Le rapporteur demande au ministre d'user avec précaution de ses prérogatives nouvelles. « La décision du ministre, répond M. Boyer, ne pourra intervenir qu'après le refus du conseil d'administration. Il y aura donc une large place pour le dialogue et la décision devra être motivée après consultation des commissions hospitalières nationales et régionales ».

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale, M. AIGRIN, a répondu qu'il faut aussi penser aux familles des malades et dénoncer l'excès de spécialisation.

M. GAMBOA (P.C., Essonne) considère que l'objet véritable du projet de loi est de faire passer par le Parlement une situation dont le gouvernement a déjà pris la responsabilité. « En réalité, affirme-t-il, la journée d'hospitalisation est trois fois plus chère qu'aux États-Unis, et s'il y a des excès, il faut d'abord tourner son regard vers l'industrie pharmaceutique ».

Répondant aux orateurs, M. BARROT souligne, notamment, que ce n'est pas parce que l'on supprime des lits qu'on supprime du personnel. Le texte vise au contraire à une meilleure médicalisation de chaque lit. Le ministre s'engage d'autre part à ne pas accentuer la centralisation redoutée et dénoncée par plusieurs sénateurs.

Ceux-ci, par 189 voix contre 100, repoussent un amendement de M. GAMBOA tendant à la suppression de l'article 2 du projet ; article essentiel puisqu'il donne au ministre de nouveaux pouvoirs pour la création ou la suppression de services de lits d'hospitalisation ou d'équipements matériels lourds.

Le Sénat adopte ensuite un amendement de M. CHÉRIOT, ainsi libellé : « L'établissement doit être ouvert à l'intention du ministre avant la mise en commission nationale de l'équipement sanitaire et de la commission régionale de l'équipement sanitaire ».

Un amendement gouvernemental est aussi voté. Il précise que « le conseil d'administration dispose d'un délai de quatre mois pour faire des observations ou délibérer sur les mesures demandées. Dans le cas où la demande du ministre chargée de la santé n'est pas suivie d'effet au terme de ce délai, celui-ci peut prendre les mesures appropriées aux lieux et place du conseil d'administration ».

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 24 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, mais en l'absence de M. Barre, hospitalisé au Val-de-Grâce. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

LES RÉFUGIÉS D'INDOCHINE

Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. AIGRIN, a déclaré au ministre de la santé a dressé un bilan de l'insertion des réfugiés d'Indochine dans notre pays. Depuis 1975, la France a accueilli plus de 60 000 réfugiés d'Indochine, soit trois fois plus que la totalité des autres pays d'Europe réunis.

A la suite de la décision du président de la République d'accueillir 10 000 réfugiés au cours du deuxième semestre de cette année, 1 617 réfugiés sont arrivés en France entre le 1^{er} juillet et le 10 octobre. Le tiers d'entre eux, venant au titre du regroupement familial, a trouvé directement un logement et un emploi. Les autres sont actuellement hébergés dans des centres où ils se familiarisent avec la langue et la vie françaises.

Le secrétaire d'État a rappelé que des instructions ont été données pour que les offres d'accueil qui ont été présentées par des familles ou des collectivités et qui concernent un total, près de 3 000 familles de réfugiés, soient prises en considération le plus rapidement possible, afin que ne soient pas déconvenues les bonnes volontés. Les modalités d'insertion devront respecter l'abolition de la loi de 1953 relative à l'admission des étrangers.

Le président de la République a rendu hommage au dévouement de tous ceux qui, au sein des associations et des municipalités ou à titre personnel, contribuent à assurer la réussite remarquable de l'insertion sociale des réfugiés d'Indochine dans notre pays. Ce mouvement de solidarité manifesté par l'ensemble de la communauté nationale permet à la France de poursuivre son effort d'accueil à un rythme rapide.

Le président de la République a demandé qu'un nouveau contingent de cinq mille réfugiés soit envoyé dès le début de l'année prochaine.

Le ministre des affaires étrangères a, pour sa part, constaté que trois mois après la réunion de Genève, l'extension des engagements pris pouvait être considérée comme relativement satisfaisante : 1) De nouveaux centres d'accueil ont été créés, notamment un centre de grande capacité aux Philippines ; 2) La Thaïlande a décidé d'accueillir sur son territoire tous les Cambodgiens qui franchiraient la frontière et les autres pays de transit s'abstiennent désormais de refouler les réfugiés ; 3) Un certain nombre de pays d'accueil définitif ont consenti un effort substantiel.

Parallèlement, l'élaboration entre les autorités vietnamiennes et les hauts commissaires des Nations unies pour les réfugiés d'un programme d'émigration garantissant la poursuite des départs dans des conditions plus sûres et plus humaines a progressé. En attendant la conclusion

de cet accord le nombre des départs légaux a sensiblement diminué. Le ministre des affaires étrangères a ensuite souligné que la situation actuellement la plus grave était celle qui menaçait le Cambodge et le peuple Khmer de disparition.

Le ministre des affaires étrangères a déclaré que la communauté internationale tout entière, qui se doit de répondre massivement à l'appel lancé par les organisations internationales.

La France, pour sa part, entend participer largement à cet état de solidarité. Elle a obtenu, lors de la dernière réunion informelle de coopération politique des Neuf, que soit envisagée la mise en œuvre d'un programme d'assistance communautaire de grande ampleur. Les hauts fonctionnaires compétents des Neuf pays se réuniront à cet effet à Dublin le 28 octobre prochain.

Notre représentant permanent à New-York a, par ailleurs, effectué une démarche auprès de M. Waldheim afin d'examiner avec lui les initiatives qui pourraient être prises pour apporter aux populations cambodgiennes, de façon efficace et impartiale, le secours dont elles ont un besoin urgent.

Enfin, le ministre des affaires étrangères a rendu compte des démarches effectuées auprès du gouvernement de la République socialiste de Vietnam en faveur d'un règlement rapide et global du problème du départ pour la France des Français d'origine vietnamienne, ainsi que d'un certain nombre de Vietnamiens ayant des liens familiaux avec la France.

LES RÉFUGIÉS D'INDOCHINE

Le ministre des affaires étrangères a évoqué le procès de six membres de la Chartre 77 qui a eu lieu à Prague. La position constante de la France au sujet des droits de l'homme a été rappelée. La France considère qu'il est contraire aux dispositions de l'acte final d'Helsinki et à l'esprit de la détente que des personnes soient poursuivies et condamnées pour avoir demandé l'application dans leur pays des dispositions de l'acte final. Le ministre des affaires étrangères a indiqué qu'il était amené, dans ces circonstances, à ajourner la visite en Tchécoslovaquie qu'il se proposait d'effectuer prochainement.

LA VISITE DE M. HUA GUOFENG

Le président de la République a informé le conseil de la visite effectuée en France, du 15 au 20 octobre, par le premier ministre chinois.

Il a rappelé qu'il s'agissait du premier déplacement d'un chef de gouvernement chinois depuis la fondation de la République populaire de Chine. Le choix que M. Hua Guofeng avait fait de la France, pour sa première étape en Europe occidentale, soulignait l'importance de nos relations et la reconnaissance, par la Chine, de la contribution que la France avait apportée pour qu'elle retrouve sa juste place dans le monde.

Il a souligné que les Nations unies avaient déclaré en 1978 la semaine internationale de la coopération entre les peuples, le ministre des affaires étrangères a rappelé que le désarmement constituait un élément essentiel et permanent de la politique étrangère de la France.

LA SÉCURITÉ ET LE DÉSARMEMENT

Le ministre des affaires étrangères a informé le conseil de l'état de différentes négociations en cours intéressant les problèmes de sécurité et de désarmement.

Il a adressé un bilan de l'action diplomatique menée par la France à la suite des propositions qu'elle a faites en 1978 concernant la réunion d'un comité de désarmement en Europe, et a fait le point des réactions positives enregistrées, ainsi que des importants progrès accomplis à tous les points des négociations dont ces propositions ont fait l'objet.

Marquant que les Nations unies avaient déclaré en 1978 la semaine internationale de la coopération entre les peuples, le ministre des affaires étrangères a rappelé que le désarmement constituait un élément essentiel et permanent de la politique étrangère de la France.

RELATIONS FRANCO-COMORIENNES

Le ministre des affaires étrangères a fait une communication sur les rapports entre la France et la République islamique des Comores un an après l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Il a été décidé de proposer au gouvernement comorien des conversations à un niveau ministériel despotisme à tous les points des négociations dont ces propositions ont fait l'objet.

Le ministre des affaires étrangères a fait une communication sur les rapports entre la France et la République islamique des Comores un an après l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Il a été décidé de proposer au gouvernement comorien des conversations à un niveau ministériel despotisme à tous les points des négociations dont ces propositions ont fait l'objet.

L'INSPECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Dans le cadre de la réforme et de la modernisation du ministère des affaires étrangères, il est créé une inspection générale des affaires étrangères destinée à assurer le

contrôle de la bonne marche des services du ministère et de quelques autres services administratifs et consulaires répartis dans le monde.

AUDIOVISUELLE FRANÇAISE

Le ministre de la culture et de la communication a présenté la situation et les perspectives de la création française à la télévision.

Il a indiqué les mesures qui vont être prises pour organiser la coopération de la télévision et du cinéma en vue de donner des bases solides et fortes à la création audiovisuelle française.

SECURITE SOCIALE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi qui définit les conditions dans lesquelles seront maintenus les droits au régime général de la sécurité sociale.

Le délai pendant lequel un assuré social pourra bénéficier de la retraite d'assurance-maladie, si celle de remplir les conditions, est porté de trois mois à un an.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi, le délai de droit à la prime d'indemnisation de chômage au cours de laquelle le droit à la sécurité sociale est attribué gratuitement.

Cette amélioration répond notamment à deux préoccupations : donner moins d'importance à la condition d'activité professionnelle pour la sécurité sociale à tous les Français — actifs ou non ; éviter l'insécurité pour les demandeurs d'emploi (en 1978, plus de 1 000 000 de Français ont obtenu un travail mais pour continuer à avoir droit à la sécurité sociale).

Le conseil a adopté les mesures individuelles suivantes : — M. Max Laxan, sous-gouverneur du Crédit foncier de France, est nommé gouverneur de cet établissement, et remplacé par M. Robert Eliot ; — (Né le 9 décembre 1918 à Malmaison, M. Max Laxan sort de l'École nationale d'administration comme inspecteur adjoint en 1948. Directeur adjoint à la direction générale des impôts (en 1950), puis conseiller technique au cabinet de M. Giscard d'Estaing, alors secrétaire d'État aux finances (1959), il est directeur général des impôts de 1961 à 1967 avant d'être nommé sous-gouverneur du Crédit foncier.)

M. Jean Wahl, délégué aux industries agricoles et alimentaires, cesse ses fonctions. [Ce départ fait suite à la nomination de M. BERTHET, comme secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires (« le Monde » du 23 octobre).]



هكذا من الأصل

Pierre Belfond

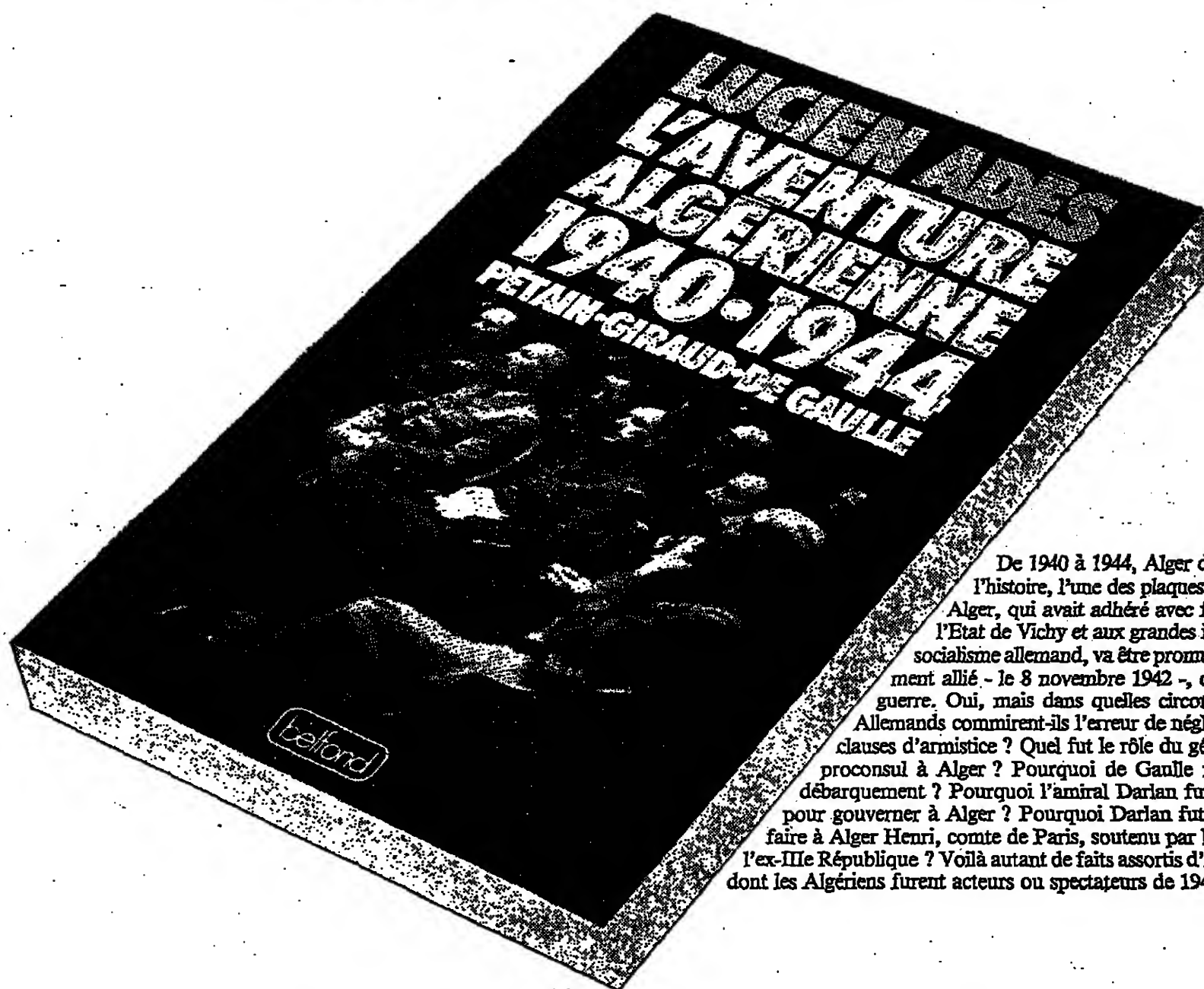
vous propose cette semaine :

Lucien Adès

L'AVENTURE ALGÉRIENNE

1940-1944

Pétain - Giraud - De Gaulle



De 1940 à 1944, Alger devint, par un hasard de l'histoire, l'une des plaques tournantes de la guerre. Alger, qui avait adhéré avec ferveur à la politique de l'Etat de Vichy et aux grandes idées-forces du national-socialisme allemand, va être promue, à partir du débarquement allié - le 8 novembre 1942 -, capitale de la France en guerre. Oui, mais dans quelles circonstances ? Pourquoi les Allemands commirent-ils l'erreur de négliger l'Algérie dans leurs clauses d'armistice ? Quel fut le rôle du général Weygand nommé proconsul à Alger ? Pourquoi de Gaulle fut-il tenu à l'écart du débarquement ? Pourquoi l'amiral Darlan fut-il choisi par les Alliés pour gouverner à Alger ? Pourquoi Darlan fut-il assassiné ? Que vint faire à Alger Henri, comte de Paris, soutenu par les conseils généraux de l'ex-IIIe République ? Voilà autant de faits assortis d'intrigues et de complots dont les Algériens furent acteurs ou spectateurs de 1940 à 1944.

L'ouvrage de Lucien Adès rappelle aussi nombre d'événements mal connus ou oubliés :

- Devançant la métropole, le Gouverneur général prend une série de mesures raciales : Le décret Crémieux est abrogé. Les juifs français d'Algérie perdent la citoyenneté française. Les élèves et les étudiants (de la maternelle à l'université) sont interdits d'écoles publiques; les crèches mêmes sont fermées aux tout-jeunes ! L'exercice de toutes les professions libérales est interdit aux juifs. Tous leurs biens sont confisqués.
- Deux camps d'internement sont immédiatement ouverts (ils deviendront des camps d'extermination faisant l'admiration des visiteurs nazis). Ces camps sont situés dans le sud algérien, près de Colomb-Béchar. L'un à Djénou-Bou-R'Zeg, l'autre à Hatjerat-M' Ghil. Y sont envoyés, dans un premier temps, les Allemands ayant fui le IIIe Reich, les soldats allemands de la légion étrangère, les Polonais et les républicains espagnols de cette même légion, les juifs français objets de dénonciation, etc... Lucien Adès cite les noms des officiers qui dirigent ces camps.
- En 1942, le général Juin, un enfant du pays, commandant en chef des troupes françaises en Algérie depuis le départ de Weygand, est envoyé à Berlin par

Vichy pour négocier avec Goering le ravitaillement des troupes de l'Afrika Korps de Rommel.

- La "Résistance" en Algérie reste limitée à moins de 1 000 personnes ! Elle est animée, entre autres, par José Aboulker, Max-Pol Fouchet (directeur de la revue "Fontaine"), Jean Bensaid (Jean Daniel), René Capitant, Henri d'Astier de la Vigerie.
- Les dessous du débarquement américain du 8 novembre 1942. Environ 400 jeunes gens (sur les "1 000" résistants), armés de vieux Lebel, neutralisent, du 7 novembre à 2 heures du matin au 8 novembre à 17 heures, les 15 000 hommes de la garnison d'Alger; (ils arrêtent, au passage, l'amiral Darlan, le général Juin, le préfet Temple, le général Bergeret, ils occupent la radio d'Alger, la poste et le commissariat central...! Ils guident (par des torches) les Américains à Sidi-Ferruch. Lucien Adès conduit à Alger le premier Américain débarqué. Mais, sitôt en place, les Alliés font libérer Darlan, Juin, etc..., qui, pour eux, représentent le pouvoir légal. Les "résistants" sont poursuivis, traqués, arrêtés, abattus.
- Il faudra attendre l'élimination de Giraud par de Gaulle (été 43) pour que les mesures anti-juives soient levées et que les camps de concentration soient fermés.

Nul doute que "L'Aventure algérienne" ne suscite des polémiques passionnées. Trop nombreux, en effet, sont ceux qui ont eu intérêt sinon à réécrire l'Histoire, du moins à la parer des couleurs d'un passé nostalgique.

LES ÉDITIONS BELFOND, 3 bis PASSAGE DE LA PETITE - BOUCHERIE, 75006 PARIS
VOUS ADRESSERONT GRACIEUSEMENT, SUR SIMPLE DEMANDE, LEUR CATALOGUE GÉNÉRAL ET LEURS BULLETINS D'INFORMATION.

M. Poniatowski : le chef de l'État ne peut pas débattre avec un journal satirique

son épouse assisteront notamment à la messe qui sera célébrée à l'église Saint-Louis des Invalides. Mille veuves de guerre, venues en délégation des départements de la métropole, mais aussi d'outre-mer, seront présentes à cet office solennel, ainsi que les présidents des associations d'anciens combattants. La messe sera retransmise en direct par la télévision.

هكذا من الأصل

La découverte d'un trafic de drogue à Valence (Drôme)

Une affaire de famille

De notre envoyé spécial

Lyon. — A Valence, ils étaient honnêtement connus, les Montaner. Des gens qui ne regardaient pas à la tâche. Les deux frères, Jacques et Jean, leur mère Andrée, Christiane, la femme de Jacques, Jacqueline, sa sœur, et son compagnon Francis Millo, unis comme les doigts de la main pour faire tourner l'affaire : l'entreprise « Rouillard », trois gros camions lancés sur les routes de l'Iran. De longs et fructueux voyages. Mercredi 24 octobre, ils ont été inculpés (nos dernières éditions) par M. Jacques Pin, juge instructeur à Valence, de trafic de stupéfiants. MM. Jacques, Jean Montaner et Millo ont été placés sous mandat de dépôt.

Pour les Montaner, la drogue, c'est l'argent facile. Aujourd'hui, les « trafiquants » de haschisch ou d'héroïne n'appartiennent plus à des réseaux organisés de truands comme au temps de la « French Connection ». Leurs filiales se bornent à trois ou quatre « dealers » quand ils ne travaillent pas seuls. Un voyage en Thaïlande et on ouvre la boutique de ses rêves, une traversée suffit des rivages du Maroc à la Côte d'Azur pour élever un « standing ». Chacun monte pour son propre compte sa petite affaire. Les cousins de la voiture bourrée de chanvre ou passe la douane et, si on réussit, l'année sera belle. Les profits réalisés encouragent une contrebande active. Aux frontières, le « si » a remplacé les cigarettes ou les alcools.

A Liverdun (Meurthe-et-Moselle) récemment des hommes aux abois se sont mis à vendre pour de la marijuana le chanvre de leurs jardins (*Le Monde* du 16 octobre). A Valence, la famille Montaner avait vu plus grand puisqu'elle avait organisé un trafic de stupéfiants estimé à deux tonnes de haschisch et à dix-huit kilos d'héroïne.

En 1973, les Montaner profitent du « miracle iranien » pour développer leur entreprise. Au retour de l'Iran, les camions « Rouillard » rapportent, pour ne pas rentrer à vide, des denrées « exotiques », des

tapirs, etc. Mais le miracle ne durera pas. C'est alors que les Montaner trafiquent leurs véhicules à l'insu des chauffeurs, y aménagent des caches (dans les ailes, dans les réservoirs) pour « passer » des drogues qui doivent faire retrouver à leur entreprise une bonne santé économique.

Une vieille habitude de contrebande

En juillet 1978, d'après les aveux mêmes des inculpés, 1.500 kilos de haschisch en provenance d'Iran transitent par la France vers les Pays-Bas. Un mois plus tard, 700 kilos. En juillet 1978, le haschisch n'y suffisait plus, les Montaner transportent 18 kilos de morphine. Malgré un contact en Iran (on parle d'un ancien officier de la garde du chah), et un acheteur aux Pays-Bas, qui permettait aux Montaner d'écouler leur marchandise, l'entreprise restait familiale. « Nous avons dû intervenir quand nous avons appris que les Montaner s'étaient mis à l'héroïne », explique M. Robert Mesini, contrôleur général, directeur du service régional de la police judiciaire de Lyon, qui a mené l'enquête avec la collaboration de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants. Nous n'avons rien saisi mais nous avons obtenu des aveux concordants et découvert les caches sur les véhicules. Dans une valise on a décelé des traces de morphine et trouvé des sacs en ayant contenu. Senlé prise : quelques centaines de doses d'anéthol pour fabriquer du « pastis des familles », une vieille habitude de contrebande que les Montaner avaient gardée avant de se mettre plus au goût du jour. Au temps des laboratoires et de l'héroïne n° 4, le milieu menait la danse, blanc-noir diable-Bon dieu : on y voyait clair. Avec le haschisch, le trafic est devenu pour certains à peine plus qu'un commerce.

CHRISTIAN COLOMBANI.

DANS LE DIXIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

Un centre d'aide médico-sociale pour les immigrés africains est menacé de fermeture

Le Centre médico-social Bosuet (1), qui soigne et aide depuis quelque quinze ans des Africains noirs et — depuis deux ans — des réfugiés du Sud-Est asiatique, va-t-il fermer définitivement ses portes ? Telle est la question que posent avec inquiétude ses responsables. Depuis six mois, les sources de financement du centre tendent à diminuer, au point que la fermeture du centre est envisagée pour le 1^{er} novembre.

Ancienne propriété du gouvernement général de l'A.O.F., le centre Bosuet avait pour vocation le traitement des fonctionnaires expatriés, en congé en métropole. Au moment de la vague d'indépendance des Etats d'Afrique noire, puis de l'afflux d'Africains immigrés en France, le centre convertit ses activités et

se spécialisa dans le dépistage et le traitement — gratuits pour ceux qui ne bénéficiaient d'aucune prise en charge — de la tuberculose, d'une part, des affections parasitaires et tropicales, d'autre part. Actuellement, le centre dispose dans ses archives de trente-sept mille dossiers d'Africains. Il permettait, jusqu'à présent, à une équipe médico-sociale d'accueillir quelque deux mille nouveaux arrivants chaque année et d'en suivre médicalement un nombre équivalent.

Les responsables du centre se plaignent du désintérêt manifesté par le Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants — emanation du ministère du travail — qui a récemment diminué ses subventions au point d'accueillir le centre à la fermeture. « Alors, disent-ils, que la préfecture de Paris nous adresse, dans le même temps, un nombre croissant de réfugiés du Sud-Est asiatique. D'ores et déjà, le laboratoire du centre a dû fermer : un trou s'est creusé dans le toit.

Les responsables du centre estiment que la population qu'ils secouraient ne sera pas aussi efficacement aidée dans les structures hospitalières, où les situations administratives irrégulières — fréquentes — sont mal tolérées, et dont le gigantisme empêche parfois d'adapter aux problèmes individuels.

(1) 8, rue Bosquet, 75010 Paris.

Un sérum antirabique d'origine humaine a été mis au point au centre de transfusion sanguine de Nancy-Brabois (Meurthe-et-Moselle) en collaboration avec l'Institut Pasteur de Paris. Ce sérum constitue un progrès important dans le traitement de la rage. Il n'entraîne aucun des nombreux phénomènes d'intolérance de gravité variable du sérum antirabique d'origine animale auparavant utilisé et assure une protection plus longue. Le laboratoire de Nancy-Brabois est le seul en Europe à préparer ce sérum.

Un malade mental tue un patient à l'hôpital Sainte-Anne, à Paris. — Un malade qui était venu en consultation au centre psychiatrique d'orientation et d'accueil de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris, tôt dans la matinée du mercredi 24 octobre, a tué un autre malade à coups de couteau. Le meurtrier est M. Alina Mexiani, trente-six ans, originaire d'Algérie, et la victime, M. Jean-Louis Asmani, trente et un ans. M. Asmani était, lui aussi, venu en consultation et se trouvait, en compagnie de M. Mexiani, dans la salle d'attente du médecin de garde.

Manifestation de soutien aux femmes de Bilbao poursuivies pour pratiques abortives

De notre correspondant

Madrid. — C'est le « procès de Burgos », de l'Espagne post-franquiste : onze femmes comparaitront, vendredi 26 octobre, devant un tribunal de Bilbao, sous l'inculpation de pratiques abortives. Les peines requises contre deux d'entre elles — soixante ans et cinquante-cinq ans de prison — impliquent une brutalité aussi archaïque que les sentences de mort prononcées en 1970 par les Juges militaires de Burgos contre des militants de l'ETA.

Les accusées sont des femmes d'ouvriers, incolles pour la plupart, des paysannes transplantées dans la banlieue noire de Bilbao. Chargées d'enfants, menant une vie difficile, souvent avec des ennemis de santé, elles ont eu recours à la fausseuse d'anges du quartier, une tenancière de bistrot qui les a débarrassées de leur problème avec de l'eau, du savon et de l'alcool. Détail qui ajoute à l'anachronisme de l'affaire : les faits reprochés remontent à l'époque du franquisme quand la Constitution du pays n'avait rien de démocratique et que la plupart des médecins se refusaient, au nom de la morale, à prescrire des pilules contraceptives.

Le procès de Bilbao a déclenché des remous au Pays basque où l'on pouvait voir ces derniers jours, à côté des affiches sur le référendum pour l'autonomie, des listes improvisées de protestataires. Plus d'un millier de femmes appartenant au monde des lettres, du spectacle et de la politique ont répété le geste de leurs homologues françaises il y a quelques années et déclaré publiquement « qu'elles aussi » elles avaient avorté.

Le « voyage à Londres »

Les manifestations se sont multipliées. La dernière a eu lieu au palais de justice de Madrid, où quelques centaines de femmes se sont réunies pour dénoncer le procès de Bilbao. La police les a délogées à coups de matraque en les traitant de « garces » et de « putains ». La sœur du ministre de l'Industrie, Mme Carlota Bustelo, et l'ancienne directrice du cabinet de M. Adolfo Suarez, Mme Carmen Díez-Rivera, se

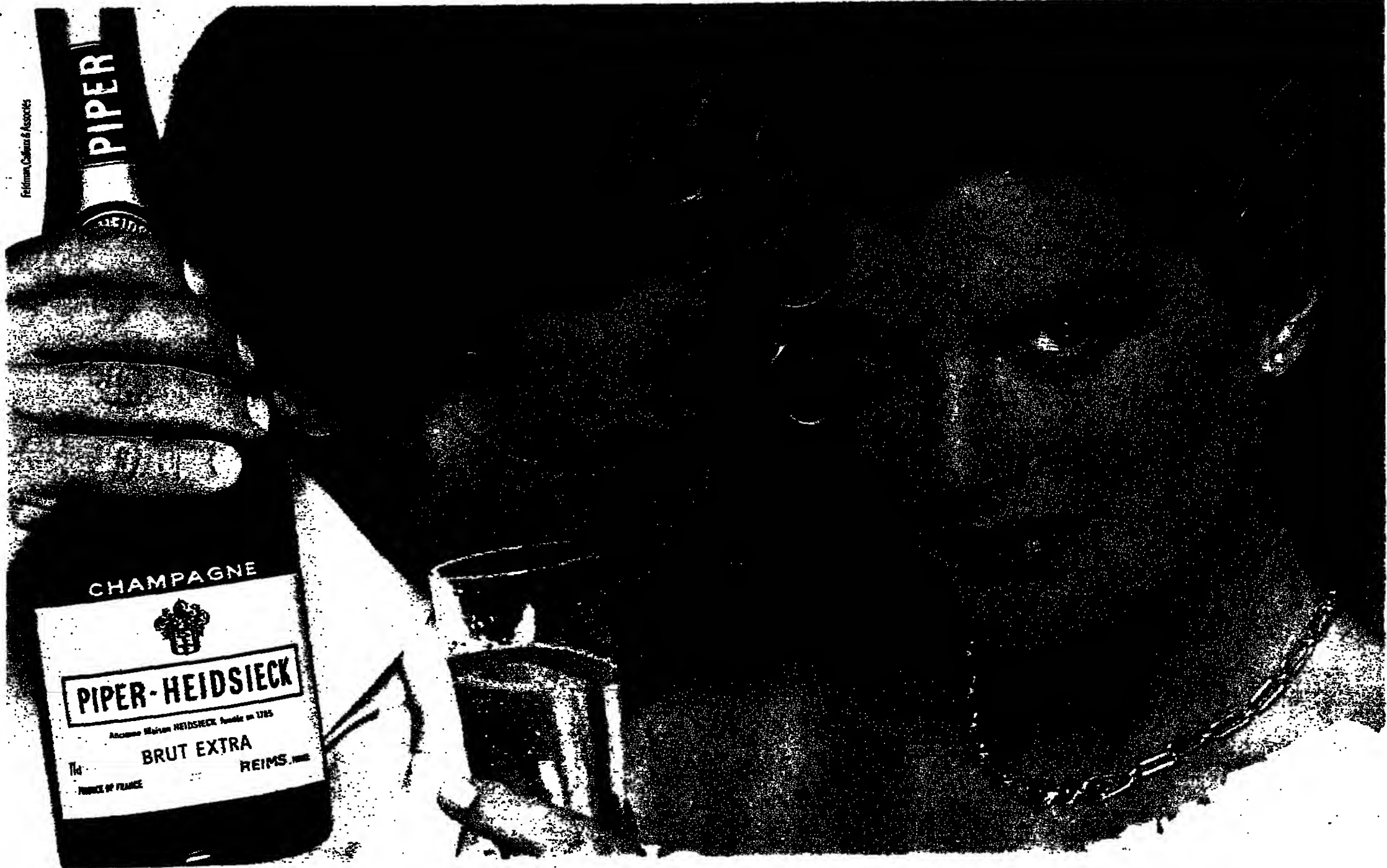
trouvaient dans cette catégorie. La première a porté plainte pour les coups reçus.

Cette affaire fait honte aux Espagnols — du moins à la fraction la plus éclairée et la moins hypocrite du pays — parce qu'elle met sur le banc des accusés des femmes pitoyables. Celles qui ont des ressources ne risquent pas un pareil sort : elles font le « voyage à Londres », expression devenue classique en Espagne pour parler des femmes qui vont à l'étranger afin d'avorter, et qui sont environ dix mille chaque année. Les autres se débrouillent avec les moyens du bord. On estime à trois cent mille le nombre annuel d'avortements clandestins pour une population de trente-six millions d'habitants. Certains journaux affirment que 2 % des femmes meurent pendant l'opération. Les médecins estiment à 20 % le pourcentage de celles qui restent définitivement stériles.

La législation espagnole est restée moyenâgeuse. Le code pénal stipule en effet que « la vie du fœtus doit être protégée avant tout et prime sur la vie de la mère et sur l'intérêt social ». Aux yeux du législateur, rien ne peut motiver l'interruption de grossesse : ni la détresse matérielle, ni l'état de santé de la femme enceinte, ni le refus de mettre au monde le fruit d'un viol ou d'un inceste. La femme qui avorte et ses complices risquent une peine de six mois à six ans de prison. Le code pénal révèle son inspiration en établissant la seule circonstance atténuante susceptible d'être retenue par les juges : quand une femme solitaire interromp sa grossesse pour éviter le « déshonneur » de donner le jour à un enfant illégitime.

Le parti communiste et le parti socialiste demandent que l'avortement ne soit plus considéré comme un délit. Mais ce n'est pas le cas du parti centriste au pouvoir qui suit les préceptes de l'Eglise, laquelle a réaffirmé récemment son hostilité non seulement à l'interruption de grossesse et au divorce, mais aussi aux relations pré-conjugales et aux méthodes contraceptives.

CHARLES VANHECKE.



Pour le monde entier
Piper-Heidsieck veut dire champagne.



JUSTICE

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris se prononcera le 7 novembre sur la demande d'extradition visant M. Lanfranco Pace

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, qui présidait M. Jean Fau, a examiné, mercredi 24 octobre, la demande d'extradition de M. Lanfranco Pace, faite par les autorités italiennes. Ami de M. Francesco Pignero, extradité jeudi 18 octobre après que la chambre d'accusation eut donné un avis favorable (le Monde du 19 octobre), M. Pace avait été arrêté le 14 septembre, à Paris, après une conférence de presse au cours de laquelle il avait expliqué qu'il était à la disposition de la justice française. La demande d'extradition de M. Pace contient les mêmes quarante-sept chefs d'accusation que celle de M. Pignero. La chambre d'accusation rendra son arrêt le 7 novembre.

LE COMPLICE DU COMPLICE

Les réquisitions faites le 24 septembre contre M. Pignero par M. Gabriel Dupin, avocat général (le Monde du 26 septembre) sont selon celui-ci à maintenir pour M. Pace. « Je ne les reprendrais donc pas dans leur intégralité, a-t-il précisé. Je me bornerai à faire quelques observations. » Si pour vingt-trois chefs d'accusation, l'extradition doit être refusée, pour les autres — à la séquestration et l'assassinat d'Aldo Moro — elle peut être considérée. Ces faits sont de droit commun, a répété l'avocat général, avant de conclure : « Un arrêt favorable à l'extradition ne porterait pas atteinte à notre souveraineté nationale. »

Après s'être étonné de la rapidité des explications de l'avocat général, deux des défenseurs de M. Pace, M^{me} Martine Coisne et Henri Leclerc ont repris les quatre points retenus par la cour, pour fonder l'accusation de complicité de M. Pignero dans la séquestration et l'assassinat d'Aldo Moro. Selon eux, ces écritures ne peuvent être considérées comme des réquisitions. M. Pace — complice du prétendu complice —

M. Pignero a été accusé d'avoir prêté un refuge à deux personnes soupçonnées de faire partie des brigades rouges, et il aurait indiqué que M. Pace s'inscrivait à ces deux personnes. « S'agit-il d'un élément de complicité ? » s'est interrogé la défense.

M. Pace était, comme M. Pignero, réclamer à la revue Métropolis, dont le premier et unique numéro a été publié en juin 1979. Dans ce numéro, il a fait un éditorial appelant à voter pour le parti radical italien aux élections européennes et un article sur le cinéma où il est question de John Wayne. Quant au dessin représentant un repaire où seraient des séquestrés des personnes, c'est Aldo Moro, dont on ignore le lieu de détention, contrairement à ce que dit l'arrêt de la chambre d'accusation. — ce n'est, pour

JOYANE SAVIGNEAU.

Une manifestation détournée

Une manifestation contre l'Europe des extraditions a réuni à Paris, mercredi 24 octobre, environ quinze cents personnes entre le carrefour Sèvres-Babylone (6^e arrondissement) et la place Denfert-Rochereau (14^e arrondissement). La gauche et l'extrême gauche, à l'exception du parti communiste, entendaient protester contre l'extradition en Italie de M. Francesco Pignero, contre celle, en voie d'examen, de M. Lanfranco Pace et, enfin, contre l'arrestation de M. Jean Fabre, secrétaire général du parti radical italien.

Dès son départ, le cortège fut précédé par un groupe d'environ deux cents « autonomes » masqués derrière un calicot (« Autonomie-Résistance »). Du coup, d'autres manifestants et le Collectif féministe contre la répression passèrent inaperçus. N'ayant prévu aucun service d'ordre, les organisateurs laissèrent partir, vers 18 heures, une manifestation dirigée par des « autonomes », tournant aux alentours de la place Denfert-Rochereau, des éléments incontrôlés s'en priant à des voitures, à une Estafette de la police, aux vitrines

L. G.

POLICE

Après un mois de « grève du zèle »

LES INSPECTEURS DE POLICE OBTIENNENT UNE AMÉLIORATION DU REMBOURSEMENT DES FRAIS PROFESSIONNELS

Une délegation du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) — majoritaire chez les inspecteurs et enquêteurs de police — a été reçue, mercredi 24 octobre, par M. Jacques Solier, directeur général de la police nationale, qui a annoncé à cette occasion que le montant des crédits prévus pour le remboursement des frais de mission des inspecteurs — dont l'insuffisance motive une grève du zèle qui dure depuis un mois (le Monde du 26 septembre) — allait être très sensiblement relevé. M. Solier « est refusé à donner un élément chiffré, mais on pense que l'amélioration pourrait atteindre environ 40 % ».

Les sommes supplémentaires déboursées devraient compenser à la fois l'augmentation des effectifs de la police judiciaire et l'augmentation

tion du coût de la vie. Elles seront affectées pour l'essentiel à la police judiciaire de Paris, aux offices centraux (casquiers, drogues, prostitution), aux unités d'élite et aux services régionaux de la P.J.

Une assemblée générale, convoquée mercredi à 12 h 30 dans la cour du 36 quai des Orfèvres, siège de la P.J. parisienne, a pris connaissance de ces dispositions, qui ont soulevé les responsables syndicaux. Ils réclament par l'ensemble des problèmes financiers de la police publique, et soulignent les insuffisances opérant dans les « unités » et qu'elles ne règlent pas le cas des multiples autres primes et gratifications attribuées aux policiers en civil à la discrétion des chefs de service.

Les suites judiciaires d'une campagne électorale

M. HALLIER ET LES « FAUX DERCHES »

Le 8 juin, durant la campagne officielle télévisée pour les élections européennes, M. Jean-Michel Hallier, qui dirigeait la liste Régions Europe, maillait violemment en cause, durant les 4 minutes et 17 secondes qui lui étaient en tout accordées, huit journalistes. Tous, à l'exception de M. Philippe Grumbach, avaient porté plainte devant le tribunal civil (1), réclamant chacun 100 000 francs de dommages et intérêts.

Si M. Hallier s'était contenté de traiter notamment M. Grumbach de « faux derche », M. Bassi de « nul et prétentieux », et M. Zitrone de « vieux larbin », les intéressés se seraient contentés d'opposer leur mépris à ses déclarations, ont déclaré leurs avocats, mercredi 24 octobre, devant la première chambre du tribunal de Paris, présidée par Mme Simone Rozès. Mais aucun n'a admis d'être traité de « collaborateur » et d'« homme de la même trempe que ceux qui dénonçaient les Juifs pendant la guerre ».

Ces propos relèvent, d'après eux, de cas « abus » de liberté qui risquent, pensent-ils, de vider le débat démocratique de sa substance. « Ces mots, a estimé M^{me} Françoise Sarda, un des avocats des plaignants, jetés sans imputation précise et sans preuve, relèvent à l'évidence de l'injure pure et simple. » Il a repoussé l'arrêt du Conseil d'Etat rejetant la plainte de M. Hallier contre les résultats des élections, et qui

arguait notamment du fait que le candidat « dépassait les limites de la polémique électorale ».

L'avocat de M. J.-H. Hallier, M^{me} Xavier Deroux, s'est notamment appuyé sur un double argument : d'abord le rassemblement des adresses de la polémique, « cette tradition de l'exagération voulue », vivante, de Léon Bloy à Bernardes. M^{me} Deroux a ensuite restitué le climat de la campagne électorale, où les quatre grandes listes, d'après lui, monopolisaient l'information : « Ce qui compte, c'est moins ce que M. Hallier a dit que le fait qu'il a dit ce qu'il a dit, perçu son message sur le droit d'expression des minorités. »

La procédure civile choisie par les plaignants a contraint M. Hallier à un silence inhabituel. Il s'est contenté de sourire au rappel des mots peu amènes qu'il avait eux à l'égard des journalistes. Il a aussi distribué avec force conseils son dardier livre aux journalistes présents à l'audience. On y lit, en annexes, l'intégralité de son intervention télévisée. A l'exception d'une phrase, celle justement où M. Hallier juge les journalistes « de la trempe de ceux qui dénonçaient les Juifs pendant la guerre ».

Jugement en délibéré.

NICOLAS BEAU.

(1) Il s'agit de M^{me} Michèle Bassi, Edouard Mougoutte, Jean-Pierre Elisabeth, Léon Zitrone, Roger Gicquel, Alain Dubouché et Patrick Dubouché.

FAITS ET JUGEMENTS

Condamnation de l'architecte naval André Allègre.

Le tribunal de grande instance de Paris a condamné, mercredi 24 octobre, l'architecte naval André Allègre, cinquante-quatre ans, à deux mois d'emprisonnement, dont deux mois avec sursis, et cinq ans de suspension de son droit de exercer sa profession, à l'épreuve pour escroquerie, banqueroute frauduleuse, et détournement d'actes. Incarcéré depuis l'arrestation du 14 juin, il a été remis en liberté après l'audience.

Créateur des premiers trimarans, dont ceux de Tabarly, Colas et Elkann, André Allègre, après la déconquête de son chantier stéphanois, Catalina, avait créé, avec Olivier Dumais, à Maurin, près de Montpellier, une société de construction de bateaux. Mais, bien qu'ayant perçu de la part de plusieurs clients des sommes atteignant 350 000 francs à titre d'acompte, aucun d'eux n'avait été mis en chantier par suite du manque de liquidités.

Le seul des cinq clients de M. Allègre qui s'était porté partie civile, M. Monod, a obtenu le remboursement des sommes avancées, soit 5 900 francs et 10 000 francs de dommages-intérêts. Le passif avait été estimé à 170 000 francs.

M. Olivier Dumais s'est vu, par sa part, infliger une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis.

« L'indice des économies » : Carrefour et l'IFOP gagnent en appel.

L'hypermarché nantais Paris-Distribution (centre Leclerc) ne pourra pas, à titre de mesure conservatoire, faire valoir par bulletins des données de base (liste des produits et de leur prix, nature et surface des magasins retenus, éléments de calcul) utilisés par l'IFOP (Institut français d'opinion publique) pour réaliser l'« indice des économies » base de la campagne de publicité comparative menée par les magasins Carrefour et le Monde à du 25 septembre. La première chambre civile de la cour d'appel de Rennes a, en effet, fait droit, mercredi 24 octobre, à la demande de réintégration formulée par l'IFOP et Carrefour, d'une ordonnance prise le 29 juin par le président du tribunal de grande instance de Nantes, qui avait autorisé Paris-Distribution à faire procéder à ces vérifications.

Condamnation d'une infirmière à Thionville. — Mme Elisabeth Janka, cinquante ans, infirmière depuis vingt-cinq ans à l'hôpital Beauguère de Thionville (Moselle), a été condamnée, mardi 23 octobre, à un mois d'emprisonnement et 1 000 francs d'amende par le tribunal de Thionville pour avoir, de son propre chef, administré des pilules de Valium à trois vieillards dont deux avaient succombé peu après l'injection (le Monde du 25 mai 1978). Mme Janka avait bénéficié d'un non-lieu, mais le parquet avait fait appel. Pour sa défense, Mme Janka a déclaré qu'elle était à cette époque-là, après un accident d'autobus, sous l'effet de calmants et qu'elle se rendait plus compte de ce qu'elle faisait.

Intox-T : nouvelle plainte. — Le département américain de la justice vient d'intenter un procès à la compagnie pétrolière texane Sedco Inc., propriétaire de la plate-forme de forage utilisée pour le puits Intox-T, foré en baie de Camêche dans le golfe du Mexique. Selon les réquisitoires, qui réclament 6 millions de dollars pour les dépenses de nettoyage et une somme non spécifiée mais considérable pour les dommages causés, la plate-forme était mal conçue, et son personnel incompétent et négligent. Cette plainte vient s'ajouter à celle qui a déjà été déposée par l'Etat du Texas : celui-ci réclame 50 millions de dollars d'indemnités pour la pollution de ses côtes.

SCIENCES

E.D.F. décide le chargement de la centrale nucléaire de Gravelines

VIVES RÉACTIONS DE LA C.F.D.T.

La direction d'Electricité de France a annoncé, dans la soirée du 24 octobre, qu'elle décidait de procéder aux opérations de chargement du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Gravelines, dont certains des composants présentaient des fissures (le Monde du 23 septembre). Dès cette annonce, la fédération C.F.D.T. d'E.D.F.-G.D.F. — environ 18 % des salariés — a invité le personnel de la centrale à s'opposer au chargement du réacteur — qui devrait avoir lieu ce jeudi 25 octobre — et demandé à l'ensemble de ses adhérents d'observer un arrêt de travail le vendredi 26.

La fédération de l'énergie C.G.T. n'a pas pris quant à elle, de position de blocage sur ce sujet. C'est sous la pression des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. réclamant des examens complémentaires, après la découverte de fissures sur certaines parties des cuves et des générateurs de vapeur, qu'E.D.F. avait retardé les opérations de chargement de Gravelines et du Tricastin, prévues pour le début du mois d'octobre.

Selon la direction générale d'E.D.F., les contrôles supplémentaires qui ont été effectués n'ont rien révélé de nouveau par rapport à ce que l'on connaissait déjà. Les travaux préparatoires sont actuellement terminés sur le site de Gravelines, ajoute E.D.F., qui précise que « les explications

personnel et qu'un dernier examen de l'ensemble des résultats par le comité d'hygiène et de sécurité de Gravelines a eu lieu le 23 octobre. »

Dans ces conditions et compte tenu de l'autorisation de chargement reçue le 19 octobre, la direction d'E.D.F. a décidé d'engager les opérations de chargement du combustible du réacteur n° 1 de Gravelines.

La C.F.D.T. estime « grave » cette décision prise « alors que les contrôles complets des pièces fissurées ne sont pas réalisés (...) et que les enseignements des contrôles supplémentaires (...) ne sont pas tous connus ». A la C.G.T., le son de cloche est différent. Elle déclare notamment qu'« elle prend acte du fait que les essais et contrôles supplémentaires ont été faits, que les résultats de ce nouveau contrôle sont homogènes avec ceux précédemment effectués (pas de fissures sur les parties contrôlées), mais qu'il serait enfin opportun d'attendre les calculs définitifs avant de procéder au chargement de la centrale. La C.G.T. fait cependant remarquer que la présence de combustible dans le cœur du réacteur ne présente pas de problème de sécurité tant que la divergence (prévue pour la mi-novembre) n'aura pas eu lieu ».

PRESSE

AUCUN TITRE DU GROUPE AIGLES N'A PARU JEUDI

Aucun des titres quotidiens du groupe le Progrès — la Dauphiné libéré, édité à Lyon, Grenoble et Saint-Etienne, n'a paru jeudi matin 25 octobre à la suite de l'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé la veille par l'intersyndicale pour manifester l'insécurité des personnels devant le conflit qui oppose M. Jean-Charles Lignel, P.-D.G. du Progrès, aux dirigeants grenoblois du Dauphiné (le Monde du 25 octobre).

L'intersyndicale inter-entreprises souligne, dans un communiqué publié mercredi soir, que son mot d'ordre de grève « a été suivi par une écrasante majorité du personnel ».

« De ce fait, poursuit-elle, aucun titre du groupe n'est en situation de paraître jeudi et la grève continue au sein des sociétés Provinciale-Publicité-Havas (P.P.H.) et Data-Press. »

L'intersyndicale annonce ensuite que « des mouvements sont prévus pour vendredi au service administratif de Rhône-Alpes Diffusion (R.A.D.) et à l'entreprise de presse n° 1 (E.P.1), et que l'action se poursuivra pour obtenir une rencontre commune avec les représentants, au plus haut niveau, des sociétés éditrices du Progrès et du Dauphiné libéré ».

Soulevons que c'est la première fois depuis 1968 que tous les titres du groupe AIGLES sont empêchés de paraître en raison d'une grève. Dans une lettre ouverte adressée aux syndicats, M. Louis Richerot, P.-D.G. du Dauphiné libéré, affirme pour sa part que les emplois, quoi qu'il arrive, se feront à l'heure de la grève, « avec la garantie des salaires et des droits acquis ».

« Nous sommes décidés à maintenir le système issu des accords de 1968 entre les deux titres rhône-alpins », souligne M. Richerot, qui justifie par ailleurs l'attitude déléguée, antiridiculaire, anti-économique et antisociale de M. Jean-Charles Lignel.

Journaliste à l'A.F.P.

JEAN-PIERRE GALLOIS

LAURÉAT 1979

DU PRIX INTERNATIONAL

B.-J. CABANES

Le prix international de journalisme Bernard-J. Cabanes 1979 a été décerné à Jean-Pierre Gallois, de l'Agence France-Presse, pour une série de dépêches apportant l'un des premiers témoignages sur la situation au Cambodge.

Le jury — présidé par M. Jean Marin et composé de neuf journalistes — a attribué une mention spéciale à M^{me} Yoshikazu Matsuo et Shunichi Komi, de l'Agence News Service, pour les deux scoops mondiaux concernant le conflit entre la Chine et le Vietnam.

(Agé de trente-deux ans, Jean-Pierre Gallois est directeur du bureau de l'A.F.P. à Hanoi depuis juillet 1978. Entre le 22 et le 28 mars dernier, il avait transmis de Hanoi une série de reportages décrivant un pays livré à l'abandon et à l'anarchie. Il y rapportait notamment les déclarations de Nuon Sary, dix-sept ans, qui, à la tête d'une unité de Khmers rouges, avait tué dix mille personnes : hommes, femmes, vieillards, enfants.)

LE GROUPE WEEK-END RACHETÉ PAR « ICI PARIS » ?

Le groupe Week-End Publications — qui édite notamment les hebdomadaires Spécial Dernière, Week-End, Télé-Star (avec une participation de R.T.L.), Benaco et le mensuel l'actualité féminine — est sur le point d'être cédé par son propriétaire, M. de Lesquers. Le groupe bordelais « Castel », qui contrôle l'hebdomadaire Ici Paris, semble très intéressé par cette offre de vente et l'on affirme même qu'un protocole d'accord a déjà été signé. Le montant de la transaction s'élevait à plus de 30 millions de francs.

Les salariés du groupe Week-End (deux cent vingt-cinq personnes) se sont prononcés à une nette majorité pour l'ouverture de négociations avec le vendeur et l'acheteur pour aboutir à la signature, avant le 29 octobre, d'un protocole garantissant notamment l'emploi.

L'association des journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement (AJEPNE) a tenu récemment une assemblée générale extraordinaire consacrée aux menaces qui pèsent sur l'environnement et à la qualité de la vie. Outre les difficultés de la Gueule ouverte et d'Ecologie, l'AJEPNE a regretté que des journaux comme le Sauvage ou la Vie des bêtes soient sacrifiés alors qu'ils ne constituent pas des échecs commerciaux irréversibles. Elle rapproche des faits de la quasi suppression de la chronique « la qualité de la vie » à R.T.L. et des obstacles grandissants rencontrés par les journalistes de radio et de télévision pour assurer une information approfondie sur l'écologie et les problèmes nouveaux.

La Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. déclare, dans un communiqué publié mercredi 24 octobre, que le groupe Hertz, après avoir menacé de fermer Centre-France, suite au conflit opposant la direction de ce journal aux journalistes, se refuse toujours à négocier sur leurs revendications. Dénonçant cette « attitude rétrograde », la F.F.T.L. affirme que « cette direction s'attaque également aux libertés syndicales en sanctionnant des délégués pour des activités relevant de leur fonction. En conséquence, le bureau fédéral appelle l'encouragement des travailleurs du groupe Hertz à un soutien actif des travailleurs en grève et pouvant aller jusqu'à des arrêts de travail », conclut le communiqué.

هكذا من الأصل

décide le chargement
de la centrale nucléaire de C...
S. REACTIONS DE LA...

RELIGION

L'EXHORTATION APOSTOLIQUE DE JEAN-PAUL II SUR LA CATÉCHÈSE

Le pape insiste sur la « nécessité d'un enseignement chrétien organique et systématique »

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Moins d'une semaine avant l'ouverture de l'assemblée plénière de l'épiscopat français, les évêques ont reçu le texte de l'exhortation apostolique « Catechesi Tradendae » de Jean-Paul II. Ce copieux document d'une centaine de pages, consacré à la catéchèse, était sous embargo jusqu'à ce 25 octobre. Déjà largement préparé par Paul VI, ce texte était redouté par tous ceux qui, à leurs risques et périls, ont travaillé depuis des années au renouvellement de la catéchèse tandis que

d'autres espéraient en un coup de frein de la part d'un pape polonais qui ne transige pas avec la doctrine.

Pour bien comprendre ce document qui ressemble à une encyclique par son ampleur et son autorité, il faut se rappeler que sa matière première a été fournie par le synode épiscopal

de 1977 sur la catéchèse. Il est d'usage maintenant que l'évêque de Rome mette le point final aux travaux de cette assemblée qui n'a matériellement pas le temps de le faire elle-même, écho de ses conclusions, élargies et puisées un document de synthèse qui se trouve être le fruit de la réflexion conjuguée des évêques et du pape.

Jean-Paul II laisse d'ailleurs apparaître sa marque puisqu'il écrit à la première personne : « J'insiste sur la nécessité d'un enseignement chrétien organique et systématique. » L'exhortation apostolique est adressée, selon l'usage, aux évêques, aux pasteurs et aux fidèles de toute l'Eglise. Son plan n'est pas très rigoureux, ainsi que cela était déjà le cas pour l'encyclique précédente. Outre une introduction et une conclusion, le document comporte neuf chapitres. — H.F.

Extraits du texte pontifical

Voici quelques passages caractéristiques du document de l'exhortation apostolique traduite de Jean-Paul II :
« La doctrine chrétienne n'est pas un corps de vérités abstraites ; elle est communication du mystère vivant de Dieu (...).
« Pour l'Eglise, la catéchèse a toujours été un devoir sacré et un droit imprescriptible. Ce droit est violé par de nombreux Etats au point que donner, faire donner la catéchèse ou la recevoir devient un délit passible de sanctions (...).
« Les pères du synode ont reconnu les limites ou les déficiences de ce qui a été réalisé jusqu'à présent. Ces limites sont particulièrement graves lorsque

elles risquent de porter atteinte à l'intégrité du contenu.
« La routine porte à la stagnation, à la léthargie et en définitive à la paralysie. L'improvisation engendre le désordre des catéchistes et de leurs parents, les déviations de toutes sortes, la rupture et finalement la ruine totale de l'unité.
« On doit tenir compte du fait que souvent la première évangélisation n'a pas eu lieu. Le pape évoque ici le cas des enfants qui sont au catéchisme sans avoir reçu aucun début d'évangélisation. Il y a même des jeunes, ajoute-t-il, qui ne sont pas baptisés. Le catéchisme a donc en la circonstance, pour but de susciter la foi.
« La catéchèse des adultes représente un problème central. Celle-ci est la principale forme de la catéchèse. Parmi les adultes qui ont besoin de catéchèse, notre préoccupation missionnaire va à ceux qui, nés et élevés en des régions non encore christianisées, n'ont jamais pu approcher la doctrine chrétienne, à ceux qui ont reçu dans leur enfance une catéchèse corrompue et à ceux qui se sont ensuite éloignés de toute pratique religieuse. Les catéchistes doivent donc être formés à une catéchèse précoce, mal conduite ou mal assimilée ; à ceux qui n'ont jamais été éduqués dans leur foi et sont comme adultes de vrais catéchumènes (...).
« Les ouvrages catéchétiques prennent un relief nouveau. L'un des aspects majeurs de la catéchèse d'aujourd'hui réside dans

la rénovation et la multiplication des livres catéchétiques un peu partout. Asses souvent, ici et là, dans le souci de trouver le meilleur langage ou d'être à la mode en ce qui concerne les méthodes pédagogiques, certains ouvrages dérivent des livres de jeunesse et des adultes, soit par l'omission consciente ou inconsciente d'éléments essentiels, à la fois de l'Eglise, soit par l'importance excessive donnée à certains thèmes au détriment des autres. Soit surtout par une vision globale assez horizontaliste non conforme à l'enseignement des magistères (...).
« Il existe le risque et la tentation de mêler indistinctement l'enseignement catéchétique des perspectives idéologiques ou politiques, surtout de nature politico-sociales ou des options politiques personnelles. Lorsque ces

Fermeté et dynamisme

(Suite de la première page.)

capables d'éduquer à une fois solide les générations chrétiennes des temps nouveaux.

Soutiement

La publication de *Catechesi Tradendae* au moment même où s'ouvre l'assemblée plénière de l'épiscopat français qui a précédemment la catéchèse à son ordre du jour, est-elle ou non une coïncidence ? Le saura-t-on jamais ? L'Eglise de France n'a-t-elle pas parfois tendance à croire que tout le monde a les yeux fixés sur elle ? Toujours est-il que, respectant l'embargo, le cardinal Elchegary n'en a pas soufflé mot dans son allocution (le Monde du 25 octobre). Mais, dans la soirée du 24 octobre, lors de la conférence de presse de présentation, les évêques présents ont fait chorus pour dire que le contenu du document pontifical n'était en rien une gêne pour eux ni pour les travaux préparatoires de l'assemblée, qui étaient d'ailleurs déjà terminés lorsque le Saint-Siège a diffusé *Catechesi Tradendae*. Ils ont souligné le caractère « ouvert » de l'exhortation prise dans sa globalité. La commission épiscopale de l'enseignement religieux a rédigé le communiqué à cet égard.
Ajoutons que nombre de spécialistes de la catéchèse en France originaires plus ou moins que le document romain attendu depuis plusieurs mois ferme davantage de portes qu'il ne l'a fait en réalité et qu'il contient moins de passages libérateurs. D'où leur satisfaction non feinte et pour ainsi dire leur soulagement. Jean-Paul II a tenu à jouer le jeu de la collégialité, ce qui est de bon augure pour l'avenir du Synode dont la prochaine assemblée, on le sait, aura lieu en 1980 sur le thème de la famille.

HENRI FESQUET.

Nécessité d'un enseignement systématique

« L'enseignement chrétien doit être un enseignement non pas improvisé mais systématique, selon un programme qui lui permette d'arriver à un but précis, un enseignement qui porte sur l'essentiel sans prétendre aborder toutes les questions discutées ni se transformer en recherche théologique ou en exigence scientifique ; un enseignement assez complet toutefois qui ne s'arrête pas à la première annonce du mystère chrétien ; une initiation chrétienne intégrale ouverte à toutes les composantes de la vie chrétienne. J'insiste sur la nécessité d'un enseignement chrétien organique et systématique, parce que de divers côtés on tend à en minimiser l'importance (...).
« La catéchèse est ouverte au dynamisme missionnaire (...).
« Une expression privilégiée de l'héritage se trouve dans le Credo. Mon prédécesseur, Paul VI, a voulu rassembler dans le Credo du peuple de Dieu les éléments essentiels de la foi catholique, surtout ceux qui offraient une

plus grande difficulté ou qui risquaient d'être méconnus. C'est une référence sur le passé contenue dans la catéchèse (...).
« La catéchèse ne doit pas omettre d'éclairer comme il convient des réalités telles que l'action de l'homme pour sa libération intégrale, la recherche d'une société plus solidaire et plus fraternelle, les combats pour la justice et la construction de la paix (...).
« La parole de la foi ne doit pas être mutilée, falsifiée, diminuée, mais pleine et entière dans toute sa rigueur et dans toute sa vigueur ; trahir en quelque chose l'intégrité du message, c'est vider dangereusement la catéchèse elle-même et compromettre les fruits que le Christ et la communauté ecclésiale sont en droit d'en attendre (...).
« Aucun vrai catéchète ne saurait légitimement opérer de sa propre initiative une sélection dans le dépôt de la foi entre ce qu'il estime important et ce qu'il estime sans importance pour enseigner ceci et refuser cela (...).
« Pourquoi ne chercherions-nous pas à remettre en valeur la mémoire de manière intelligente et même originale, d'autant plus que la célébration ou la « mémoire » des grands faits de l'histoire du salut exige qu'on en possède une connaissance précise ? Une certaine mémorisation des paroles de Jésus, de passages bibliques importants, des dix commandements, des formules de profession de foi, des textes liturgiques, des prières essentielles, des notions-clés de la doctrine, est une véritable nécessité. L'essentiel est que ces textes mémorisés soient en même temps compris et vécus, et qu'ils puissent servir de point de repère à la foi. »
Jean-Paul II s'élève contre ceux qui, à force d'insister sur la foi en tant qu'intégration, omettent de dire qu'elle est aussi une certitude. La foi, précise Jean-Paul II, est une « marche en avant » comme celle d'Abraham

Mémorisation

et il cite à cette occasion Pascal : « Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais pas trouvé. »
« Les théologiens et les exégètes ont le devoir d'être très attentifs à faire en sorte qu'on ne prenne pas pour des vérités certaines ce qui est au contraire du domaine des questions d'opinion ou de la discussion entre experts. Les catéchistes sauront à leur tour la sagesse de cueillir dans le champ de la recherche théologique ce qui peut éclairer leur propre réflexion et leur enseignement en puisant, comme les théologiens eux-mêmes, aux véritables sources. Ils refuseront de troubler l'esprit des enfants et des jeunes avec des théories de dévotion ou de vaines polémiques ou de stériles discussions souvent justifiées par saint Paul. »
Enfin le pape affirme : « Je désire semer abondamment dans le cœur de tous les responsables de l'enseignement religieux et de l'entraînement à la vie selon l'Evangile, le courage, l'espérance, l'enthousiasme, l'audace et les appels du synode de 1977. Jean-Paul II admet l'ensemble des catéchistes et des catéchistes à découvrir l'ampleur de leur mission. Il précise les fonctions de la catéchèse, non d'une façon intemporelle, mais en la situant en notre temps. Il redit à quelles normes doit se référer la catéchèse pour être fidèle à cette mission. A ces normes, que nous trouvons exprimées dans les divers textes auxquels Jean-Paul II se réfère, des symboles de la foi au directeur catéchétique général, nous tenons à nous référer nous-mêmes.
« Mais Jean-Paul II invite également à l'audace, au courage, au renouvellement. Nous accueillons cet appel et nous souhaitons y répondre en Eglise, c'est-à-dire avec l'ensemble de ceux qui œuvrent en France pour la catéchèse, convaincus qu'elle conditionne toute évangélisation durable. »

Les évêques français :

« JOIE ET RECONNAISSANCE »

Dans un communiqué publié ce 25 octobre, la commission épiscopale de l'enseignement religieux, qui représente l'ensemble de l'épiscopat français pour la catéchèse, déclare qu'elle « accueille avec joie et profonde reconnaissance l'exhortation de Jean-Paul II. Ce texte est celui d'un pasteur. Nous y retrouvons les insistances et les appels du synode de 1977. Jean-Paul II admet l'ensemble des catéchistes et des catéchistes à découvrir l'ampleur de leur mission. Il précise les fonctions de la catéchèse, non d'une façon intemporelle, mais en la situant en notre temps. Il redit à quelles normes doit se référer la catéchèse pour être fidèle à cette mission. A ces normes, que nous trouvons exprimées dans les divers textes auxquels Jean-Paul II se réfère, des symboles de la foi au directeur catéchétique général, nous tenons à nous référer nous-mêmes.
« Mais Jean-Paul II invite également à l'audace, au courage, au renouvellement. Nous accueillons cet appel et nous souhaitons y répondre en Eglise, c'est-à-dire avec l'ensemble de ceux qui œuvrent en France pour la catéchèse, convaincus qu'elle conditionne toute évangélisation durable. »

ÉDUCATION

Les sanctions contre les insuffisances qui limitent les effectifs des maternelles

NOUVELLES ACTIONS DE PROTESTATION

Les actions d'enseignants et de parents pour limiter l'impact négatif des effectifs maximum des classes de maternelles (le Monde du 20 octobre) continuent en province.
Dans le Loiret, les locaux de l'inspection académique et des deux inspections départementales de l'enseignement primaire ont été occupés mercredi 24 octobre par des militants du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.). Les manifestants réclament l'annulation des retenues de salaire opérées par l'inspecteur d'académie à l'encontre des directrices d'écoles maternelles qui ont appliqué la réduction des effectifs. Cette occupation prolonge la journée de grève du 18 octobre et la manifestation qui, selon le SNI, avait réuni ce jour-là deux mille personnes à Orléans. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) avait aussi lancé dans le Loiret une grève de solidarité du 12 au 18 octobre.
La section départementale du SNI-P.E.G.C. du Cher a écrit au président de la République pour lui demander de rétablir le traitement de sept directrices d'écoles maternelles qui, pour la même raison, sont sanctionnées depuis le 1er octobre.
Dans le Doubs, où quinze institutrices de maternelles se sont vu retirer leurs salaires depuis le 15 octobre, le SNI-P.E.G.C. appelle toutes les institutrices de maternelle du département à la grève le vendredi 26 octobre.
Dans le quartier de la Colonne, à Saint-Etienne, une mère d'élève, gardée et l'éducation de dix-neuf enfants inscrits à l'école maternelle à l'effectif de trente enfants par classe. Cette action, organisée par la Fédération Corneil, à l'appui de la FEN, de la C.F.D.T., de la C.G.T., du P.C. et du P.S.

Dans près d'une centaine de villes DES MILLIERS DE JEUNES ONT PARTICIPÉ À LA JOURNÉE D'ACTION POUR LA DÉFENSE DU SPORT SCOLAIRE

Plusieurs milliers de jeunes d'âge scolaire ont participé, mercredi 24 octobre, à la journée d'action « pour la défense et la promotion du sport scolaire », organisée à l'appel des syndicats de professeurs (SNEP) et de professeurs adjoints d'éducation physique (SNEEPS), affiliés à la Fédération de l'éducation nationale.
Dans près d'une centaine de villes, les « profs de gym » ont organisé des épreuves de cross, de jogging, de randonnées pédestres, des rencontres d'athlétisme et des jeux d'équipe, afin de démontrer que « le sport du mercredi » n'est pas une simple occupation pour élèves désemparés.
Les syndicats voulaient ainsi défendre le principe des trois heures hebdomadaires de sport scolaire incluses dans le service des enseignants chargés d'assurer les cours de sport du mercredi. On sait que, pour augmenter le nombre d'heures minimum d'éducation physique effectivement offertes dans les collèges (trois heures par semaine) et dans les lycées (deux heures), le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, M. Jean-Pierre Soisson, a décidé l'an dernier de ramener les trois heures d'animation sportive à deux.

« Pour le plaisir »...

« Jo-Jo ! Jo-Jo ! » Plusieurs centaines d'enfants déchaînés scandent le nom de leur équipe de handball favorite — celle du lycée Joliot-Curie de Nanterre (Hauts-de-Seine) — qui affronte l'équipe cadette du lycée Pasteur de Neuilly. Un match de démonstration qui clôt la journée d'action organisée par le SNEP des Hauts-de-Seine en faveur des « trois heures » de sport scolaire du mercredi.
Cet après-midi, pendant trois heures symboliques, sept cents lycéennes et lycéens du premier cycle, venus de tous les établissements du nord du département sous l'arbitrage attentif de leurs professeurs d'éducation physique, se livrent à une démonstration.
Quant aux enfants, si l'intérêt qu'ils portent au sport du mercredi est indéniable, ils ne semblent pas très en fait des objectifs de cette journée d'action. Si on leur demande pourquoi ils sont venus, ils répondent inégalement : « Pour jouer », « Pour le plaisir », « Pour gagner », ou parfois, avec la meilleure volonté : « Pour les trois heures de sport du mercredi. »
FRANÇOIS ROLLIN.

Vous êtes titulaires d'un D.E.U.G., D.U.E.S., D.U.E.L., Licence, etc. le Département

G.E.A.

(option Finances - Comptabilité) (Gestion des Entreprises et des Administrations) de F.L.T. de Saint-Denis vous propose de préparer un D.U.T. (Diplôme Universitaire de Technologie) EN 1 AN Date de début de stage : 19 Novembre 1979 Remise immédiate des dossiers. RENSEIGNEMENTS : F.L.T. DE SAINT-DENIS place du 8-mai-1945 93206 - Saint-Denis Cedex 01 Tél. : 821-61-53, poste 406

UNIVERSITÉ D'EDIMBOURG CHAIRES DE FRANÇAIS

Des candidatures sont offertes pour deux chaires de français dans le département de français. De plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès du Secrétaire à l'Université, Old College, South Bridge, Edimbourg, EH8 8JY, à qui les candidatures devront être remises pour le 16 novembre 1979. Prière de rappeler la référence 11/79.

STAGE AUDIO-VISUEL

INITIATION AUX PRATIQUES AUDIO-VISUELLES (24 heures) - Du 4 au 7 décembre 1979. INITIATION A LA PRATIQUE DE LA VIDÉO LÉGÈRE (24 heures) - Les 24 et 25 janvier et les 14 et 15 février 1980. Renseignements et inscription : Service Formation Permanente, Université de Paris-VIII, route de la Tourneille, 75012 PARIS. Tél. : 374-12-50, poste 389, et 374-02-28.

si vous n'achetez qu'un seul livre d'anatomie cette année, si vous souhaitez un manuel qui reflète l'enseignement actuel en PCMI et PCM2, si vous recherchez des planches faciles à retenir visuellement, si vous appréciez le format pratique de 3 petits livres souples.

anatomie 1

ANATOMIE LOCOMOTRICE

ANATOMIE APPAREIL DIGESTIF

ANATOMIE APPAREIL RESPIRATOIRE

flammarion médecine

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPELLEMENT que vous recherchez.

هكذا من الأصل

سكنا من الاجل

Le Monde DES LIVRES

Éloge d'un prétendu « pessimiste »

● Les paradoxes de Cloran.

L'OPINION commune prétend que certains auteurs « pessimistes », en déplorant qu'ils le soient, élaborent des livres qui leur servent de consolation. Elle s'ingénie à leur trouver des raisons de vivre : les années 70 marqueront un tournant douloureux pour la frange la plus honnête de la jeunesse intellectuelle d'Occident. Et les romans de Cloran, s'ils ne bouleversent pas l'art littéraire, ce dont ils se moquent pas mal, resteront parmi les reportages les plus fidèles sur ce que l'auteur appelle, dans *Les Années blanches*, une « perplexité noirâtre ».

Sa fidélité est gagée, on le sait, sur l'expérience. Venu très classiquement de la bourgeoisie et de l'activisme « mao », Cloran est de ceux qui, avec l'équipe d'*Actuel*, ont vécu et reflété les tentatives de contre-culture consécutives à l'effondrement des utopies politiques.

Les *Déclassés*, parus en 1978, décrivaient la première génération du grand désarroi, celle qui s'est consolée de 68 dans le pèlerinage à Los Angeles, la rock et les « joints ». *Les Années blanches*, qui forment une véritable suite et tournent autour d'une même évasion vaine, en Asie cette fois, portent précisément leur date : fin 1977, c'est-à-dire la veille des législatives où la gauche est donnée gagnante, l'éclosion du mouvement « punk », et les conflits algéro-marocains au Sahara.

C'est un maître du paradoxe, un virtuose de l'incongruité. Écrire, pour lui, revient à provoquer. Veut-on savoir s'il est attiré ou rebuté par ses contemporains ? Cloran répond : « Je m'intéresse à n'importe qui, sauf aux autres. » Chaque fois qu'il établit une vérité, c'est avec l'intention de la démentir tout ou tard. Ayant reconnu l'inconsistance comme sa manière de sentir, il en a fait sa manière de penser. Il déclare un jour : « Mourir est une supériorité peu recherchée. » Mais, une autre fois, il note : « La mort, quel déshonneur ! Devenir soudain objet... » Il soumet ce qu'il écrit aux variations de sa météorologie intime. « Je n'ai rien inventé, dit-il, j'ai été seulement le secrétaire de mes sensations. »

La majeure partie de son dernier livre est composée de fragments réunis sous le titre *Ébauches de vertige*. Sous les aphorismes peuvent traduire, par leur diversité, nos fluctuations intérieures. Cloran dénonce « la force de la continuité ». C'est un écrivain du moment. Mais tous les moments qu'il évoque recouvrent

la profondeur et le mystère du temps vécu. On peut lire ces maximes comme une suite d'aveux sur l'inconnu qu'il découvre, quand il se considère lui-même. « C'est parce qu'on ne s'accepte pas qu'on se met à écrire, qu'on se penche sur les autres, et aussitôt tout sur soi, pour savoir qui est cet inconnu rencontré à chaque pas, qui refuse de décrire son identité et dont on ne se débarrasse qu'en s'en prenant à ses secrets, qu'en les violant et les projetant. »

Cloran n'est pas de ces philosophes qui constituent leur pensée à partir de celles des autres ; il médite sur les faits divers de son existence. Mais l'anecdote disparaît de ce qu'il écrit. Il ne laisse que l'essentiel. On ne cesse d'admirer sa rigueur, son art du raccourci. Quelques mots lui suffisent pour tout exprimer. Ainsi, revenant d'un climatiseur, il note : « Devant cet enlèvement de tombes, on dirait que les gens n'ont d'autre souci que de mourir. » Le style est une affaire d'orgueil. Cet auteur possède beaucoup pour écrire d'une manière aussi conversationnelle. La vanité conduit au relâchement, tandis que l'orgueil, son ennemi, se reconnaît dans la retenue et la fermeté. L'une nous amène à capituler devant nos faiblesses, quand l'autre nous incite à les dominer. « Je ne lutte pas contre le monde, confie Cloran. Je lutte contre une force plus grande, contre ma fatigue du monde. » Son orgueil le sauve.

renforcé par son humour, qui ne désarme jamais, ne serait-ce que dans sa façon de commenter le soulagement d'un naufragé, presque heureux d'avoir découvert une potence sur une île lointaine : « Il se trouvait chez des sauvages, c'est entendu, mais dans un endroit où l'ordre régnait. »

Les *Ébauches de vertige* sont précédées de quatre essais : *Les Deux Vérités*, *L'Amateur de Mémoires*, *Après l'histoire et l'urgence du pire*. On peut les considérer comme de longs aphorismes. « Les mystiques, en faisant la distinction entre l'homme intérieur et l'homme extérieur, optaient nécessairement pour le premier, très réel par excellence, écrit Cloran dans *Amateur de Mémoires* : le second, positif, fantôme ou visible, revenait de droit aux moralistes, ses accusateurs et pourtant ses complices, rebûtes et attirés par sa nullité, incapables de surmonter l'équivoque sinon par l'immortelle, cette tristesse dégradée à laquelle seul un Pascal résiste parce qu'il est supérieur à ses dégoûts. » On trouve dans ce passage tout ce que procure Cloran : le plaisir de la clarté et de l'intelligence, dans une époque à peine inquiète de sa bêtise. On tire aussi de ce texte un dernier portrait de son auteur : Cloran, comme Pascal, est « supérieur à ses dégoûts ». Il serait vain de prétendre le définir davantage.

FRANÇOIS BOTT.

★ SOULÈVEMENT, d'E.-M. Cloran, Gallimard, 180 pages.

Un Nobel moins inconnu qu'on ne croit

● Les exigences d'Elytis.

L'ATTRIBUTION du Nobel à Elytis a provoqué une certaine surprise à l'étranger, non seulement parce qu'il est peu connu, mais aussi parce qu'un autre poète grec, Georges Seféris, avait reçu le même distinction il y a quinze ans.

On peut penser cependant que l'Académie suédoise a voulu souligner, à travers Seféris et Elytis, l'exceptionnelle richesse de la poésie grecque contemporaine. Contrairement à d'autres pays où la poésie occupe une place marginale, en Grèce elle jouit d'une audience plus large que le roman. La plupart des grands auteurs grecs du dix-neuvième et du vingtième siècles sont des poètes, de Solomos à Rilke en passant par Calvos, Palamas, Sikelianos, Varnalis, Cavafy, Kazantzakis.

Il n'est pas inconnu en France non plus. Pata Morgana publiait en 1977 son recueil *525 plus en remède pour le ciel*. Des extraits de son œuvre ont paru dans plusieurs anthologies : *Écrivains grecs d'aujourd'hui* (Les Lettres nouvelles, 1969), *Trente-sept poètes grecs de*

lui-même se considèrent d'abord comme un poète.

La seconde surprise tient au fait qu'Elytis est peu connu à l'étranger. Bien des journalistes se sont demandés, en lisant son nom sur les téléécrans : « Qui est-ce ? »

Notons tout d'abord que l'œuvre d'Elytis est moins mal connue à l'étranger qu'on n'a pu l'écrire. Certains de ses recueils sont traduits en italien, en allemand et en anglais. Aux États-Unis la revue *Books Abroad* lui consacrait, en automne 1973, un numéro spécial.

Il n'est pas inconnu en France non plus. Pata Morgana publiait en 1977 son recueil *525 plus en remède pour le ciel*. Des extraits de son œuvre ont paru dans plusieurs anthologies : *Écrivains grecs d'aujourd'hui* (Les Lettres nouvelles, 1969), *Trente-sept poètes grecs de*

l'indépendance à nos jours (P.-J. Oswald, 1973), *Chant de la Grèce* (Caractères, 1974). Une suite de ses poèmes, traduits par François-Bernard Mache à Paris dans *Argile* (n° VIII, Automne 1975) sous le titre « Orientation ». La grande encyclopédie Larousse consacre une demi-page à son œuvre, qui fait par ailleurs l'objet d'un cours à l'Institut néo-hellénique de la Sorbonne et que le *Monde des livres* a déjà présentée le 9 janvier 1978.

Les hellénistes français n'ignorent nullement l'importance d'Elytis. Plusieurs d'entre eux ont tenté de traduire *Toi d'ion* est, son œuvre maîtresse qui est une évocation du destin de la Grèce moderne, mais le poète n'a pas jugé satisfaisantes ces traductions. Il faut dire qu'il connaît très bien le français. Il a effectué plusieurs séjours en France, notamment dans l'immédiat après-guerre (c'est à cette époque qu'il s'est lié avec les surréalistes) et pendant la dictature des colonels.

Il faut dire aussi que c'est un homme exigeant et un poète difficile, beaucoup plus difficile à traduire que Seféris et Rilke. Il utilise les infimes nuances du grec, cette langue vieille de quatre mille ans, et une grande variété de rythmes empruntés aussi bien aux auteurs classiques (il a traduit Sappho en grec moderne) qu'à la liturgie byzantine et aux chansons populaires.

En Grèce même, Elytis est aussi populaire que Rilke et Seféris. Mikis Théodorakis a mis en musique *Toi d'ion* est ainsi que d'autres poèmes d'Elytis. Il habite un petit appartement au centre d'Athènes. Il a choisi de vivre modestement pour pouvoir consacrer tout son temps à la poésie. Il est d'un abord plutôt difficile, de caractère alité. Il reçoit peu d'amis et très rarement des journalistes. Il n'est lié à aucune organisation d'aucune sorte. C'est un esprit profondément indépendant.

VASSILIS ALEXAKIS.
(Lire page 26, l'entretien d'Elytis avec Olivier Germain-Thomé.)



★ Dessin d'ORLIG.

Kenneth White, un « nihiliste gai »

● La splendeur retrouvée du réel.

PREMIER ouvrage en prose de Kenneth White, paru à Londres en 1968, les *Lettres de Gourgonnel* livrent déjà l'essentiel du message de l'auteur des *Limbes inconscients* et, plus récemment, du beau recueil de poèmes *Mahmoud*. C'est le départ d'une aventure intérieure, contée dans un livre alerte et frais, d'une substance même à peu près sans intrigue, mais dont la progression dramatique tient dans une sorte d'effort cumulatif de présence au réel qui va grandissant, à mesure que s'égrènent les brefs chapitres qui la composent.

Les *Lettres* nous font partager l'existence de Kenneth White dans une forme abandonnée du hameau des Fradouches, au lieu-dit Gourgonnel, en Ardèche. Cela est bien de plus. Mais White se met en quête de ce refuge et s'y installe, ce n'est pas pour opérer un retour passif à la terre, mais parce qu'il poursuit la solitude et veut retrouver, moyennant une immersion vraie dans le flux naturel, le réel fascinant.

Car White est seul là-haut, dans le soleil, la pluie, les orages, sans femme, sans compagnon,

presque sans voisinage. Il est seul, comme ces ermites du Tao ou du Tch'an perdus dans les montagnes, et vit comme eux, frugalement, presque pauvrement. Dominant d'abord à la belle étoile, car la maison est vide, même de lit. Levé tôt, marchant beaucoup, travaillant activement de ses mains pour aménager peu à peu sa demeure et en dégager les accès des hroussailles et des ronces.

Il est seul et hanté, en proie à la beauté, à la force redécouverte au fil des heures des choses immédiates et nues. Se relevant la nuit pour contempler la lune ou éprouver la fraîcheur de l'air, sous les étoiles. Seul et écrivain, car l'écriture compte aussi dans l'aventure. L'étranger de Gourgonnel cherche à fixer dans les mots un peu de la vérité de vie dont il fait l'expérience — « désespérant », il l'avoue, de jamais parvenir à incorporer à sa propre identité cette splendeur retrouvée du réel.

Le résultat, c'est ce livre dense et bref, dont j'aurais peine à dire comme il convient la profonde sagesse. On n'en sort pas comme on y est entré. Cela tient pour une bonne part au talent de conteur de White qui sait nous faire participer, comme ses maîtres chinois, à des événements minimes, mais

intenses, parce que saisis par lui dans leur absolu furif. Tout lui est maître à émerveillement : les bêtes et les plantes, les nuages dans le ciel de pluie, les jeux de l'ombre et de la lumière, l'orage grondant.

Il y a beaucoup d'orages dans ce petit livre de passion concentrée. L'extrême Occident rejoint l'extrême Orient, la sérénité des sages de la Chine, notre propre tension. White embrasse les deux mondes, « à mi-chemin », dit-il, entre Nietzsche et M-Fu. Il se donne pour un « nihiliste gai ». Il aime le réel, bien qu'il soit sans illusion sur lui. Il l'aime sans question, à ras de terre. Moyennant une ascèse neutre, mais comme toute difficile, qui consiste à s'oublier pour laisser surgir les choses vraies, à faire taire les interrogations inutiles, à ne rechercher que l'essentiel le plus simple. Et par là, sans doute en proportion. A la façon dont M-Fu parle de lui-même, perdu sur sa « terrasse de nuages » comme Kenneth White à Gourgonnel.

« Dépoussé. Mais pénétrant dans le flux. »

ROGER MUNIER.
★ *Lettres de Gourgonnel*, de Kenneth White, les Presses d'aujourd'hui (traduit de l'anglais par Gil et Marie Joussaud).

SEUIL

Simone Schwarz-Bart

Tr. Jean L'Horizon

00

à partir de 150

130

140

« NOUS AVONS ATTRIBUE PAR ERREUR «LEGITIME DEFENSE» à Aimé Césaire dans notre article « Regards français sur les Antilles » («le Monde» du 19 octobre). Ce manifeste publié en 1933 portait la signature d'intellectuels antillais parmi lesquels ne figurait pas Césaire.

Toulet (Poésie/Gallimard).

authentique.
got d'or fin dans ve
dele dépôt. Che- les

هكذا في الأصل

romans

LE FLEUVE
BODARD

Comme un éléphant de mer revient à sa plage australe préférée, Bodard s'en retourne à la guerre d'Indochine. Laquelle ? Celle de 1885, dans les débuts de la conquête française. Un colonel, duc et pair, s'enfonce, avec sa colonne, en plein pays méo. Attaqué par les Pavillons noirs, de méchants toulous, menacé par les Chinois de l'impératrice Sseu-Hi (pourquoi cette graphie ? Sseu-Hi = S.S. ?), à deux doigts d'être exterminé, il va s'allier aux Méos, et bien sûr, épouser Niau, la fille du chef. Cela lui portera bonheur.

Bodard s'attache aux troupes de cette sauvagerie, devenue duchesse, en attendant de diriger un bordel... Tudieu ! la sauce est épicée, cette fois ! Notre duchesse pourrait bien finir dame-pipi au « Palaca », l'intérêt n'est pas là. L'intérêt, c'est l'écriture de Bodard, ce flux limoneux qui emporte et charrie royaumes, armées, vices, colums, tortures, toute cette pourriture d'une certaine Asie que notre auteur a le génie de traduire en images.

Ce n'est certes pas du pastel. Ce n'est pas non plus de l'historique fidèle. C'est puissant, cruel, puant, défilant. Quant à la moralité, cette catégorie ne semble pas s'acclimater dans le secteur. Si vous aimez les petits romans essouffés, que chaque saison nous ramène, vaille que vaille, abstenez-vous. Bodard est à ces esthètes ce que la mousson est à un rapatrié. Bodard, c'est avant tout une ambiance, une nature et une nostalgie. S'il a parfois l'air revenu de tout, il n'est pas vraiment parmi nous. Il vagabonde, là-bas, quelque part entre Kompong-Cham et la plaine des Jarres, entre la rivière des Parfums et le Tonlé-Sap, dans cette Asie, pour lui plus réelle que la rue des Saints-Pères.

CLAUDE COURCHAY.
* LA DUCHESSE, de Lucien Bodard, Grasset, 416 p.

Roger Ascot
et le ghetto de la mémoire

Un naufrage sentimental et politique.

DANS le troisième roman de Roger Ascot, rédacteur en chef adjoint du mensuel de la communauté juive de France, l'Arche, la maîtrise du journaliste favorise le jeu de l'écrivain, son regard, sa distance. Plusieurs niveaux s'y présentent, qui donnent profondeur et richesse à cette épopée nostalgique. Il s'agit, tout d'abord, de l'inconfort de Gabriel Molisevitch, un homme en train de quitter la quarantaine rugissante ; il est question ensuite d'un « petit monde » un peu marginal d'acteurs qui donne à la communauté juive ses fondements culturels et sociaux. Cet appareil, structuré autour du Journal juif de Paris, ses déboires, ses chocs, ses renouements, Roger Ascot — tout comme son personnage central — le connaît bien. Il en parle admirablement. Enfin, pour aborder le troisième niveau, le romancier opère insensiblement un virage. Son héros quitte le ghetto de sa mémoire ancestrale pour entrer dans le monde réel d'aujourd'hui où s'affrontent des forces qui, visiblement, le dépassent.

Un balancement douloureux

Pour commencer donc, Gabriel Molisevitch évoque son enfance, et celle de sa sœur, dans un petit bourg de la Beauce : la « petite Palestine », quartier des juifs pauvres qui deviendra, quarante ans plus tard, le « Rif » habité par les travailleurs musulmans ; le père répressif, venu de Pologne, qui fait fortune dans le commerce ; la guerre, l'exode, ses terreurs et ses caches ; ensuite l'adolescence et les amours impossibles du jeune juif avec la très catholique Rose Carteret ; le balancement douloureux entre le chant des sirènes communistes et la tentation sioniste ; les salons tristes de Passy où se réunissent la gauche bien-pensante et mondaine ; les copulations lugubres et brèves ; enfin, au terme des années 70, le naufrage de la gauche, l'atroce agonie de l'autre Rose, la sœur du héros,

symbole de son enfance et de son incapacité d'affronter la vie telle qu'elle est.

Pourtant, lorsque Gabriel dépasse la cinquantaine, il trouve d'autres raisons d'espérer : l'amour de Yasmia, épouse d'un ouvrier arabe sera vécu comme une délivrance sensée, comme une réconciliation qui transcende ses peurs anciennes, sa sexualité blessée. De plus, l'amitié lucide, désabusée, d'un vieux routier du judaïsme, Stan Preuss, le directeur du Journal juif de Paris, lui donne le sentiment d'une nouvelle gravité, d'une appartenance enfin affirmée.

L'écho de Gabriel sera double. Bien qu'il prenne fait et cause pour les Arabes de son village beauceron, victimes d'un racisme tout aussi immonde que l'antisémitisme, il sera lui-même victime expiatoire de son amante Yasmia, que la violence des autres pousse à un geste criminel. D'autre part, il comprend que son ami Stan Preuss engage le Journal juif dans une action de défense des travailleurs immigrés pour des raisons tactiques, veules, politiciennes, beaucoup plus que pour de vrais impératifs politiques, dictés par l'éthique, par le cœur. Quel livre sombre, quel livre triste, s'il n'y avait pas dans ces pages l'espoir muet d'une vie meilleure portée par une jeunesse nouvelle à la mémoire vierge d'exil et de ghettos !

Depuis Les juifs meurent aussi et les Enfants du square des Vosges (1), Roger Ascot aura parcouru du chemin. Ses personnages perdus et hésitants rappellent ici ceux de Sarra ou de Camus. Seulement Gabriel et Rose, Stan Preuss et d'autres encore sont juifs porteurs de souvenirs très lourds. C'est pourquoi la filiation de Roger Ascot se rattacherait beaucoup plus à Saul Bellow, à l'école de New York qu'aux romanciers existentialistes français.

EDGAR REICHMANN.

(1) Chez Fayard, 1974 et 1977.

* ROSE DE MA MÉMOIRE, de Roger Ascot, Fayard, 224 p.

poésie

La folle mélodie
de Jacques
Crickillon

DANS les milieux littéraires de Belgique, Jacques Crickillon, qui vient d'obtenir à Nice le palme d'or de la poésie, au festival de la francophonie, n'est pas un inconnu. Ce professeur de lettres, né en 1940, a accumulé les articles, les essais, les poèmes. Auteur jusqu'ici de six recueils, il a donné de lui des impressions contradictoires : son lyrisme s'est montré tour à tour maigre et décevant, direct et semi-hermétique. A-t-il toujours su gérer au mieux un tempérament porté à la fois sur la clarté et le besoin de se noyer dans ses propres obsessions ? A cette interrogation, un livre remarquable, *Colonne de la mémoire* (1), vient donner une étonnante réponse.

Tout d'une coupée, ce discours, que l'on pourrait rapprocher de Lautréamont et de Saint-John Perse si on voulait à tout prix lui trouver des parentés, traduit l'ivresse de mettre en mots des images catapultées les unes sur les autres. Il n'en oublie pas néanmoins deux thèmes majeurs, qui reviennent avec insistance : l'allusion à des voyages de formation philosophique, et la prise de conscience de l'écriture au fur et à mesure qu'elle s'articule, quitte à submerger la conscience du poète. Une rhétorique folle et superbe.

PACIFIQUE

dérive séculaire dans les archipels du songe
tu cours noble foulée sur les
plages de l'absence
temples palmés
ton corps d'aurora sur les brisants
ton corps de bateau blanc
ton corps de plume sur ton corps
d'embarcadere le soir après
les sirènes et tu cours sous les
arches de la mémoire comme
le silence
le silence
à Pacifique
tes jambes dans l'écoule du
délir comme le soleil entre les
jalouses comme les élytres du
jardin comme les flamboyants et
l'arbre à pain comme le serpent
émeraudé au pied du tamarin
comme le couple de frégates
qui dansent au terme du bouillir
et quand le grand navire
siffle dans la rade elles s'envolent
comme la nuit tombe comme
le commencement à l'écrit
à Pacifique.

ALAIN BOSQUET.

(1) *Colonne de la mémoire*, de Jacques Crickillon, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 104 p.

Benvenuto
ou le mythe
de l'artiste par
François Piatier
Collection "Les Grands Opéras"
AUBIER

LE NOUVEAU
COMMERCE
CAHIER 44 - AUTOMNE 1979
VICTOR SEGALEN
Feuilles de Route 2
Présentation d'Étienne Formentelli
Notes de Liu Xiang-Neng
GINEVRA BOMPIANI Les régnes du sommeil
CLAUDE VIVIEN Chutes
ANDRÉ DALMAS
Correspondance de Louise Hamilton à propos d'une disparition
FRANÇOISE BUISSON - L'Europe des Iles
«ANTONIN ARTAUD»
EN LIBRAIRIE : 35 F - AB : 130 F - M.E.L. 78, bd St-Michel, 75006 Paris

vient de paraître dans
ANDRÉ GLUCKSMANN
Les maîtres penseurs
Bernard-Henri Lévy
LA BARBARIE A VISAGE HUMAIN
les nouveaux philosophes

ET VOILA POURQUOI
ILS NE CROIENT PLUS
PAR
H. GOUTEMIEL
Un livre qui, en quelque 300 pages, réussit la gageure de faire le point sur ce que les connaissances actuelles permettent d'affirmer sur la vie, l'évolution, la place de l'Homme dans l'univers, qui pose le problème de l'âme, met en évidence certaines contradictions entre les acquis de la Science et le fondement des religions.
Sans parti pris, exempt de vaines discussions métaphysiques, loin de toute érudition ésotérique, cet ouvrage, clair, précis, d'une lecture aisée, permet à l'agnostique comme au croyant, une réflexion enrichissante.
Partagez-vous toutes les conclusions de l'auteur ?...
A vous de juger.
Pour vous procurer cet ouvrage, adressez vous à LA PENSÉE UNIVERSELLE
Service diffusion librairie, grâce au bon ci-dessous.
Bon de commande à adresser à LA PENSÉE UNIVERSELLE, Service diffusion librairie, 4 rue Charlemagne, 75004 Paris.
M. Adresse
Je désire recevoir l'ouvrage ET VOILA POURQUOI ILS NE CROIENT PLUS au prix unitaire de 37,50 F. Je joins le montant de ma commande, soit 37,50 F + 5 F pour frais postaux, soit 42,50 F. Ci-joint le montant de ma commande par : ☐ Chèque postal ☐ chèque bancaire ☐ mandat-lettre
Date Signature

LITTÉRATURE
POLICIERE
Collection dirigée par
Jean Bourdier et M. B. Endrèbe
Paul Melgar
Parler sur la victime
Andrew Garve
C.Q.D.
Robert Rossner
La feuille à l'envers
euredif
2 bis, rue de la Baume
75008 PARIS - 561 15 59
Nom
Adresse
BON POUR CATALOGUE GRATUIT

LE RESTAURANT
LYONNAIS
et ses vieilles traditions
SON NOUVEAU
MENU à 79 F
s.c.
32, r. St-Marc (2^e) - Fermé dim.
296-65-04

100 titres chez
100 libraires
100 façons
de mieux connaître
LES ÉDITIONS
AUBIER

Jacques Antoine MALAREWICZ
ITINÉRAIRE
D'UNE ABSENCE
De Grèce à Bali
l'émergence
de la psychosomatique
1 vol. 134 pages
PRIVAT

JOSEPH GIBERT
25%
LA PLÉIADE
Tous les
• DICTIONNAIRES
• LAROUSSE
• BANDES DESSINÉES
• ASSIMIL (livres enregistrés)
• ATLAS (historique, géographique)
• MUSICASSETTES
DE REMISE
sur les prix marqués
(livres neufs)
jusqu'au 31-10-79
26, BOULEVARD ST-MICHEL (6^e)
MÉTRO ODÉON - LUXEMBOURG (R.E.R.)
AUTOBUS : 21-27-38-58-63 - 81-82-84-85-86-87-89
Arrêts : Cluny, Ecoles, Luxembourg

CORUM
Artisans d'Horlogerie Fine
Un authentique
lingot d'or fin dans votre montre
Modèle déposé. Chez les grands joailliers. Catalogue sur demande
à Corum, 2301 La Chaux-de-Fonds, Suisse.

avec le livre de
conrad cœur des ténèbres
qui a inspiré l'auteur d'*Apocalypse Now* découvrez la collection
L'IMAGINAIRE
GALLIMARD

mémoires

Les Français devront se faire une raison : ce ne sont pas mille quatre cents pages des Mémoires d'Henry Kissinger qu'ils vont pouvoir lire, comme les Américains, les Anglais, les Allemands, mais seulement — si l'on peut dire — sept cents pages. Ce n'est déjà pas si mal, mais que les amateurs de Watergate ou de voyage secret en Chine s'abstiennent : ce premier volume ne couvre que la période 1968-1971, « grosso modo », le tiers de la vie publique de notre héros, soit en tant que conseiller de Richard Nixon pour les affaires internationales, soit en tant que secrétaire d'Etat. Les éditions Fayard nous promettent la suite (1971-1973) pour la mi-décembre. Lançons-leur une mise en garde avant qu'il soit trop tard : il serait impardonnable que le second volume paraisse, comme le premier, sans aucun index. Nous sommes en présence d'un ouvrage de référence ; force est de constater que, de ce point de vue, l'édition française est tout à fait inutilisable.

La fin des Mémoires d'Henry Kissinger, portant sur les années 1973-1976, devrait être publiée l'an prochain.

KISSINGER « Superman » ? Kissinger n'est pas un héros. Qu'il importe en définitive, lorsqu'on réforme ce premier volume. Car une chose au moins est certaine : nul historien ne pourra ignorer ce témoignage capital, ce matériau que nous livre Henry Kissinger sur la politique étrangère américaine, son processus d'élaboration et aussi sur l'un des présidents des Etats-Unis les plus controversés.

Le livre, pourtant, ne comporte pas de révélations fracassantes : Kissinger ne se considère manifestement pas comme un « has been » et ne tient donc pas à se « griller » sur la scène internationale en violant par trop le

code de bonne conduite des grands de ce monde. Sa plume n'en écrie pas moins bon nombre de personnages, mais — et ce n'est certainement pas un hasard — cette impertinence est sélective : elle ne vise pratiquement que des morts politiques. A tout seigneur, tout honneur : la double personnalité de Richard Nixon plane sur toutes ces pages, un Nixon qui aura eu de toute façon, aux yeux de l'auteur, le mérite de choisir quelques jours après son élection de 1968 un conseiller pour les affaires internationales « à la forte personnalité ».

Comme beaucoup de témoins, Henry Kissinger distingue soi-

gnement Nixon le politicien — un homme manœuvrier, esquin, entêté jusqu'à la paranoïa — du Nixon homme d'Etat. Ce dernier, pourtant, ne trouve pas entièrement grâce à ses yeux : il nous le dépeint sous les traits d'un homme d'une « extraordinaire nervosité » et d'une « timide maladroite », « s'exprimant d'une manière si détournée qu'il était difficile de savoir où il voulait en venir » ; « toute nouvelle rencontre le remplissait d'une frayeur indéfinissable », ajoute son conseiller avant d'en fournir complaisamment de multiples exemples.

Avant même d'entrer à la Maison Blanche, affirme Kissinger, Nixon est rongé par la méfiance qu'il nourrit depuis de longues années à l'égard du département d'Etat et de la CIA, deux repaires aux mains de ses « bêtes noires », les intellectuels libéraux de la côte est. D'où le choix du médium William Rogers comme secrétaire d'Etat et ce commentaire perfide de Kissinger qui ne va pas plus loin : « la dernière page de son livre, de réviser ses comptes avec un rival qui n'était pourtant pas à sa mesure : « Peu de ministres des affaires étrangères ont dû être choisis de la sorte, c'est-à-dire à cause de la certitude qu'avait leur président de leur ignorance en politique étrangère ».

C'est cette méfiance et cette timidité de Nixon (« il aurait fait n'importe quel pourcentage de la population américaine »), nous dit aussi Kissinger) qui vont conférer une telle importance au poste de conseiller du président. Car il est faux, d'après Kissinger, que Nixon ait finalement été coupé du monde et des réalités par ses deux « chiens de garde prussiens », Erdman et Haldeman. « L'équipe Haldeman », écrit-il, « avait pour but d'isoler systématiquement le président, comme on l'a souvent

prétendu ; c'était Nixon qui tenait absolument à s'isoler. » La liste des exemples précis cités comme preuves de cette théorie est impressionnante, même si elle n'est pas aussi longue que celle des cas où Nixon va purement et simplement laisser son secrétaire d'Etat dans l'ignorance complète d'initiatives diplomatiques fondamentales.

Jouer le jeu chinois

Aucune des deux grandes idées du « règne » Nixon — ouverture sur la Chine et sur l'U.R.S.S. — n'est abordée en détail dans cette première partie des Mémoires. Nous assistons cependant à l'ébauche de cette stratégie triangulaire (Washington, Moscou, Pékin) qui restera sans aucun doute comme la grande idée du tandem Nixon-Kissinger et qui va prendre corps en juillet 1971 avec le voyage secret à Pékin du conseiller du président.

Un événement, dit-il, sans aucune fausse modestie, qui transformait du jour au lendemain la structure politique internationale. Dès 1967, dans un article publié dans *Foreign Affairs*, Nixon avait écrit que « des relations triangulaires seraient très favorables à l'entretien de la paix ». A peine au pouvoir, cette idée va être exploitée : contrairement à Johnson, Nixon évite de mettre la Chine en cause dans le conflit vietnamien. Les incidents sino-soviétiques sur l'« Ourso », en mars 1969, confirment Kissinger dans sa volonté de « jouer le jeu chinois », même si cette politique est fort mal vue par les fonctionnaires du département d'Etat qui s'opposent en vain au voyage que fait Nixon en Roumanie en 1969.

Le but est bien évidemment d'inquiéter non seulement les

Soviétiques, jusqu'au point de leur faire accepter une négociation globale Vietnam-Proche-Orient-SALT, mais aussi les dirigeants d'Israël. Je déteste que Kissinger regrette de n'avoir maîtrisé que trop tard. « En regardant en arrière, note-t-il, il est clair que ce n'est qu'en menaçant les intérêts des Soviétiques que nous pouvions les encourager à faire pression sur leurs alliés monomaniques d'Israël. (...) Ce n'est finalement qu'en 1972 que les Soviétiques consentiront à nous aider grâce à un savant dosage de pressions et d'avantages. » Il révèle, au passage, un épisode peu connu : dès le mois d'avril 1969, Kissinger avait proposé aux dirigeants soviétiques (par la « filière » habituelle, c'est-à-dire Anatole Dobrynine, l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington) d'envoyer un certain Cyrus Vance à Moscou pour tenter de « lier » les négociations sur le Vietnam et les négociations stratégiques. Jamais les Russes ne répondirent.

Exclu du Proche-Orient

Qu'il s'agisse des SALT, de l'alliance atlantique, de la situation d'Okinawa au Japon, de la mini-crise de Cuba en 1970, aucun aspect de la politique étrangère américaine n'échappe à Henry Kissinger. A une exception, note-t-il avec quelque regret : le Proche-Orient, dont il ne sera réellement en charge qu'à partir de 1972. Pourquoi Nixon le tient-il à l'écart de ce dossier (sauf pour la crise jordanienne en septembre 1970 qui émergea, il est vrai, aux relations soviéto-américaines) ? Kissinger avance trois raisons : Nixon ne voulait pas engager la Maison Blanche dans un dossier à son avis insoluble ; il devait bien,

d'autre part, laisser un domaine « réservé » à William Rogers, et il craignait enfin que les origines juives de son conseiller ne le poussent à trop soutenir Israël. Il laisse entendre aussi, mais ne l'affirme pas clairement, que Nixon ne porte guère les Juifs dans son cœur. Une incidente, dans le récit qu'il fait d'une visite de Golda Meir à Nixon, est particulièrement révélatrice : « Elle le salua, dit-il, comme un vieux ami du peuple juif, ce qui était nouveau pour ceux d'entre nous qui connaissions l'ambivalence de Nixon dans ce domaine. Mais cela donna à ce dernier une image à laquelle il devait désormais se conformer, et il finit par faire beaucoup pour Israël, si ce n'est par affection, du moins en raison de la vision froidement calculatrice qu'il avait de l'intérêt national ».

Golda Meir est une des rares personnes dont Kissinger parle avec quelque affection. « Elle se comporta avec moi, dit-il, comme une tante bienveillante envers un neveu particulièrement aimé, de sorte que le simple fait d'écouter un désaccord entre nous était une attaque à un ordre familial et un outrage aux sentiments. » Sadate (« le grand Anwar Sadate »), Sato, de Gaule, Pompidou, Giscard d'Estaing dans une moindre mesure (un homme « brillant et compétent »), sont partie des heureux étrangers américains n'échappant à Henry Kissinger. A une exception, note-t-il avec quelque regret : le Proche-Orient, dont il ne sera réellement en charge qu'à partir de 1972. Pourquoi Nixon le tient-il à l'écart de ce dossier (sauf pour la crise jordanienne en septembre 1970 qui émergea, il est vrai, aux relations soviéto-américaines) ? Kissinger avance trois raisons : Nixon ne voulait pas engager la Maison Blanche dans un dossier à son avis insoluble ; il devait bien,

Les déclarations de l'ancien secrétaire d'Etat

« Si nous réussissons à retarder la troisième guerre mondiale,

(Suite de la première page.)

— C'est un très gros livre dans lequel vous donnez énormément de détails sur ce que vous avez fait durant les quatre premières années de la présidence Nixon à propos d'un grand nombre de sujets. Bien entendu, il est à peu près impossible de le résumer. Mais pourriez-vous au moins donner une sorte de conclusion de votre expérience ?

— Ce que j'ai essayé de faire, c'est de montrer comment l'Amérique est passée d'un monde sur lequel elle exerçait sa suprématie à un autre dans lequel elle demeure la nation la plus forte mais qu'elle ne domine plus, et de décrire l'angoisse intellectuelle, politique et émotionnelle que ce changement lui a causée. Pour cette raison, j'ai pensé qu'il était nécessaire de décrire en détail comment les solutions étaient conçues par les responsables politiques, ce qu'étaient les positions tant de la bureaucratie que du public, et d'essayer de replacer le tout dans le contexte d'une histoire presque intellectuelle de la politique étrangère des Etats-Unis. C'est la raison pour laquelle il était nécessaire de donner tant de détails.

— Un des principaux résultats de l'administration Nixon, dans laquelle vous avez joué un rôle prédominant, a été la conclusion des accords de Paris sur l'Indochine en 1973. Au vu de ce qui s'est passé sur place depuis lors, croyez-vous que l'accord justifiait le prix de sang dont il a été payé ? Avec-vous réellement cru que le régime sud-vietnamien survivrait longtemps au départ des troupes américaines ?

— A la lumière de ce qui s'est passé, il est évident que le prix payé n'était pas justifié. Mais personne ne pouvait prévoir le Watergate. Si j'avais su que la fin de la guerre serait suivie par le Watergate, il n'y aurait eu aucun sens à souffrir autant pour une paix honorable. Mais je croyais que la fin de la guerre entraînerait un sentiment de réconciliation nationale aux Etats-Unis, et que l'unité ainsi reconstruite permettrait de préserver notre position internationale. Je crois que ces conditions il aurait été possible de maintenir la paix en Indochine au moins assez longtemps pour donner au peuple indochinois une chance véritable de déterminer librement son avenir.

— Exit-il vrai que, après la publication du livre de William Shawcross sur le Cambodge,

vous avez dû réécrire certains chapitres de vos Mémoires ?

— Absolument pas, 99 % étaient déjà écrits auparavant. J'ai ajouté deux notes au texte, et des références à la fin du livre. Autrement, je n'ai rien changé.

— Et à quel point ont trait ces notes ?

— La première concerne l'analyse de nos choix sur Sihanouk. Je constate qu'elle recoupe la nôtre. Il dit que si nous n'avions rien fait, les Nord-Vietnamiens auraient probablement mis la main sur le Cambodge en 1970. Sa conclusion est que nous aurions dû les laisser faire. Notre conclusion est que si cela s'était produit, le Vietnam du Sud serait tombé lui aussi. Il en résulte que, à moins d'accepter de voir tout s'effondrer alors que nous avions encore quatre cent mille soldats sur le terrain, nous n'avions pas la liberté de choix qu'il nous prête.

— En fait, nous n'avions, contrairement à ce qu'il prétend, aucune possibilité de choix. Les Nord-Vietnamiens sont sortis de leurs sanctuaires le 23 mars. Ils ont commencé à couper les communications dans tout le Cambodge oriental jusqu'au Mékong, et à encercler Phnom-Penh. Le 4 avril, quand j'ai rencontré Le Duc Tho à Paris, je lui ai offert la neutralisation immédiate du Cambodge et des conversations également immédiates, soit bilatérales, soit dans le cadre d'une conférence internationale.

— Les Nord-Vietnamiens ont totalement rejeté cette proposition. Une semaine plus tard, les

Soviétiques ont proposé une conférence avec le même objet et l'ont retirée dans les vingt-quatre heures. Durant cette période, les Nord-Vietnamiens étaient en train de couper les communications, et cela aurait conduit à la chute du gouvernement du Cambodge. Nous n'avons rien fait jusqu'au 20 avril. Ce jour-là, nous avons donné aux Cambodgiens trois mille fusils soviétiques. Finalement, le 30 avril, nous sommes intervenus.

— Ainsi, pendant cinq semaines, nous n'avons rien fait. Je pense que nous n'avions aucune liberté de choix sans entrer le désastre et ce que nous avons fait. Voilà les deux points que je voulais souligner. Pour le reste, je crois que le livre de Shawcross est tout à fait de second ordre et qu'il fait un mauvais usage de sources limitées.

— Vous n'êtes toute implication américaine dans la chute de Sihanouk ?

— Absolument, et j'apporte des documents à l'appui.

— Vous avez mentionné une proposition des Soviétiques qui a été retirée vingt-quatre heures plus tard. Comment expliquez-vous ce changement d'attitude ?

— Je pense que les Soviétiques voulaient réellement que le gouvernement de Lon Nol survive : tout au long de la guerre ils ont soutenu le gouvernement. Ils ont donc fait cette proposition. Mais Hanoi a protesté avec une telle vivacité et j'ai craint que cela puisse paraître ridicule que cela puisse paraître aujourd'hui, que Hanoi se rapproche de la Chine, qu'ils ont retiré leur offre.

« La seule nuit où j'ai cherché le sommeil »

— Vous dites, dans votre livre, que la seule nuit durant laquelle vous avez eu du mal à trouver le sommeil est celle que vous avez passée au Pakistan, à la veille de votre départ pour votre voyage secret en Chine en 1971. Cela veut-il dire qu'à aucun moment la perspective des risques de toute nature et des souffrances humaines impliquées par ce territoire n'ont affecté votre propre tranquillité d'esprit ?

— La souffrance humaine était impliquée dans mon existence quotidienne. Si j'ai travaillé dix-huit heures par jour, c'était pour essayer de la diminuer et d'améliorer les chances de la paix. Mais il n'y a pas une seule nuit où j'ai eu à chercher le sommeil pour autant. C'était inhérent à mes fonctions

et c'était le motif de mes efforts. L'insomnie, dans le cas de la Chine, tenait simplement à ce que je ne savais pas exactement ce à quoi j'allais faire face, puis-que, aussi bien, je n'avais pu demander aucun renseignement ni à nos services de renseignements ni à notre diplomatie, qui ne devaient pas savoir où j'allais. Il y avait donc une très grande incertitude. Mais je crois que les hommes d'Etat ont besoin de nerfs solides. Si tel n'est pas le cas, mieux vaut choisir un autre métier.

— Quand vous êtes parti pour Pékin, étiez-vous tout à fait ignorant des perspectives probables de la route, ou bien avez-vous déjà le sentiment que la Chine était déterminée à une entente ?

— Je n'avais absolument aucune idée de ce que j'allais trou-

ver. J'ai publié dans mon livre presque toutes les communications que nous avons eues et vous pouvez donc juger par vous-même de ces perspectives qui étaient offertes. Je présentais aux Chinois représentations favorables à l'entretien de la paix. A peine au pouvoir, cette idée va être exploitée : contrairement à Johnson, Nixon évite de mettre la Chine en cause dans le conflit vietnamien. Les incidents sino-soviétiques sur l'« Ourso », en mars 1969, confirment Kissinger dans sa volonté de « jouer le jeu chinois », même si cette politique est fort mal vue par les fonctionnaires du département d'Etat qui s'opposent en vain au voyage que fait Nixon en Roumanie en 1969.

— Vous n'êtes toute implication américaine dans la chute de Sihanouk ?

— Absolument, et j'apporte des documents à l'appui.

— Vous avez mentionné une proposition des Soviétiques qui a été retirée vingt-quatre heures plus tard. Comment expliquez-vous ce changement d'attitude ?

— Je pense que les Soviétiques voulaient réellement que le gouvernement de Lon Nol survive : tout au long de la guerre ils ont soutenu le gouvernement. Ils ont donc fait cette proposition. Mais Hanoi a protesté avec une telle vivacité et j'ai craint que cela puisse paraître ridicule que cela puisse paraître aujourd'hui, que Hanoi se rapproche de la Chine, qu'ils ont retiré leur offre.

— Vous n'êtes toute implication américaine dans la chute de Sihanouk ?

— Absolument, et j'apporte des documents à l'appui.

— Vous avez mentionné une proposition des Soviétiques qui a été retirée vingt-quatre heures plus tard. Comment expliquez-vous ce changement d'attitude ?

— Je pense que les Soviétiques voulaient réellement que le gouvernement de Lon Nol survive : tout au long de la guerre ils ont soutenu le gouvernement. Ils ont donc fait cette proposition. Mais Hanoi a protesté avec une telle vivacité et j'ai craint que cela puisse paraître ridicule que cela puisse paraître aujourd'hui, que Hanoi se rapproche de la Chine, qu'ils ont retiré leur offre.

— Vous n'êtes toute implication américaine dans la chute de Sihanouk ?

— Absolument, et j'apporte des documents à l'appui.

— Vous avez mentionné une proposition des Soviétiques qui a été retirée vingt-quatre heures plus tard. Comment expliquez-vous ce changement d'attitude ?

— Je pense que les Soviétiques voulaient réellement que le gouvernement de Lon Nol survive : tout au long de la guerre ils ont soutenu le gouvernement. Ils ont donc fait cette proposition. Mais Hanoi a protesté avec une telle vivacité et j'ai craint que cela puisse paraître ridicule que cela puisse paraître aujourd'hui, que Hanoi se rapproche de la Chine, qu'ils ont retiré leur offre.

décembre et lui en avait remis le texte. Il imaginait que nos services de renseignements l'auraient immédiatement. En fait, nous n'avons eu l'interview qu'en mai et nous n'avons fait attention qu'à ce que Mao disait à propos de Tchang. Nous pensions que Snow était un communiste et nous ne comprenions pas le degré de subtilité des Chinois. Et c'est ainsi que l'affaire est passée totalement au-dessus de nos têtes.

— C'est incroyable !

— Ça l'est, en effet. Nous n'avons pas non plus remarqué que Snow se tenait à côté de Mao sur la tribune officielle lors de la revue du 1^{er} octobre 1970. C'était pourtant un signal considérable. Aucun Américain n'avait jamais pris place sur cette tribune à côté de Mao. Je ne peux trouver aucun document qui ait attiré notre attention là-dessus et je ne crois même pas l'avoir su à l'époque.

« Nous ne devons pas tenter de faire de la Chine un Cuba américain »

— Vous avez joué un grand rôle dans l'ouverture en direction de la Chine. Etiez-vous satisfait des résultats de cette ouverture ? Comment voyez-vous l'état des relations sino-américaines ?

— Je suis plus ou moins satisfait. Une fois l'ouverture accomplie, elle a suivi sa propre logique. La Chine et les Etats-Unis ont été conduits à se rapprocher par une conception commune du danger et ont continué dans cette voie, avec des hauts et des bas. Je pense que leur relation est d'une nature très subtile et délicate. Notre intérêt est que la Chine demeure indépendante et à l'abri de toute menace militaire du fait de son importance pour l'équilibre mondial. Mais nous ne devons pas l'utiliser comme une arme dans notre litige avec l'Union soviétique. Nous devons par conséquent contribuer au renforcement de l'indépendance de la Chine sans

céder à la tentation de la transformer en une sorte de Cuba américain. Premièrement, en effet, la Chine ne l'accepterait pas et cela ruinerait nos relations avec elle. Deuxièmement, ce serait bien trop dangereux pour nos relations avec l'Union soviétique. Je ne pense donc pas que cela soit une bonne idée pour nous de chercher en Chine une riposte à ce que l'Union soviétique peut faire à Cuba. Tout ce que nous faisons avec la Chine nous devons le faire au vu des avantages directs à en tirer, indépendamment des querelles avec l'Union soviétique dans d'autres parties du monde.

— Si nous en pensons maintenant à l'Europe ? Je crois ne pas être le seul à relever quelque différence entre les écrits d'« Ourso » de Haldeman (2), qui saluait de Gaule et critiquait les interférences américaines, et la position du secrétaire d'Etat, contrevenant les efforts des Neuf en 1973 pour parer d'une seule voix.

— Je ne me suis pas opposé aux efforts des Neuf pour parler d'une seule voix.

— Je me réjouis de votre discours au banquet des Pilgrims à Londres en novembre 1973 (3).

— J'ai bien compris. J'ai maintenant revu un certain nombre de documents concernant la période que couvre mon second volume. En fait, le pays qui a

reçu le maximum d'informations sur ce que nous « osions » en train de préparer était la France. Le chef de l'Etat qui a reçu les indications les plus complètes à propos de mon premier discours « l'année de l'Europe » était le président Pompidou. Notre intention, au départ, était de faire tout cela dans la plus étroite collaboration avec la France. Je n'aurais jamais pensé que cela nous conduirait à des désaccords. Tous mes écrits, lorsque j'étais professeur, visaient à désamorcer les querelles franco-américaines.

« Malheureusement, un certain nombre de choses se sont produites. L'une étant que nos initiatives ont coïncidé avec le Watergate, de telle sorte que ce que nous avions conçu comme une réunion de chefs d'Etat destinée à produire rapidement une déclaration générale a été transféré aux bureaucrates : les dirigeants européens, qui n'étaient plus tellement intéressés à rencontrer le président Nixon, préféraient en effet confier la tâche à des subordonnés. Une fois que le dossier est tombé dans leurs mains, l'affaire a pris un caractère essentiellement juridique, alors que nous voulions lui donner un caractère symbolique.

« Cette période a également coïncidé avec la maladie de Georges Pompidou et les difficultés politiques que connaissait le chancelier Brandt, de même qu'avec la crise énergétique provoquée par la guerre au Proche-Orient. Mais ce à quoi je me suis opposé, ce n'est pas à ce que l'Europe parle d'une seule voix, mais à ce que Robert J. Kennedy l'idée de parler d'une seule voix de telle manière qu'il n'y aurait pas du tout de consultation entre nous et que nous nous fions seulement à l'Europe : une sorte d'ultimatum par l'Europe : ce qui nous aurait mis aux prises avec un interlocuteur dont la position aurait été arrêtée, à l'avance, sans possibilité pour lui de s'en écarter.

« C'était lamentable, parce que politiquement le seul en faveur d'une Europe forte et indépendante, je pense que c'est essentiel pour nous. J'étais d'accord avec la philosophie du général de Gaule, même si je désapprouvais telle ou telle de ses idées.

« Avant de devenir conseiller du président Nixon, M. Kissinger était professeur à l'université Harvard.

(3) Violent discours par lequel M. Kissinger torpilla dans l'impasse la tentative des Neuf pour désigner le président des services de la Communauté (réhabilité par roulement tous les six mois) comme leur porte-parole unique dans les négociations avec les Etats-Unis.

هكذا من الأصل

حكايا من الراحل

Kissinger

le faiseur d'histoire

homme échappe à ses sarcasmes, Robert McNamara), évoque, non sans une certaine admiration il est vrai, la roudiade de Melvin Laird (le spécialiste de l'indiscipline calculée), s'acharne enfin avec une hargne un peu surprenante sur Aldo Moro. (Il passait pour avoir une intelligence remarquable. La complexité toute byzantine de ses phrases est la seule preuve que j'en ai eu. (...) Je considérais déjà comme un succès de le tenir éveillé. »)

Kissinger, l'ancien professeur de Harvard, a accepté de s'entretenir avec d'anciens collègues pour tenter de les convaincre du bien-fondé de la décision. La rencontre, qui se déroule dans les sous-sols de la Maison Blanche, est un fiasco. Un des « chers professeurs » ne pousse-t-il pas l'audace jusqu'à prétendre que le secrétaire à la défense, Melvin Laird, n'était même pas au courant des opérations projetées ? Et Kissinger de conclure :

« Cette réunion marque mon passage définitif du monde académique à celui des affaires réelles. Ces gens (...) avaient été mes collègues, mes amis. Leur désarroi était compréhensible. N'aurais-je pas moi-même traversé une longue période d'hésitation ? (...) Nous n'aurions à attendre aucune aide de ceux avec qui j'avais passé ma vie professionnelle. Les blessures devraient attendre la fin de la guerre pour se cicatriser. En l'occurrence,

elles ne le furent jamais. Le Cambodge n'était pas un problème moral. (...) Le choix à effectuer était d'ordre tactique. (...) Des hommes raisonnables pouvaient penser différemment, mais toute discussion était devenue impossible. » Le chapitre avait pourtant mieux commencé : « Aujourd'hui encore, notait Kissinger, je ne puis parler du Vietnam sans éprouver une peine et une tristesse profondes. »

« Peine et tristesse » n'empêchent nullement Kissinger de se battre comme un beau diable pour défendre sans exception tout ce qu'il a été amené à faire et à faire faire en Indochine. Il y parvient sans doute de son point de vue. Ne suffit-il pas, justement, de répondre à la question lorsqu'on vous parle morale ? Un moyen comme un autre de recuser, sans vraiment s'expliquer, l'acte d'accusation que publie ce même jour, en France, le journaliste britannique William Shawcross ? Le titre de ce livre consacré au martyre du peuple cambodgien illustre à lui seul l'impossibilité du dialogue : « Une tragédie sans importance » (1).

Car c'est exact qu'en cherchant à tout prix à « purger notre politique étrangère de tout sentimentalisme », Kissinger ne voit plus que des États, jamais des peuples. Son monde comme son livre sont peuplés d'entités abstraites ; les êtres humains y sont plus rares, qu'il s'agisse de l'Indochine, de l'Afrique (à laquelle il consacre généralement une page), du Chili aussi. Refuser le doute, se barder de certitudes, tel est le prix à payer pour devenir conseiller d'un président. Henry Kissinger a payé sans lésiner.

JACQUES AMALRIC.
(*) A LA MAISON BLANCHE, par Henry Kissinger, Fayard éditeur.

(1) Une tragédie sans importance, par William Shawcross, Balland-France Adel, éditeur.

Un thème esquivé : l'intellectuel et le pouvoir

L'honneur peut décidément constituer un excellent système d'autodéfense. Henry Kissinger en fait la démonstration tout au long de ce premier volume, sans doute pour mieux esquiver le thème d'un autre ouvrage qui aurait pu être fascinant et qui aurait traité des rapports entre un intellectuel et le pouvoir. Pudeur ? Sans tactique ? Tous jours est-il que le problème n'est qu'effleuré dans ce long récit consacré à deux années à la Maison Blanche. C'est dommage, mais le peu que nous en dit Henry Kissinger est déjà fort révélateur : on ne passe pas impunément de l'état de chercheur au statut de gouvernant. On n'évite pas une mutation physiologique.

Cette mutation, Kissinger y fait quand même allusion dans le chapitre intitulé « La guerre s'étend ». La guerre qui s'étend, c'est bien sûr celle du Vietnam ; la scène que relate notre héros se passe en mai 1970, peu après que Nixon, soutenu par Kissinger, ait décidé de lancer une offensive contre les bases nord-vietnamiennes installées au Cambodge.



(*) Dessin de Bernice Cleve.

il est vraisemblable que nous l'éviterons »

tatives, et je n'ai pas changé d'avis.
— Ne croyez-vous pas que la position de Michel Jobert ripostait à l'absence de consultation entre les États-Unis et leurs alliés durant la guerre d'octobre ?
— Je pense honnêtement que

Jobert, que j'aime beaucoup en tant que personne...
— Et si vous aimez aussi... y avait chez lui du personnage de la pièce de Pirandello qui commence à jouer un jeu, et à un moment ce jeu devient réalité.

Que serait le meilleur moyen à votre avis de l'éviter ?

— Je crois qu'une guerre mondiale serait une catastrophe à laquelle aucune de nos sociétés ne survivrait sous sa forme actuelle. Nous avons donc une obligation de l'éviter et pas seulement de le retarder. Mais il me semble que si nous réussissons à le retarder, il est vraisemblable que nous l'éviterons. Ce qu'il nous faut faire peut paraître contradictoire : d'une part, nous devons empêcher un déséquilibre des forces à notre détriment pendant une période temporaire. L'Union soviétique a accru ses dépenses militaires au rythme de, disons 4 % par an, depuis 1962 et les intérêts composés de ces 4 % annuels sur une période de plus de quinze ans représentent une énorme somme. Mais, d'un autre côté, à la fin des années 80, une grande partie de cet équipement sera démodé à nouveau. Nous avons donc une période de cinq ans devant nous au cours de laquelle nous devons essayer de combler le fossé aussi rapidement que possible. En même temps, il nous faut faire comprendre à l'Union soviétique que nous sommes prêts à négocier une véritable diminution de la tension et que nous ne sommes pas en train de réarmer pour préparer une confrontation. Poursuivre à la fois ces deux politiques est très

difficile dans une démocratie et spécialement dans la nôtre. Mais c'est une nécessité impérative.

— Cela nous conduit à un aspect très important de l'évolution actuelle du monde et qui est le déclin du prestige américain. Quelles sont, à votre avis, ses causes principales et quelles sont les perspectives d'amélioration ?

— Je pense que la cause en est que nous n'avons pas eu une présidence normale depuis Eisenhower. Depuis lors, nous avons eu des assassinats, des présidents chassés de leur poste, des présidents non élus, et maintenant des présidents soupçonnés d'une pression intérieure très forte, pour ne pas dire plus. Nous avons donc toute une génération qui n'a pas connu une présidence normale. D'autre part, nous avons trop succombé à la tentation de traiter la politique étrangère comme la politique intérieure, comme quelque chose qui peut changer à chaque élection, ce qui a créé une impression d'instabilité. Trois fois, sans aucun début des années 70, ce n'est pas nous qui avons dirigé les événements. D'un autre côté, je crois que le peuple américain est fort et qu'il n'y a pas de malaise, contrairement à ce que pense le président Carter, dans le public. Le malaise est dans la direction.

« Mon meilleur rôle : servir d'exemple »

— Vous avez complètement terminé votre dernier tome ?

— Non, j'en suis au milieu. J'ai rédigé huit chapitres.

— Que ferez-vous ensuite ?

— Je n'ai pas de projet. Vraiment aucun projet.

— Envisagez-vous un retour à la politique ?

— En Amérique, si vous essayez de faire une rentrée politique, vous vous détruisez vous-même en poursuivant des fantômes. J'ai eu huit ans de grandes responsabilités et si je n'ai jamais plus de pouvoir politique, je ne me considérerai pas comme inassouvi. Si, à un moment ou à un autre, se présentait pour moi une occasion de servir à nouveau, cela réellement dépendrait des circonstances. Une fois que vous avez fait ce genre de travail, j'ai quitté mes fonctions déterminés à ne plus jamais tenter de les reprendre et, jusqu'à présent, je m'y suis tenu.

— Prendrez-vous position au cours des prochaines élections présidentielles ?

— Je ne prendrai pas position

aux primaires entre les candidats républicains. Je pense que, d'une manière générale, le meilleur rôle que je puisse tenir en Amérique est de servir d'exemple, de montrer que l'indépendance nationale est permanente et d'expliquer ce que sont les grands problèmes.

— Tout le monde dit que vous avez gagné beaucoup d'argent avec ce livre. Serait-il indécrot de vous demander combien et qu'en avez-vous l'intention d'en faire ?

— Je ne vous dirai pas combien. J'ai des dépenses très lourdes pour ma sécurité et mes collaborateurs. Il faut que je paye mon propre état-major de recherche et je dépense à peu près la moitié de mon temps pour des activités charitables, utilisant mon nom pour ramasser de l'argent pour des œuvres d'assistance et leur donnant une certaine proportion de mon argent. Et, bien sûr, je paye beaucoup d'impôts !

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE.

Une valse triste est le premier roman de Catherine Rollin. Il a déjà séduit la critique et le public.

Catherine Rollin

Une valse triste

Roman

« Un magnifique désordre intérieur, mélange trompeur de passion, de l'humour et de folie. »
Annie Dauterive / Les Nouvelles Littéraires.

« Une force, une vérité exceptionnelles. »
Gilles Costaz / Le Matin.

« Un premier roman séduisant, des pointes burlesques. Dans le sillage de Mauriac. »
Jacques-Pierre Amette / Le Point.

Albin Michel

François WEYERGANS:

« Je suis romancier faute d'être clown »

François Weyergans raconte l'histoire d'un garçon qui essaie d'être triste et qui n'y arrive pas. Il préfère rire, pour qu'on lui pardonne de se moquer des deux autres, Claire et Katharina. Lesquelles se moquent de lui (qu'il croit). C'est ça, Berlin mercredi.

Berlin mercredi.

C'est aussi le portrait par bonds et par sauts d'un homme de 35 ans, cynique et timoré ; il cesse de faire le pitre à Berlin.

François Weyergans

Berlin mercredi

Balland

50 من الاموال

histoire

Les petits soldats de la Grande Armée

● A travers un «reportage» de Georges Blond.

La Grande Armée naît au camp de Boulogne en 1805 : son histoire s'achève en 1815 à Waterloo. Pendant dix ans, chasseurs, hussards et dragons, grenadiers, lanciers et voltigeurs déferlent sur l'Europe, occupent Vienne et Berlin, Madrid et Moscou. Historien des peuples, comment Georges Blond n'aurait-il pas été séduit par cette autre épopée guerrière ?

Une épopée qu'il entend suivre au niveau de la troupe, non de l'état-major : l'épopée de trois millions de soldats français, italiens, polonais, belges, allemands, hollandais, espagnols, danois et portugais — bref l'Europe en réduction — jetés dans la fournaise des guerres napoléoniennes.

En bon reporter — c'est le style qu'il a choisi — Georges Blond sait nous montrer le sang qui coule des blessures : l'arme blanche tailladant les chairs fait plus de ravages que les balles et les boulets : les chirurgiens militaires amputent bras et jambes comme les médecins de Molière pratiquaient la saignée. Que l'on ne s'étonne pas ! La gangrène est plus redoutable qu'une unité de cosaques.

Cantinières trépassées au coin d'un bois ou trépassées violées à domicile donnent au reportage de Georges Blond la note pittoresque indispensable. L'obésité de la femme haute les brousses et le rôle de l'homosexualité, tu pourrais dire par les mémorialistes, a dû être très grand.

La mort enfin — ou plutôt les morts — est au rendez-vous. Fusillés, pendus, décapités, ébouillantés, les cadavres s'entassaient au fil des pages.

Mais Georges Blond n'oublie pas l'ennemi (car l'on s'ennuyait dans les armées de Napoléon I), la faim, la fatigue des longues marches et les froids de mauvaise qualité. Ajoutons la peur, les désertions, les suicides, les haines inexplicables entre officiers, si bien rendues dans le beau film de Ridley Scott, les *Duellistes*, ou cette folle mémoire qui saisisait souvent en Espagne les soldats lors de la

prise d'une ville et qu'évoque admirablement un autre film, hélas inédit en France, *Cendres du Polonais Waide*.

Sans minimiser le courage ni la valeur de la Grande Armée, Georges Blond aurait dû insister davantage sur cet envers de l'épopée, trop sacrifié dans son livre à l'anecdote guerrière ou au simple récit des campagnes.

Le gros reproche que l'on pourrait adresser à l'auteur est de faire un usage excessif, et en définitive peu critique, des Mémoires du temps, au détriment des sources manuscrites conservées au donjon de Vincennes.

Quelle confiance accorder aux Marbot, Coigny, Putigny et autres Lejeune ? Ils embellissent, inventent ou pillent, ainsi Bourgoigne puisant dans Ségur, lui-même suspect, les épisodes les plus terrifiants de son récit sur la retraite de Russie.

Dans une admirable édition critique, appelée à devenir classique, des *Souvenirs du commandant Parquin*, populaires Mémoires de l'un des meilleurs sabreurs de la Grande Armée, Jacques Jourquin sait, par la précision des notes, corriger l'exagération de ce véritable « roman de cape et d'épée ».

Tout en laissant au lecteur le plaisir de lire, dans un texte enfin intégral, les entraînantes aventures de ce joyeux soldat, qui fut mêlé, sous la monarchie de Juillet, aux tentatives de coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, Jacques Jourquin ramène son personnage à ses vraies dimensions. Authentiques les blessures et, pourquoi pas, les aventures galantes, mais, contrairement à la légende répandue par Frédéric Masson, Parquin ne servit pas à Waterloo, et ce parangon de bonapartisme, qui épousa Louise Cochelet, lectrice de la reine Hortense, faillit être décoré de la croix de Saint-Louis sous la Restauration !

Le vérité ne sert pas toujours l'épopée, mais donne plus d'humanité aux héros.

JEAN TULARD.

★ LA GRANDE ARMÉE, de Georges Blond, Robert Laffont, 586 p.

★ SOUVENIRS DU COMMANDANT PARQUIN, présentés et annotés par Jacques Jourquin, Librairie Tallandier, Bibliothèque napoléonienne, 424 p.

Prix Renaudot 1952 pour "L'Amour de rien",
Prix des librairies 1966 pour "Vie d'un Païen",
Prix du livre Inter 1976 pour "Le Ravennat ou l'Arbre du voyageur".

Jacques Perry L'île d'un autre

"Son livre le plus important, le plus personnel, le plus séduisant aussi."
Gérard Guilloit / Le Figaro

"L'île d'un autre est un énorme livre-pain. Un formidable livre gorgé de tout, aucun tiroir n'est vide. Un livre garde-manger qu'on peut ouvrir à toute heure et où il est enfin, inutile d'ajouter son manger."
Gilles Castaz / Le Matin

"D'un livre à l'autre, Jacques Perry est insaisissable : impossible de savoir quelles sont ses références littéraires ou ses vraies racines. Toutefois, l'île d'un autre nous en apprend davantage sur lui : c'est sans doute son roman le plus important."
Claude Bonnefoy / Les Nouvelles Littéraires

Albin Michel



Lannes et Napoléon

C'EST en 1806 seulement que Napoléon, après des essais avortés comme la création des sénatoreries, parvient à fonder une noblesse d'Empire. Les résistances sont nombreuses, les étapes lentes : cour des Tuileries avec un protocole sévère, charges copiées sur celles de l'Ancien Régime, grands fiefs — tous situés à l'étranger — attribués aux napoléonides et à quelques très hauts dignitaires. L'expérience durera six ans et, contrairement aux idées reçues, ne profitera aux hommes issus du peuple que dans la proportion de 20 %.

Classe ? Ordre ? Un rassemblement d'hommes venus d'horizons différents, d'occupations diverses, mais auxquels est assignée une mission identique qui sera la défense de la quatrième dynastie », répond Jean Tulard dans une brillante analyse du phénomène. En 1814, peu de ces ducs, comtes, barons et chevaliers se souviendront du serment qui les lie personnellement à l'Empereur et, disparu l'Empire, cette nouvelle aristocratie ne songera qu'à se fonder dans l'ancienne qu'elle aurait dû, par vocation, remplacer.

Autre légende à détruire : celle de l'origine populaire des généraux de la République et de

l'Empire. Moche, Augereau et Lannes, un fils de paysans, sont les trois seuls nés dans le petit peuple. Ce dernier — « le Roland de la Grande Armée » — comme le nomment ses soldats — fait la guerre, mais la fait remarquablement. Blessé à mort par une balle perdue, la bataille d'Essling à peu près terminée, il succombe en disant à son idole quelques vérités dont celui-ci ne tiendra naturellement pas compte : « Ton ambition est insatiable. Tu n'as autour de toi que des flatteurs. »

Jean Lannes, duc de Montebello depuis le 15 juin 1808, n'avait que quarante ans, rangé d'ordinaire parmi les chefs militaires de second ordre, il prend sa vraie place aujourd'hui sous le regard de Luc Willette. « Je l'avais pris pygmée, disait Napoléon, le fal perdu géant », mot de connaissance. Celui-là, vraisemblablement, aurait été un noble fidèle.

GINETTE GUITARD-AUVISTE

★ NAPOLEON ET LA NOBLESSE D'EMPIRE, de Jean Tulard, Tallandier, 328 pages. Le livre comporte la liste des membres de la noblesse d'Empire la plus complète à ce jour.

★ LE MARÉCHAL LANNES, de Luc Willette, Librairie académique Perrin, 224 pages.

Les Savoyards au XVIII^e siècle

● La guérilla des paysans contre les seigneurs et les notables.

QUAND un paysan savoyard, en 1693, veut conclure une promesse de mariage avec la bergère qu'il aime, il monte la voir à l'alpage, lui donne un écu qu'elle accepte en présence d'un ami commun et qui veut déclaration d'amour. Ils s'embrassent. Les noces auront lieu... si les parents disent oui. Cette scène charmante, tirée des archives de la vie rurale, et non pas des réveries d'un poète d'idylle, est l'une des bonnes pages, parmi bien d'autres, de la *Vie quotidienne en Savoie*, de Jean et Renée Nicolas. Les auteurs, après vingt années de recherches dans des papiers poussiéreux qui valent de l'or pour un historien disposant d'un fichier d'une extraordinaire richesse dans lequel ils n'ont eu qu'à puiser, pour mener l'ouvrage.

La Savoie du XVIII^e siècle existe-t-elle ? Dans le domaine politique, militaire, aucun problème : ce pays dont sortira par delà 1800, le royaume d'Italie, est en 1780 l'une des petites ou moyennes « grandes puissances » de l'Europe. Ses montagnes valent toutes les forteresses de la terre. Comme disait le duc de Saint-Simon, « si la Lorraine avait des Alpes, elle serait une Savoie (1) », c'est-à-dire imbattable.

La pauvreté

Quant à l'existence au jour le jour, la région participe de l'habituelle pratique des montagnards, peu productive : les paysans charrient le foin sur le dos. Ils nourrissent leur bétail avec des feuilles d'arbres ou d'herbes. On enfonce une porte ouverte en disant que la pauvreté sévit : une famille sur seize dans le pays accède à l'aisance. Les quinze autres essaient, sans toujours y parvenir, de ne pas sombrer dans la misère. Est-ce pire qu'en France, sous Louis XV ? On compte en Savoie, vers 1750, un médecin pour vingt mille habitants. La grande vallée de Maurienne, qui n'a pas un seul docteur en médecine, est totalement livrée aux empiriques. Heureux habitants de la Maurienne qui ignorent ainsi les furies du « canibalisme médical » !

Une certaine saleté règne en maître : les villes sont pleines de porcs (trois cent soixante cochons, rien que dans Chambéry), les bidets sont une curiosité, les vitres sont en papier huilé, les brasseurs tiennent leur de chemises. Quelques améliorations quand même : les poêles en fonte, les bûches, les calons et gilets de flanelle font une apparence bien timide encore. Les maisons, surtout dans le nord de la Savoie, sont en bois ; elles brûlent comme des allumettes.

La sociabilité familiale s'exprime grâce aux veillées pour casser les noix, dans la chaleur animale que diffuse l'étable ou l'écurie. Le cabaret est un espace masculin où s'expriment jeu,

délinquance, contrebande et prostitution. Parmi les brocs de vin et la fumée des pipes il contribue à fonder la contestation : elle dessine les communautés paysannes contre les seigneurs et contre les notables. Dans les municipalités, le greffier qui sait écrire affirme de plus en plus et la dictature d'un secrétaire ; il défend les terrains communaux contre l'empiétement des grands domaines et des monastères. De curieux personnages, qui sont les fortes têtes de la paroisse, sont qualifiés de 1780 de « républicains ». Esprits modernes, ils intentent contre l'autorité seigneuriale, qui affecte les seigneurs, celles-ci deviennent en effet bureaucratiques, vaperassières, et de plus en plus irritantes pour les paysans. Les émeutes pour la libre disposition de la chasse et de la pêche dressent les ruraux aigris et les curés contre les seigneurs, monopolistes du fusil de chasse. On exige, contestation anti-écologique en l'occurrence, la démocratisation du droit d'exterminer la faune. Les derniers ours savoyards tomberont ainsi victimes de la généralisation des permis de chasse après 1790 ou 1800.

L'église paroissiale est l'un des lieux par excellence où se rassemble, curé en tête, la communauté villageoise dans sa lutte tous azimuts contre les privilèges, qui lui déplaisent. On y mène une guérilla de type « clocher-mesquique » contre le ban seigneurial et contre les armoiries des châtelains. Les paysans, dans des scènes assez odieuses, vont jusqu'à déterrer les cadavres des enfants de bourgeois, indument inhumés sous le pavé de l'église. Décidément, le sanctuaire est bien l'espace commun par excellence.

Archaïsme et modernité

La Savoie des Nicolas est la métaphore de l'Occident des Lumières : guère différents en somme du Piémont ou de la France d'époque Louis XVI. Cette région pourtant possède son originalité : un formidable écart s'y creuse entre l'archaïsme des paysans, à Chambéry par exemple, et la modernité bureaucratique de l'Etat à Chambéry. Les seigneurs de village sont donc coincés entre la volonté progressiste des souverains des pays et l'offensive letée, presque sauvage, que mène la paysannerie contre les féodaux. Ceux-ci seront donc voués, à la mort sociale, avant même 1789. Les seigneuries savoyardes périront, écrasées entre l'avenir et le passé ; entre le maréchal étatique et l'enclos villageois. Ainsi naîtra, en Savoie-Piémont du dix-neuvième siècle, la modernité dont sortira Cavour, unificateur de l'Italie.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ LA VIE QUOTIDIENNE EN SAVOIE AUX XVIII^e ET XVIII^e SIÈCLES, de Jean et Renée Nicolas, Hachette, 224 pages.

FRANÇOIS CLEMENT

Le canton des nuages

roman

Un roman à la hauteur d'homme et de la nature, généreux et dense. Les Nouvelles Littéraires. Transparence heureuse des cœurs, clarté du style : le ton d'une longue conversation amicale et plaisante. La Quinzaine Littéraire.

Robert Laffont



PIVIDAL le préjoli

Le Pré-Joli est ce vallon qui compte des dizaines de pavillons, tous identiques.

Au Pré-Joli, barbecue et quiétude garantie. Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des Pré-Joli si Rafaël Pividal ne s'amusa à y introduire Jim.

Se nourrissant exclusivement de café au lait et ne prononçant pas un seul mot, ce dernier mettra, en quelques jours, cul par dessus tête le petit bonheur des habitants du Pré-Joli. Jim, c'est l'innocence. Mais pas Rafaël Pividal. Et encore moins son roman.

Après "Pays sages", toute la presse, encore une fois, fait fête à Pividal homme et écrivain peu banal.

RAFAËL PIVIDAL

LE PRÉ-JOLI



Roman

Balland

(Publicité)
Les Prophéties de la Fraude
présentées par P. ROBERDEL
L'approche du temps des épreuves
dictées à Marie-Julie Jahanny
(+ 1941), la stigmatisée de Blain,
est-elle pour demain ?
L'approche de la grande
espérance pour après-demain ?
EDITIONS RESIAC - B.P. 6
51150 MONTMARS - France 57 F

IMPRIMEZ VOS LIVRES
THÈSES DE LETTRES ET DE DROIT
aux Presses du Palais-Royal - 85 rue de la Harpe
Imprimerie universitaire fondée en 1520
DEUX JOURNÉES • DÉLAIS RAPIDES
TÉLÉPHONE 205 30 00
PRIX COMPÉTITIFS

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie essai
théâtre. Les ouvrages retenus
seront l'objet d'un lancement par
presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la
Parole Universelle 4, rue Charlemagne,
75004 Paris - Tél. 887.05.21.
Conditions d'édition indiquées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

La pensée politique de Saint-Simon
Textes présentés par Ghislain Ionescu
"Dans Saint-Simon nous trouvons une largeur de vues
véritablement générale, nous permettant de voir en germe
toutes les idées non strictement économiques
des Socialistes qui ont suivi".
— Karl Marx
AUBIER

"Un soir le téléphone sonne...
Jacques Duquesne cherche le récit
rapide pour tenir son lecteur et le
conduire plus haut en lui parlant
de réalités proches : l'âge, la
souffrance, la mort."
Lucien Geissard / La Croix
"Une cruelle histoire de
notre époque, mais
racontée en douceur, avec
une sincérité maîtrisée
où perce le sourire de tous
les jours."
Bernard Pivot / Le Point
"Un roman au téléphone, un roman par
téléphone, comme les Liaisons dangereuses, au
XVIII^e siècle, était un roman par lettres."
Paul Guth / La Voix du Nord
"Jacques Duquesne réhabilite les "bons sentiments"
... pimentés de malice, éclairés de tendresse..."
Gabrielle Rolin / Le Monde
Jacques Duquesne
Une voix la nuit
roman
GRASSET

Un entretien avec Elytis

« J'ai trouvé ma voie avec la lumière grecque... »

« Comment avez-vous com-
mençé votre itinéraire poé-
tique ? »

— J'ai été très influencé par la poésie française, tout d'abord à travers le surréalisme. Il faut bien comprendre ce que ce mouvement a été pour nous en Grèce. Le surréalisme a su détruire les bases de la culture qui nous venait de l'époque de la Renaissance. Dans les années 1930-1940, la Renaissance était, pour la jeune génération de poètes, une falsification des valeurs de l'Antiquité grecque. Or, si notre génération a pu arriver à réaliser l'œuvre poétique que nous connaissons, c'est par la redécouverte de l'Antiquité, et ce qui lie l'Antiquité à la Grèce d'aujourd'hui. Le surréalisme nous a donc d'abord aidés, dans un sens négatif, à détruire cette falsification. Il nous laissait le champ libre. En plus, il proclamait le règne de l'imagination et cela permettait de laisser libre cours à nos impulsions.

« Puis j'ai essayé de me détacher de toutes les influences et de trouver ma propre voie. Je l'ai trouvée avec la nature, et particulièrement avec la lumière grecque. Mais il ne s'agit pas de considérer la nature comme une simple sentimentalité. Je n'ai rien à voir avec un « paysage-gîte ». A travers la nature, j'ai essayé de transcrire ce qu'on peut appeler une métaphysique de la

Essayer de transcrire l'élan créateur d'un poète avec d'autres mots que ceux du poète est une entreprise vaine. Odysseus Elytis en est conscient qu'il refuse d'« expliquer » sa poésie. Il faut la lire ou, mieux, la vivre. Elytis a cependant accepté l'an dernier, et à titre exceptionnel, de nous parler de son inspiration et de ses préoccupations formelles, mais il a bien pris soin toujours de nous renvoyer à l'œuvre. Son inspiration, sa volonté de transcrire par les mots l'essence des choses, sa manière d'être amarré à la fois aux étoiles et à la terre, un de ses vers l'exprime fortement. Il est tiré d'un recueil non traduit, « L'Arbre de lumière et la quatrième beauté », qui est cité par le critique grec N. Coutouzis : « Ayant eu la mer comme amante et l'ayant habitée pendant des siècles, j'y ai appris l'écriture et la lecture. »

Laissons donc parler l'amant de la mer. — O.G.T.

lumière. Bien sûr, je n'en avais pas conscience au début, mais c'est là le sens de mon œuvre, son chemin. Même maintenant, il y a très peu de gens qui ont compris au fond ce que je cherche à faire. En France, je vois seulement René Char qui a essayé de suivre un peu la même route.

« Oui, une métaphysique de la lumière. Mais je sens que cette formule est inexplicable. Seule la poésie peut l'expliquer. Ce que le poète doit tenter de saisir est ce qui se passe dans un instant minime, dans la lumière absolue. Ou bien, tout à fait le contraire, ce qui touche l'éternel et que la poésie doit restreindre à l'instant. C'est cela le secret. Il s'agit de recherches tout à fait personnelles et à cet égard je me sens assez éloigné des recherches de la plupart de mes contemporains, surtout depuis la guerre. »

« En même temps que j'accomplissais cette recherche sur l'instant et l'éternel, j'ai eu des préoccupations d'architecture, si l'on peut dire. J'ai commencé à éprouver le besoin de faire des poèmes qui soient incorporés dans la tradition grecque, comme peut l'être une chapelle populaire blanchie à la chaux. Pour cela, il me fallait utiliser une forme adaptée, surtout quand je me suis mis à entreprendre des œuvres plus vastes, comme *Alion* est, par exemple. Pour elle, j'ai soumis le poème à une architecture très austère. Je ne veux pas parler de forme, comme jadis on

parlait de sonnet ou de ballade, non, il s'agit d'un dessin auquel il faut se soumettre.

« Jadis les formes étaient stables. Moi, pour chaque poème, je cherche une architecture et une versification propres. Je n'ai jamais rencontré ailleurs cette recherche. Dans *Alion* est, que j'ai écrit avec l'idée qu'il pourrait être mis en musique, certaines parties ont été rythmées avec un nombre précis de syllabes. En général, je ne compte pas les pieds, l'ampleur le vers libre, mais, là, la disposition des strophes ou les répétitions sont parfois très calculées. Heureusement, cela ne se remarque pas, et c'est ce que je cherche. L'architecture doit être cachée, mais elle doit être présente.

— En vous lisant, on comprend que vous faites du poète un intermédiaire entre le ciel et l'homme. Au vrai sens, il s'agit d'un rôle religieux.

— Je n'aime pas employer le mot religieux, car pour le lecteur il se rattache directement au christianisme, et même à un certain christianisme.

— Alors disons que pour vous le rôle du poète est de transcrire le sens du sacré.

— Sacré, oui, c'est le mot.

Propos recueillis par OLIVIER GERMAIN-THOMAS.

Mes fondations...

Mes fondations sont dans les montagnes
et les montagnes les peuples les portent sur leurs épaules
et en haut brûle la mémoire
buisson ardent.
Mémoire de mon peuple tu l'appelles le Pinde et tu l'appelles Athos

Le temps se trouble
et tête en bas suspend les jours
faisant tomber avec fracas les os des humilités.
Qui, comment, quand gravitent-ils l'abîme ?
Quelles légions, de combien d'hommes et qui étalent-ils ?
Le visage du ciel se tourne et mes ennemis s'enfuient.
Mémoire de mon peuple tu l'appelles le Pinde et tu l'appelles Athos

Toi seule tu reconnais l'homme à son talon
Toi seule tu parles par le tranchant de la pierre.
C'est toi qui allonges le visage des saints
c'est toi qui sur le bord des eaux séculaires
traînes le lili pascal !
Tu touches mon esprit et le nouveau-né du Printemps

Ma main que tu punis blanchit dans les ténèbres !
Toujours et toujours tu dépasses le feu pour atteindre la splendeur.
Toujours et toujours tu dépasses la splendeur pour atteindre les hautes montagnes à la gloire de neige.
Mais pourquoi les montagnes ? Qui et pourquoi dans les montagnes ?

Mes fondations sont dans les montagnes
et les montagnes les peuples les portent sur leurs épaules
et en haut brûle la mémoire
buisson ardent !
* Extrait de *Alion* est, traduit par Georges Spyridakis.

Il est trop tôt...

Il est trop tôt pour ce monde, m'entends-tu
Les monstres n'ont pas été apprivoisés, m'entends-tu
Mon sang perdu et le couteau, m'entends-tu
Pointu

Qui court dans la ciel comme un bétail
Ecrasant les branches des étoiles, m'entends-tu
C'est moi, m'entends-tu
Je t'aime, m'entends-tu
Je te porte te conduis et te donne
La blanche robe d'Ophélie, m'entends-tu
Où me laisses-tu, où vas-tu et qui, m'entends-tu
Te tiens la main au-dessus des déluges (...)
Et le temps est une grande église, m'entends-tu
Où parfois sur les visages, m'entends-tu
Des Saints

Courent de vraies larmes, m'entends-tu
Les cloches ouvrant là-haut, m'entends-tu
Un profond passage pour moi
Les anges tenant des cierges entonnent des psaumes
[funèbres]

Je ne vais nulle part, m'entends-tu
Ou tous les deux ou personne, m'entends-tu (...)
Par la seule volonté de l'amour, m'entends-tu
Nous avons souffert toute une vie, m'entends-tu
Avec ses grognes ses pointes ses précipices fleuris
Ecoute, écoute
Qui parle avec l'eau et qui pleure — tu entends ?
Qui cherche l'autre, qui crie — tu entends ?
C'est moi qui crie et moi qui pleure, m'entends-tu
Je t'aime, je t'aime, m'entends-tu.

* Extrait des *Intitudes* (1971), traduit par V. Alexakis.

DARGAUD ÉDITEUR : LA BANDE DESSINÉE D'AUJOURD'HUI

| BLUEBERRY | JOHNNY GOODBYE | TAAR | LÉGENDES D'AUJOURD'HUI | LÉONARD | OVNI |
|---|---|--|---|---|---|
|  |  |  |  |  |  |
| CAVALIER BLEU Charlier - Giraud | L'ÉTOILE SILENCIEUSE Attanasio Lodewijk | LA FORTERESSE DU SILENCE Molitermi Brocal Remohi | LES PHALANGES DE L'ORDRE NOIR Bilal - Christin | C'EST UN QUOI DÉJÀ ? Groot - Turk | LES APPARITIONS OVNI Lob - Gigi |

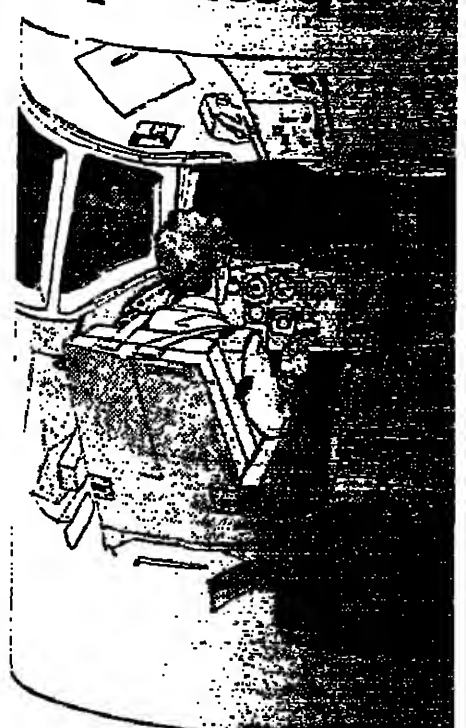
chez votre libraire

DARGAUD ÉDITEUR DARGAUD ÉDITEUR DARGAUD ÉDITEUR

Des satellites pro-
par une navette

car la navette spatiale de l'Europe
elle portera avec elle les engins
son bord notre fusée d'appoint
totale. L'engin jait de la navette
aprie pour se stabiliser, puis il
satellite à une vitesse orbitale de
space. Ouvrir la voie à des possi-
domaine des télécommunications
de la navigation aérienne
réaliser des ressources naturelles

Des pilotes qui



هكذا من الأصل

Elytis
nière grecque...

Une pompe à incendie volante.

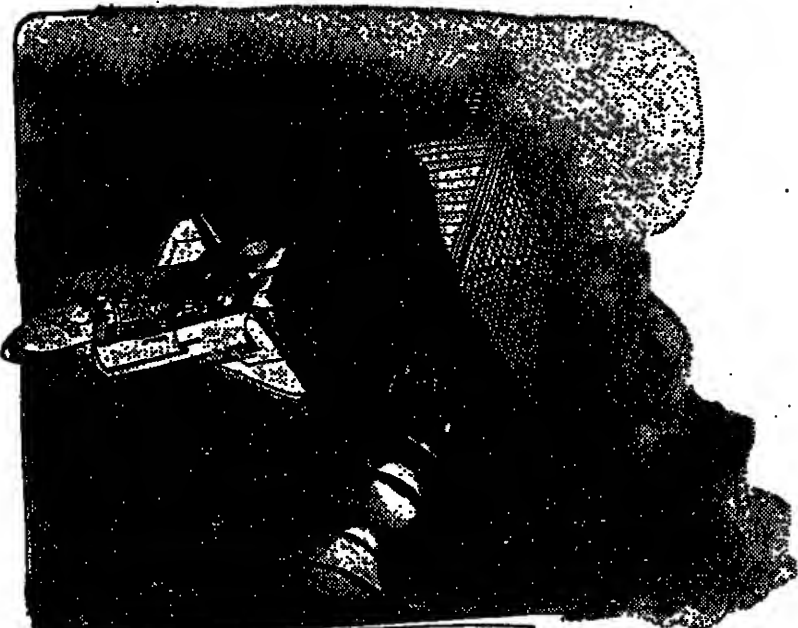
Au trentième étage, le feu fait rage. Des dizaines de personnes sont prisonnières des flammes et la plus longue échelle ne permet pas de les atteindre. Pourtant, tout espoir n'est pas perdu.

En effet, il existe désormais une pompe à incendie volante. Suspendu à un hélicoptère, cet engin de sauvetage aérien peut se déplacer horizontalement dans toutes les directions, de manière autonome. Il peut s'amarrer à une fenêtre, décharger des sauveteurs et du matériel de lutte contre l'incendie, enfin, transporter les victimes en lieu sûr.

Grâce à cet engin polyvalent, les équipes de secours peuvent effectuer des sauvetages dans des ravins très étroits, le long d'un littoral très accidenté ou dans une zone montagneuse très reculée.

La pompe à incendie volante McDonnell Douglas.
Un appareil très astucieux qui pourrait un jour ou l'autre vous sauver la vie.

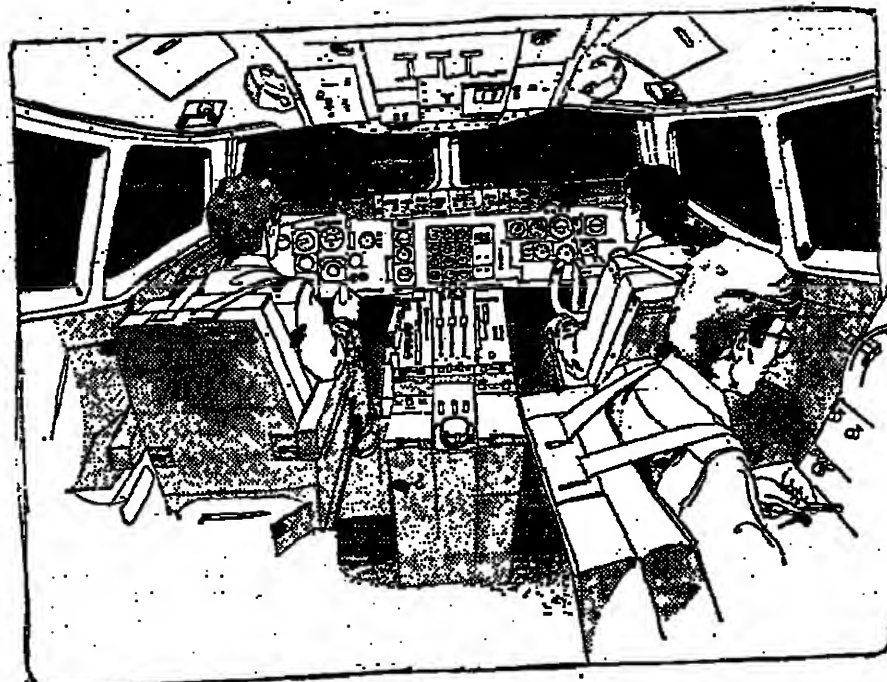
Idées en plein vol



Des satellites propulsés dans l'espace par une navette de la NASA.

Lorsque la navette spatiale de la Nasa sera lancée dans l'espace, dans les années 80, elle portera avec elle les espoirs et les rêves d'un avenir meilleur. On trouvera à son bord notre fusée d'appoint PAM, porteuse d'un satellite. A faible vitesse orbitale, l'engin jaillit de la navette, tourne sur lui-même comme une toupie pour se stabiliser, puis file comme l'éclair avec son satellite à une vitesse orbitale élevée. Son objectif ? Explorer l'espace. Ouvrir la voie à des possibilités nouvelles dans le domaine des télécommunications, de la météorologie et de la navigation aérienne. Et même contribuer à localiser des ressources naturelles inutilisées jusqu'ici.

Des pilotes qui "volent" vers toutes les destinations sans jamais quitter le sol.



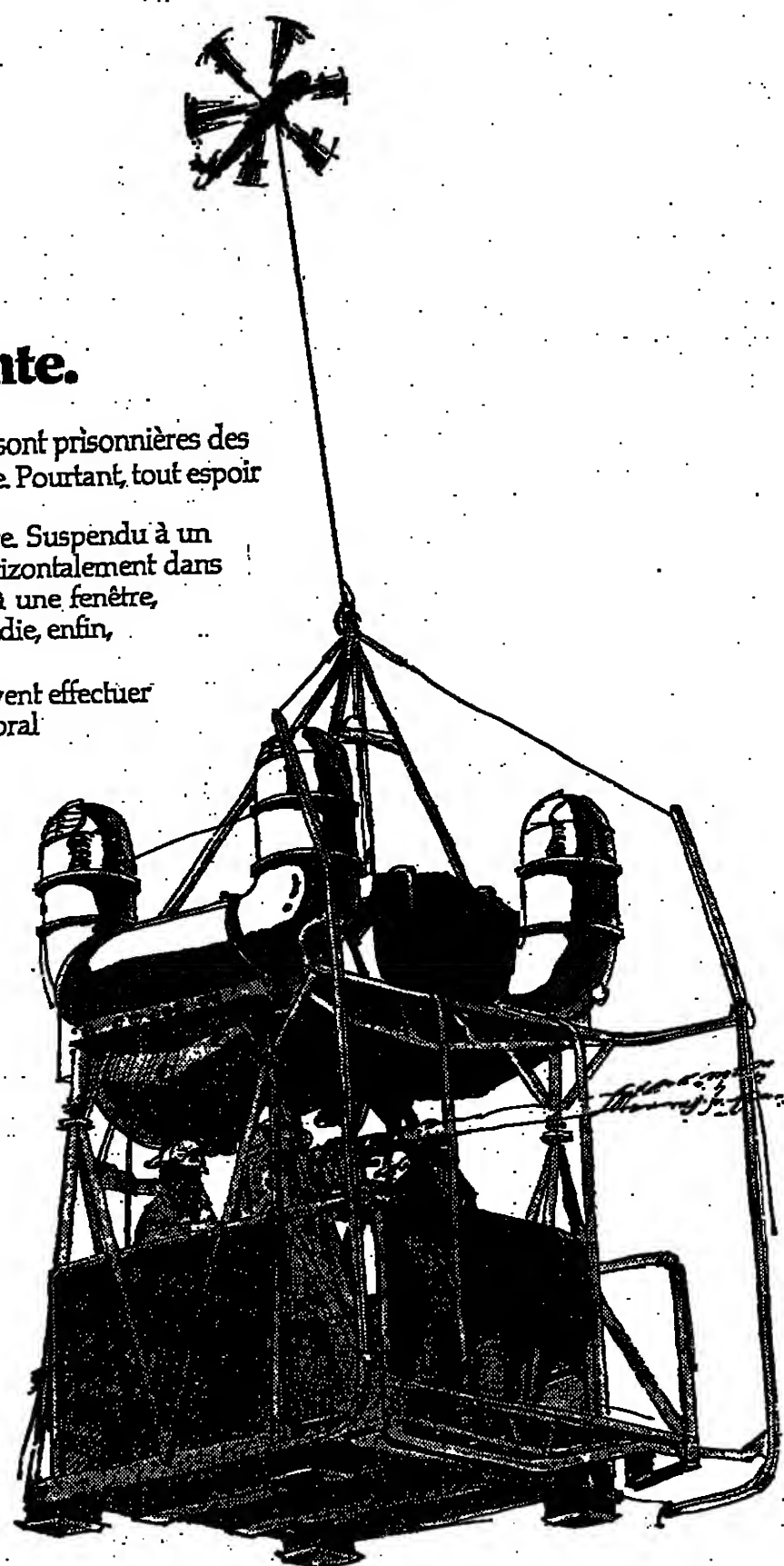
Il fut un temps où il fallait se rendre à La Guardia en avion pour y connaître les conditions d'atterrissage. Ce temps est révolu.

Désormais, un système électronique de simulation visuelle donne une image précise, mobile et en couleurs, de ce que les pilotes voient réellement à l'atterrissage ou au décollage. De jour comme de nuit. Quelles que soient les conditions atmosphériques. Et ce, pour des centaines d'aéroports de par le monde. Ce système, c'est Vital IV.

Vital IV permet de donner aux pilotes une formation efficace et économique. Ce qui contribue à maintenir le coût de l'heure de vol à un niveau acceptable pour tous.

Pour en savoir davantage sur nos idées en la matière et sur la façon dont elles peuvent vous être profitables, écrivez-nous à McDonnell Douglas, P.O. Box 14526 St-Louis, MO 63178. U.S.A. Nous vous ferons parvenir notre brochure intitulée: "Surprising But True".

MCDONNELL DOUGLAS



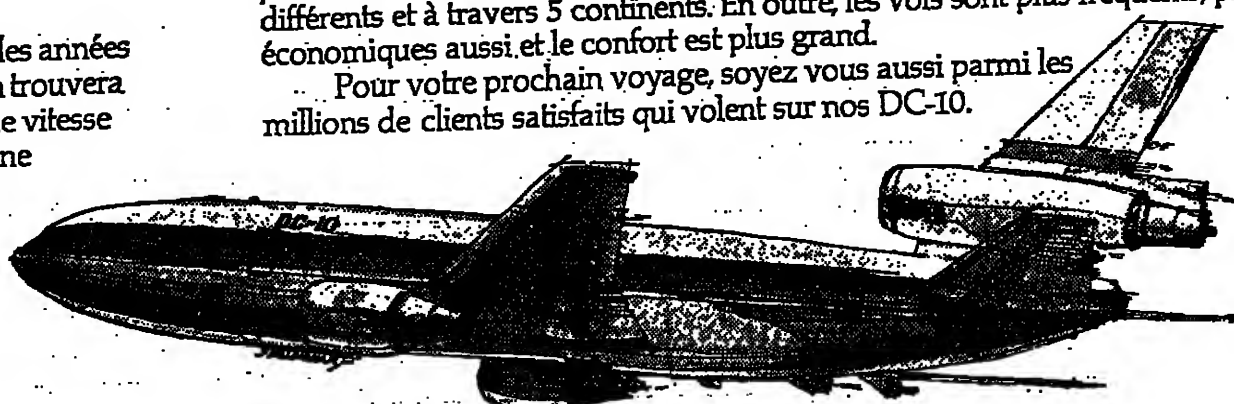
Un avion qui vole depuis 450 ans!

Nos DC-10 comptent au total 4.000.000 d'heures de vol, ce qui équivaut à plus de 450 années.

Si considérables soient-ils, ces chiffres ne sont pas aussi impressionnants que le nombre de passagers transportés. Plus de 230 millions de personnes ont voyagé sur nos DC-10 et tous les 10 jours, ce chiffre s'accroît d'un million d'unités.

Les destinations desservies par ces appareils sont plus nombreuses que pour tout autre gros porteur de ligne à réaction: 168 villes dans 88 pays différents et à travers 5 continents. En outre, les vols sont plus fréquents, plus économiques aussi, et le confort est plus grand.

Pour votre prochain voyage, soyez vous aussi parmi les millions de clients satisfaits qui volent sur nos DC-10.



| | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 51,00 | 59,98 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,11 |
| IMMOBILIER | 35,00 | 41,16 |
| AUTOMOBILES | 35,00 | 41,16 |
| AGENDA | 35,00 | 41,16 |
| PROF. COMM. CAPITAUX | 95,00 | 111,72 |

ANNONCES CLASSEES

| | Le m/m. cd. | T.C. |
|-------------------|-------------|-------|
| ANNONCES ENCLAVES | 30,00 | 35,28 |
| OFFRES D'EMPLOI | 7,00 | 8,23 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 23,00 | 27,05 |
| IMMOBILIER | 23,00 | 27,05 |
| AUTOMOBILES | 23,00 | 27,05 |
| AGENDA | 23,00 | 27,05 |

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE
recherche POUR CREER
NOUVEAU DEPARTEMENT
UN RESPONSABLE
DES VENTES
qui aura à diriger un réseau
de 40 représentants en libre
Le poste suppose des références
ser. dans un travail similaire
ou une formation tout à fait
spécialisée. Ecrite exclusivement
avec C.V. et prétentions, à :

LABO INDUSTRIE
7 RUE LAVOISIER
92200 NANTERRE CEDEX
Réponse et discrétion garanties.

secrétaires
Ses d'import. proche de
Pôles recherche :
SECRÉTAIRE DIRECTION
ACHETEURS
à la Direction Générale
M est nécessaire d'avoir :
- la maîtrise parfaite de la
rédaction anglaise et fran-
çaise ;
- une certaine connaissance de
l'anglais ;
- une disponibilité dans les
heures ;
- des responsabilités dans le
travail ;
- un cadre travail agréable ;
- une place évolutive avec un
salaire motivant d'environ
65.000 F à 70.000 F annuel.
Ecrire à : Réaumur, 2202 Paris
à n° 5327. Publicité Réunies,
112, boulevard Voltaire - 75011 PARIS.

travaux à façon
Demande
ENTREPRISE. Sérieuses réfé-
rences, effectuer rapidement tra-
vaux peinture, décoration, cor-
dination tous corps d'état. Devis
gratuit. - 384-47-84, 973-38-02.

occasions
STOCK MOQUETTE
Belle série
Laine et synthétique
Tél. : 439-51-12

animaux
ARRIVAGE minuscules et gar-
diens, bas prix. Visiter
184, avenue d'Italie, 988-76-99

formation professionnelle

L'ECOLE DE COMMERCE INTERNATIONAL
E. C. I.
RECRUTE SA PROMOTION 1980
Stage de formation professionnelle de cadres
moyens aux techniques du commerce interna-
tional (décembre 1979, à temps complet).
Salaire rémunéré selon législation en vigueur.

CONDITIONS D'ADMISSION :
- être âgé de 21 à 35 ans ;
- niveau d'étude classes terminales de l'ensei-
gnement secondaire ;
- bonne connaissance d'une langue étrangère ;
- expérience professionnelle en entreprise obli-
gatoire, un an minimum ;
- être libéré des obligations militaires.

Pour toute candidature adr. C.V. + lettre man. à :
P. C. I.
6, rue de Kerguelan - 56100 LORIENT.

demandes d'emploi

AN QUI
SPECIALISTE INNOVATION
cherche situation.
Ecrire n° 821-330 M. Réaumur,
2202 Paris, à n° 5327.

Jeune femme allemande
avec (4 ans), cherche emploi
garde d'enfants
et travail de maison
pour apprendre le français.
Paris ou banlieue.
Ecrire à ANGELIKA MESSER,
Thomassstrasse 5, D 6074
Riedheim.

Hme 33 ans, licence LETTRES
ét. de cinéma, portugais
anglais, ch. emploi, m-temps.
plein T.él. : 725-82-71.
Ecr. n° 81461 M. Réaumur,
2202 Paris,
à n° 5327.

J.P. 33 ans, Secrétaire Direct.
cherche poste intéressant.
Libre rapidement. - Tél. : 834-51-41.
Libre immédiatement

JEUNE CADRE
30 ans
Dynamique, 7 ans d'expérience
dans entreprise de Touraine
pour la promotion des produits
et la gestion des ventes.
recherche
Poste responsabilité
équivalent dans Société
en expansion.
Région Sud-Ouest.
Ecrire n° 82493 M. Réaumur,
2202 Paris, à n° 5327.

HAUTS BORDEAUX
33, cour du 1800, 1800
BORDEAUX.

Aide Conducteur Travaux
23 ans, J.A. cabinet d'architec-
ture + cours E.T.P. suivi de
chantier, T.C.E. V.R.D. dessin
métré. Anglais. 3 ans exp.
Libre de suite. Cherche emploi
dans cabinet d'architecte ou
entreprise.
Téléphone 945-15-34.

Peintre d'appartements D.H.O.
41 ans, ch. place à l'entretien.
Salaire 4.000 F environ par mois.
Ecr. à 8316, « le Monde » Pub.,
5, r. Italiens, 75027 Paris ced. 09

J.P. 22 ans, BTS, secrétaire
direction, bil. angl., ch. emploi
poste responsabilité de grande
entreprise. 3.700 F x 12.
Ecr. à 8316, « le Monde » Pub.,
5, r. Italiens, 75027 Paris ced. 09

Souffleur de verre, maître-verrier
électronique, 48 ans, chef d'atelier,
2 éch., années verre métal,
posit. cadre, dispos. de suite,
ch. emploi région parisienne.
Ecr. à 872 M. Réaumur, 2202 Paris
à n° 5327.

Standard, tit. com. form. P.T.T.
ch. emploi brigade Paris centre.
Tél. sores-midi : 371-09-91.

J.H. 19 ans, niv. bac commerc.
cherche emploi stable.
Ecr. à 8317, « le Monde » Pub.,
5, r. Italiens, 75027 Paris ced. 09

SECRÉTAIRE bilingue, 22 ans
3 ans références, ch. emploi
Paris, banlieue sud.
Ecr. à 8301, « le Monde » Pub.,
5, r. Italiens, 75027 Paris ced. 09

Nous prions instamment nos annon-
ceurs d'avoir l'obligeance de répondre
à toutes les lettres qu'ils reçoivent et
de restituer aux intéressés les docu-
ments qui leur ont été confiés.

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrd.
PALAIS ROYAL
P. & P. vd pot. stud. n. ch. 2. étg.
S/rue. T. : 273-21-29, apr. 19 h.

2^e arrd.
PLACE DES VICTOIRES
Immeuble de caractère classé,
appart. mod. 130 m² environ,
cuisine, 4 pièces, 2 salles, 2 ch.
+ 2 s. de b., 2 caves vides.
Tél. : 637-43-26 pour rend.-vs.

4^e arrd.
VRAI MARAIS
Très belle rénovation
5-7-9, RUE DES TOURNELLES
Rue à 10 m de la Seine
Un 4 p. 100 m² mètre
de 2 p. Sur Pl. 14 h. 30/17 h.
Sauf dimanche - Tél. : 274-91-10.

5^e arrd.
AFFAIRE DE QUALITÉ
PRES VAL-DE-GRACE
3/4 pièces, cuis., bains, 95 m²
service, 2 pièces, 2 ch. + 2 s.
Prix 220.000 F - Tél. : 323-99-42.

MONTE
Imm. pierre de taille
33 m² env., impeccable, w.c.
5 de bains, chauffage central.
650.000 F. - 327-44-91.

78 - Yvelines
CHATOU/LE VESINET (78)
R.E.R., Part. à Part. vd apt
dans résid. de stand, environ-
nement boisé, calme, dans parc
1 ha. Très beau 3 pièces +
loggia, 111 m², nombreux amé-
nagements, cave, parking.
630.000 F + bou. 3000 F.
Agence s'abstenir. T. 871-46-02.

91 - Essonne
PALAISEAU
1200 m. RER Massy-Palaiseau.
Vd 3 s. entrées, cuisine équipée,
s. de b., double séjour, chères,
cave, parking.
Téléphone : 220-52-44 après 19 h.

92 - Hauts-de-Seine
COURBEVOIE
3, RUE SAINT-JULIENNE
GARE ASNIERES
SAINT-LAZARE
4 PIÈCES - 85 M²
2 ET 3 PIÈCES
BALCONS
NOUVEAU PRET PIC
Visite tous les jours
sauf mardi et mercredi.
de 14 h. à 19 h.
Tél. : 339-43-43 - 788-41-45
Habitable immédiatement.

SCEAUX
Très calme, verdure, 5^e métro
dans belle résidence
Grande entrée, séjour double
sur terrasse - Cuisine aménagée -
3 chères - S. de b. et salle
d'eau - Garage 200 m² - Impec-
ERBE - Tél. : 645-25-54.

BECON COURBEVOIE
Vends, sur quartier résidentiel,
dans immeuble grand standing,
en P. de 1^{er} état au 5^e état,
appartement 110 m² compren-
nant : séjour avec bay-window
sur espace vert, S. de b., entrée,
2 chambres, S. de b., wc, dou-
che, cuisine, chambre de ser-
vice, cave, parking, fibre de
solide. Prix : 900.000 francs.
Tél. : 788-49-01

PETIT-CLAMART
Dans résidence boisée, 4 Pcs,
entrée - cuisine - w.c. - bains -
chauff. central - park 300 000 F.
Téléphone 279-57-21.

93 - Seine-St-Denis
PAVILLONS-SOUS-BOIS (93)
SEULE RESIDENTIELLE
1) Appartement 115 m², 3 Pcs,
Prix 580.000 F ;
2) appartement 70 m² + 18 m²
de terrasse, 3/4 Pcs.
Prix 325.000 F ;
IMMOBILIERE VICTOR-HUGO,
Téléphone : 949-54-55.

SAINT-DENIS, parfait état, petite
copropriété, 20.000 F. URGENT.
Téléphone : (84) 73-09-06.

94 - Val-de-Marne
NOGENT, Pcs R.E.R., terrasse
sur Marne, vaste séjour, salon,
entrée, 2 chambres, cuisine, wc,
S. de b., + salle d'eau, parking,
355.000 F. Téléphone : 344-71-97.

Province
MERVE Central (Eglise 200 m)
Rénovation en cours - Quartier
calme - Vue - Soleil - Chauffage
et eau chaude collectifs, studio,
3 PIÈCES avec terrasses. Des
120.000 F et 150.000 F.
T. (50) 21-39-43 ou (50) 30-76-74.

URGENT, maison familiale, vend
à Mantes-la-Jolie, 4 ch., cour de
la station, bel appartement stan-
ding, 50 m² habitable, w.c., 14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

A Dourdan, des usagers en action

On l'a surnommé le « train de la colère ». Il relie Dourdan (Essonne) à Paris et se montre fort capricieux. Depuis octobre 1976, on ne compte plus ses retards : quelquefois, les usagers sont tout bonnement supprimés et le contact laissé à désirer. Le colère en question, c'est donc celui des usagers banlieusards éloignés qui, pour aller travailler chaque jour dans la capitale, doivent supporter près de trois heures de transport en commun. A leurs yeux, ces incidents, même s'ils sont chaque fois relativement mineurs, constituent la goutte qui fait déborder le vase.

En avril 1976, peu après l'annonce d'une nouvelle grille horaire considérée comme « encore plus catastrophique », ils se sont groupés au sein d'une association de défense, l'ADVOR. C'est elle qui a organisé la manifestation symbolique du 23 octobre.

Départ Dourdan 7 h. 15 : arrivée Paris-Austerlitz 8 h. 15. Et, pour soutenir la grève légitime des voyageurs, les élus des attentus, maires, conseillers généraux, sénateurs, de toutes tendances confondues, dans une commune protestation, ont répondu en Dourdan à l'appel. Des trois cents manifestants rassemblés sur les quais du terminus, ils étaient une bonne moitié à finalement demander audience au responsable du réseau banlieue Ouest S.N.C.F. afin de lui présenter le cahier des revendications en huit points essentiels : respect des horaires, diminution du temps de transport, par exemple, en abandonnant le nouvel arrêt à Cholely, dédommagement du préjudice subi à cause des retards incessants, une meilleure information du public en cas de perturbation, concertation avec les associations, avant que ne soient prises les décisions importantes, etc.

La réception officielle fut courtoise, à la mesure du courroux manifesté des voyageurs insouffrants. Les techniciens de la S.N.C.F. ont notamment expliqué que, sur les quatre voies existantes entre Juvigny et Brétigny-sur-Orge, vingt-quatre trains de banlieue doivent passer toutes les soixante minutes aux heures de pointe. La saturation rend alors catastrophique le moindre des incidents, avec des effets en chaîne, et la tendance est de faire passer le train de Dourdan en dernier. Promesses et tentatives ont été faites de la mise en service progressive de voitures à étage avec naturellement plus de places assises entre 1980 et 1982. La construction de deux voies supplémentaires entre Juvigny et Brétigny demanderait un an d'étude et deux ans de travaux ; et coûterait quelque 150 millions de francs. La décision revient à la politique.

« Nous avons dans l'Essonne le plus fort taux de croissance démographique, commente M. Yves Tavernier (P.S.), conseiller général de Dourdan. Or pas un seul kilomètre de voie ferrée n'y a été construit, si ce n'est dans la ville nouvelle d'Evry. Par contre on prépare la réalisation de l'autoroute A57. C'est donc un choix de fond qui est fait aux dépens des transports en commun. »

M. Alain Klopstein, un des animateurs de l'ADVOR, conclut momentanément : « Il faut que les associations agissent directement et fassent pression pour qu'il y ait vraiment une prise de conscience du problème au plus haut niveau. »

STÉPHANE BUGAT.

JOUANT LA « FIABILITÉ » Le nouveau port de La Seyne-Brégaillon vent concurrencer Marseille sur les lignes du Proche-Orient

Inauguré le 19 octobre — en l'honneur du ministre des Travaux Publics, du Commerce et de la Pêche, du directeur général de la marine marchande « retenu à Nice » par l'effondrement de la nouvelle digue, et du préfet du Var, représenté toutefois par le sous-préfet de l'arrondissement et des députés « retenus à Paris » — pourquoi ce nouveau port de commerce dans la rade de Toulon quand Marseille est si proche ?

En le présentant aux journalistes, le porte-parole de la chambre de commerce du Var semblait — à l'inverse des habitudes en matière de communication — forcer sur la modestie, sans doute pour ne pas porter ombrage au grand voisin marseillais : « Il est tout petit », a-t-il dit, corrigé toutefois par le président de la chambre de commerce, M. Couillout : « Il sera moyen », Grandira-t-il ? Ce n'est pas sûr.

En fait, le nouveau port de La Seyne-Brégaillon, situé à l'extrémité de la rade, va d'abord libérer dans l'ancien port marchand de Toulon un quai supplémentaire impatiemment réclamé par la rapide développement des croisières et du trafic de passagers vers la Corse et la Sardaigne. « Agrandir, embellir », déclara, la nouvelle gare maritime de « Toulon-Côte d'Azur » va pouvoir s'implanter sur des hectares rénovés, toutes nuisances éliminées (cassernes, bureaux, en particulier). C'est la première justification d'un investissement de 35 millions de francs (ville de La Seyne 2 %, Etat 18 %, chambre de commerce 30 %). Parallèlement, le nouvel équipement permet le développement et l'adaptation (1) de l'établissement maritime de Toulon-commerce à l'augmentation du trafic par les navires modernes du type « rouliers », A. Brégaillon, des 1980, on va

passer des 100 000 tonnes de trafic annuel de l'ancien port à 500 000 tonnes. La perspective est d'atteindre dès que possible, avec quatre postes à quai et 16 hectares de terre-pleins, une moyenne de 2 millions de tonnes. La « fiabilité » promise, dans « une ambiance artisanale », fait apparaître en arrière-plan les fameuses grèves de dockers dans les grands ports, sans que Brégaillon s'appresse à jouer les « ports jaunes », sachant que le bureau d'embauche sera installé à La Seyne, dont la municipalité de gauche a élu un maire communiste.

Les autres atouts de Brégaillon sont la situation géographique de Toulon « qui fait gagner un jour » par rapport à Marseille pour le Proche-Orient, les liaisons directes par l'autoroute B 52 rejoignant l'A 7, le raccourcissement (1 700 kilomètres) au réseau S.N.C.F. — permettant la tarification « train complet » —, enfin l'environnement maritime avec l'assistance permanente de la marine nationale, la présence des grands bassins et des chantiers navals de La Seyne (C.N.I.M.).

Précisément, une manifestation a rassemblé le même jour un millier de personnes venues des C.N.I.M. voisins de La Ciotat et de Toulon, à Marseille. Les manifestants se sont courtoisement retirés « pour céder la place à la cérémonie » après que le délégué C.G.T. ait apporté le soutien des travailleurs du nouveau port.

Le premier navire est attendu le 28 octobre. Il s'agit d'un cargo livournien chargé de bois. Le second, allemand, appareillera le 2 novembre pour l'Arabie saoudite. (Veuillez adresser vos commentaires et de maisons préfabricables « à monter ».

JEAN RAMBAUD.

ENVIRONNEMENT

Crise au parc régional de Camargue Sept agents vont être licenciés

De notre correspondant

Marseille. — Le bureau de la Fondation du parc régional de Camargue a décidé de licencier sept membres du personnel de la Fondation, qui en compte seize. Les suppressions de postes, motivées par des raisons économiques, touchent le directeur administratif, le géographe chargé des questions d'aménagement rural et d'urbanisme, le garde-photographe, l'animatrice chargée des relations publiques et le technicien du service éducatif du musée, l'autre avec le garde du domaine de la Palissade.

Ces décisions sont considérées par les représentants du personnel de la Fondation « comme une tentative de liquidation pure et simple ». Dans un communiqué et une lettre ouverte aux administrateurs, diffusés le 18 octobre, le personnel rappelle les objectifs définis dans la charte du parc régional de Camargue, approuvée en 1970 : protection de la nature, valorisation du mode de vie camarguais, accueil des visiteurs et pédagogie de l'environnement. Le communiqué rappelle les objectifs définis dans la charte du parc régional de Camargue, approuvée en 1970 : protection de la nature, valorisation du mode de vie camarguais, accueil des visiteurs et pédagogie de l'environnement. Le communiqué rappelle les objectifs définis dans la charte du parc régional de Camargue, approuvée en 1970 : protection de la nature, valorisation du mode de vie camarguais, accueil des visiteurs et pédagogie de l'environnement.

JEAN CONTRUCCI.

DES ANIMAUX VIVANTS ILLÉGALEMENT IMPORTÉS sont renvoyés en Côte d'Ivoire

Huit singes importés illégalement en France en violation de la convention de Washington qui réglemente le commerce des espèces animales ont été renvoyés, mardi 23 octobre, de Paris vers la Côte d'Ivoire, leur pays d'origine.

L'opération, l'une des premières du genre menées en France, a été organisée par le Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Fund - W.W.F.), avec l'appui du ministère de l'environnement et du cadre de vie. Les singes faisaient partie d'un lot d'animaux vivants importés de manière frauduleuse et qui avaient été saisis par la douane le 14 avril dernier à Bordeaux à la demande d'une association. Ces animaux — neuf singes, trois pythons et deux crocodiles, — estimés à plus de 60 000 F, étaient destinés à un zoo de l'Ouest de la France.

Le poids des intérêts particuliers

Vient ensuite des problèmes de personnes. Certains administrateurs critiquent la gestion de l'ancien directeur du parc, qui a démissionné au mois de mai dernier. En outre, des factions s'opposent à l'intérieur même de l'organisme.

Pour le personnel, au-delà des licenciements qui ne lui paraissent pas justifiés, se pose un problème de fond. A son avis, le parc de Camargue, privé de ses moyens, n'est plus qu'un parc alibi, cantonné dans les activités culturelles et délaissant les problèmes d'aménagement. Enfin, le personnel dénonce le poids des intérêts particuliers des propriétaires camarguais dans la Fondation (1).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Quinze hectares de zone industrielle et commerciale à Montreuil, qui ont été créés dans l'Est parisien une zone industrielle et commerciale, faisant équilibre à celle de Linxay (Yvelines), devraient prochainement aménager des terrains à Montreuil (Seine-et-Marne). La municipalité et la société d'équipement de la Seine-et-Marne viennent d'accepter de lui vendre 15 hectares de terrain et deux darses. La présence à Montreuil du port autonome de Paris est à rapprocher de l'aménagement à grand gabarit de la Seine dont la section Montreuil-Bray-sur-Seine est en cours de finition. La deuxième tranche devrait permettre aux péniches de gros tonnage de remonter jusqu'à Nogent-sur-Seine. (Corresp.)

DANS LE DOUZIÈME ARRONDISSEMENT

Une rue Bernard-Lecache est inaugurée à Paris

Une rue Bernard-Lecache sera inaugurée à Paris, le 26 octobre. Il s'agit de la voie nouvelle commençant 21, rue du Châteaufort et finissant 22, avenue de la Porte-de-Vincennes, dans le douzième arrondissement.

Bernard Lecache, né en 1895, mort en 1968, journaliste au Quotidien, à l'Œuvre, à Vendredi, à Marianne, ancien résistant, fonda en 1927 la Ligue internationale contre l'antisémitisme (L.I.C.A.), qui devint par la suite la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme et déclara compter trente mille adhérents.

M. J. PIERRE-BLOCH contre tous les racismes

M. Jean Pierre-Bloch, président actuel de la L.I.C.A., nous a adressé, à propos de cette inauguration, une lettre dans laquelle il fait l'éloge de Bernard Lecache et rappelle notamment : « Après l'armistice, Bernard

Leica publia dans Marianne, republiée à Lyon, un article qui est tout un programme : « Rien n'est fini... Crime impardonnable. Il est arrêté, déporté dans des conditions abominables au camp de concentration Bessau, dans l'extrême sud allemand. Il est resté aux travaux forcés. »

« A Paris, Herbert Hagen, le chef de la Gestapo, jugé actuellement en République fédérale d'Allemagne, perquisitionne les bureaux de la L.I.C.A. et, dans son rapport aux responsables nazis, il écrit : « La L.I.C.A. est en première ligne avec le juif Lecache pour agir énergiquement contre l'Allemagne nouvelle. »

« Dès le débarquement allié, libéré, Bernard Lecache se rallie sans hésiter au général de Gaulle et à la France libre, où nombreux sont les militants de la L.I.C.A.

« La guerre finie, tout en continuant avec ardeur sa vie de militant, il poursuit parallèlement ses activités professionnelles qui le portent à la direction géné-

rale du Journal du dimanche. La L.I.C.A. qui devient la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme sous sa direction, va combattre sans distinction tous les racismes.

« Hélas ! le combat inauguré il y a cinquante ans par le fondateur de la L.I.C.A. n'a rien perdu de son actualité. »

● Renault à Cergy-Pontoise ? Selon la lettre d'information de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, 684 logements, dont 399 maisons individuelles, ont été vendus dans la ville nouvelle au cours du premier semestre 1976. D'autre part, un accord de principe a été donné à la région Renault par M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, pour installer à Cergy une unité de pièces détachées qui occuperait 28 hectares et fournirait 1 500 emplois. Des négociations sont en cours pour l'accord définitif.

L'immobilier

| propriétés | propriétés | propriétés | domaines | terrains |
|--|---|------------|----------|----------|
| PRÈS LES ESSARTS-LE-ROI Maison curiale sur 1 000 m ² cdt. Travaux à terminer. Grange + pie maison. Convientrait habitation ou commerce. Restauration. Antiquité. Prix : 450 000 francs. | LA CIOTAT (13) B.D.-Rh. - P. de l'Est. 100 m ² hab. 3 pièces. 100 m ² hab. 4 pièces. 100 m ² hab. 5 pièces. 100 m ² hab. 6 pièces. 100 m ² hab. 7 pièces. 100 m ² hab. 8 pièces. 100 m ² hab. 9 pièces. 100 m ² hab. 10 pièces. 100 m ² hab. 11 pièces. 100 m ² hab. 12 pièces. 100 m ² hab. 13 pièces. 100 m ² hab. 14 pièces. 100 m ² hab. 15 pièces. 100 m ² hab. 16 pièces. 100 m ² hab. 17 pièces. 100 m ² hab. 18 pièces. 100 m ² hab. 19 pièces. 100 m ² hab. 20 pièces. 100 m ² hab. 21 pièces. 100 m ² hab. 22 pièces. 100 m ² hab. 23 pièces. 100 m ² hab. 24 pièces. 100 m ² hab. 25 pièces. 100 m ² hab. 26 pièces. 100 m ² hab. 27 pièces. 100 m ² hab. 28 pièces. 100 m ² hab. 29 pièces. 100 m ² hab. 30 pièces. 100 m ² hab. 31 pièces. 100 m ² hab. 32 pièces. 100 m ² hab. 33 pièces. 100 m ² hab. 34 pièces. 100 m ² hab. 35 pièces. 100 m ² hab. 36 pièces. 100 m ² hab. 37 pièces. 100 m ² hab. 38 pièces. 100 m ² hab. 39 pièces. 100 m ² hab. 40 pièces. 100 m ² hab. 41 pièces. 100 m ² hab. 42 pièces. 100 m ² hab. 43 pièces. 100 m ² hab. 44 pièces. 100 m ² hab. 45 pièces. 100 m ² hab. 46 pièces. 100 m ² hab. 47 pièces. 100 m ² hab. 48 pièces. 100 m ² hab. 49 pièces. 100 m ² hab. 50 pièces. 100 m ² hab. 51 pièces. 100 m ² hab. 52 pièces. 100 m ² hab. 53 pièces. 100 m ² hab. 54 pièces. 100 m ² hab. 55 pièces. 100 m ² hab. 56 pièces. 100 m ² hab. 57 pièces. 100 m ² hab. 58 pièces. 100 m ² hab. 59 pièces. 100 m ² hab. 60 pièces. 100 m ² hab. 61 pièces. 100 m ² hab. 62 pièces. 100 m ² hab. 63 pièces. 100 m ² hab. 64 pièces. 100 m ² hab. 65 pièces. 100 m ² hab. 66 pièces. 100 m ² hab. 67 pièces. 100 m ² hab. 68 pièces. 100 m ² hab. 69 pièces. 100 m ² hab. 70 pièces. 100 m ² hab. 71 pièces. 100 m ² hab. 72 pièces. 100 m ² hab. 73 pièces. 100 m ² hab. 74 pièces. 100 m ² hab. 75 pièces. 100 m ² hab. 76 pièces. 100 m ² hab. 77 pièces. 100 m ² hab. 78 pièces. 100 m ² hab. 79 pièces. 100 m ² hab. 80 pièces. 100 m ² hab. 81 pièces. 100 m ² hab. 82 pièces. 100 m ² hab. 83 pièces. 100 m ² hab. 84 pièces. 100 m ² hab. 85 pièces. 100 m ² hab. 86 pièces. 100 m ² hab. 87 pièces. 100 m ² hab. 88 pièces. 100 m ² hab. 89 pièces. 100 m ² hab. 90 pièces. 100 m ² hab. 91 pièces. 100 m ² hab. 92 pièces. 100 m ² hab. 93 pièces. 100 m ² hab. 94 pièces. 100 m ² hab. 95 pièces. 100 m ² hab. 96 pièces. 100 m ² hab. 97 pièces. 100 m ² hab. 98 pièces. 100 m ² hab. 99 pièces. 100 m ² hab. 100 pièces. 100 m ² hab. 101 pièces. 100 m ² hab. 102 pièces. 100 m ² hab. 103 pièces. 100 m ² hab. 104 pièces. 100 m ² hab. 105 pièces. 100 m ² hab. 106 pièces. 100 m ² hab. 107 pièces. 100 m ² hab. 108 pièces. 100 m ² hab. 109 pièces. 100 m ² hab. 110 pièces. 100 m ² hab. 111 pièces. 100 m ² hab. 112 pièces. 100 m ² hab. 113 pièces. 100 m ² hab. 114 pièces. 100 m ² hab. 115 pièces. 100 m ² hab. 116 pièces. 100 m ² hab. 117 pièces. 100 m ² hab. 118 pièces. 100 m ² hab. 119 pièces. 100 m ² hab. 120 pièces. 100 m ² hab. 121 pièces. 100 m ² hab. 122 pièces. 100 m ² hab. 123 pièces. 100 m ² hab. 124 pièces. 100 m ² hab. 125 pièces. 100 m ² hab. 126 pièces. 100 m ² hab. 127 pièces. 100 m ² hab. 128 pièces. 100 m ² hab. 129 pièces. 100 m ² hab. 130 pièces. 100 m ² hab. 131 pièces. 100 m ² hab. 132 pièces. 100 m ² hab. 133 pièces. 100 m ² hab. 134 pièces. 100 m ² hab. 135 pièces. 100 m ² hab. 136 pièces. 100 m ² hab. 137 pièces. 100 m ² hab. 138 pièces. 100 m ² hab. 139 pièces. 100 m ² hab. 140 pièces. 100 m ² hab. 141 pièces. 100 m ² hab. 142 pièces. 100 m ² hab. 143 pièces. 100 m ² hab. 144 pièces. 100 m ² hab. 145 pièces. 100 m ² hab. 146 pièces. 100 m ² hab. 147 pièces. 100 m ² hab. 148 pièces. 100 m ² hab. 149 pièces. 100 m ² hab. 150 pièces. 100 m ² hab. 151 pièces. 100 m ² hab. 152 pièces. 100 m ² hab. 153 pièces. 100 m ² hab. 154 pièces. 100 m ² hab. 155 pièces. 100 m ² hab. 156 pièces. 100 m ² hab. 157 pièces. 100 m ² hab. 158 pièces. 100 m ² hab. 159 pièces. 100 m ² hab. 160 pièces. 100 m ² hab. 161 pièces. 100 m ² hab. 162 pièces. 100 m ² hab. 163 pièces. 100 m ² hab. 164 pièces. 100 m ² hab. 165 pièces. 100 m ² hab. 166 pièces. 100 m ² hab. 167 pièces. 100 m ² hab. 168 pièces. 100 m ² hab. 169 pièces. 100 m ² hab. 170 pièces. 100 m ² hab. 171 pièces. 100 m ² hab. 172 pièces. 100 m ² hab. 173 pièces. 100 m ² hab. 174 pièces. 100 m ² hab. 175 pièces. 100 m ² hab. 176 pièces. 100 m ² hab. 177 pièces. 100 m ² hab. 178 pièces. 100 m ² hab. 179 pièces. 100 m ² hab. 180 pièces. 100 m ² hab. 181 pièces. 100 m ² hab. 182 pièces. 100 m ² hab. 183 pièces. 100 m ² hab. 184 pièces. 100 m ² hab. 185 pièces. 100 m ² hab. 186 pièces. 100 m ² hab. 187 pièces. 100 m ² hab. 188 pièces. 100 m ² hab. 189 pièces. 100 m ² hab. 190 pièces. 100 m ² hab. 191 pièces. 100 m ² hab. 192 pièces. 100 m ² hab. 193 pièces. 100 m ² hab. 194 pièces. 100 m ² hab. 195 pièces. 100 m ² hab. 196 pièces. 100 m ² hab. 197 pièces. 100 m ² hab. 198 pièces. 100 m ² hab. 199 pièces. 100 m ² hab. 200 pièces. 100 m ² hab. 201 pièces. 100 m ² hab. 202 pièces. 100 m ² hab. 203 pièces. 100 m ² hab. 204 pièces. 100 m ² hab. 205 pièces. 100 m ² hab. 206 pièces. 100 m ² hab. 207 pièces. 100 m ² hab. 208 pièces. 100 m ² hab. 209 pièces. 100 m ² hab. 210 pièces. 100 m ² hab. 211 pièces. 100 m ² hab. 212 pièces. 100 m ² hab. 213 pièces. 100 m ² hab. 214 pièces. 100 m ² hab. 215 pièces. 100 m ² hab. 216 pièces. 100 m ² hab. 217 pièces. 100 m ² hab. 218 pièces. 100 m ² hab. 219 pièces. 100 m ² hab. 220 pièces. 100 m ² hab. 221 pièces. 100 m ² hab. 222 pièces. 100 m ² hab. 223 pièces. 100 m ² hab. 224 pièces. 100 m ² hab. 225 pièces. 100 m ² hab. 226 pièces. 100 m ² hab. 227 pièces. 100 m ² hab. 228 pièces. 100 m ² hab. 229 pièces. 100 m ² hab. 230 pièces. 100 m ² hab. 231 pièces. 100 m ² hab. 232 pièces. 100 m ² hab. 233 pièces. 100 m ² hab. 234 pièces. 100 m ² hab. 235 pièces. 100 m ² hab. 236 pièces. 100 m ² hab. 237 pièces. 100 m ² hab. 238 pièces. 100 m ² hab. 239 pièces. 100 m ² hab. 240 pièces. 100 m ² hab. 241 pièces. 100 m ² hab. 242 pièces. 100 m ² hab. 243 pièces. 100 m ² hab. 244 pièces. 100 m ² hab. 245 pièces. 100 m ² hab. 246 pièces. 100 m ² hab. 247 pièces. 100 m ² hab. 248 pièces. 100 m ² hab. 249 pièces. 100 m ² hab. 250 pièces. 100 m ² hab. 251 pièces. 100 m ² hab. 252 pièces. 100 m ² hab. 253 pièces. 100 m ² hab. 254 pièces. 100 m ² hab. 255 pièces. 100 m ² hab. 256 pièces. 100 m ² hab. 257 pièces. 100 m ² hab. 258 pièces. 100 m ² hab. 259 pièces. 100 m ² hab. 260 pièces. 100 m ² hab. 261 pièces. 100 m ² hab. 262 pièces. 100 m ² hab. 263 pièces. 100 m ² hab. 264 pièces. 100 m ² hab. 265 pièces. 100 m ² hab. 266 pièces. 100 m ² hab. 267 pièces. 100 m ² hab. 268 pièces. 100 m ² hab. 269 pièces. 100 m ² hab. 270 pièces. 100 m ² hab. 271 pièces. 100 m ² hab. 272 pièces. 100 m ² hab. 273 pièces. 100 m ² hab. 274 pièces. 100 m ² hab. 275 pièces. 100 m ² hab. 276 pièces. 100 m ² hab. 277 pièces. 100 m ² hab. 278 pièces. 100 m ² hab. 279 pièces. 100 m ² hab. 280 pièces. 100 m ² hab. 281 pièces. 100 m ² hab. 282 pièces. 100 m ² hab. 283 pièces. 100 m ² hab. 284 pièces. 100 m ² hab. 285 pièces. 100 m ² hab. 286 pièces. 100 m ² hab. 287 pièces. 100 m ² hab. 288 pièces. 100 m ² hab. 289 pièces. 100 m ² hab. 290 pièces. 100 m ² hab. 291 pièces. 100 m ² hab. 292 pièces. 100 m ² hab. 293 pièces. 100 m ² hab. 294 pièces. 100 m ² hab. 295 pièces. 100 m ² hab. 296 pièces. 100 m ² hab. 297 pièces. 100 m ² hab. 298 pièces. 100 m ² hab. 299 pièces. 100 m ² hab. 300 pièces. 100 m ² hab. 301 pièces. 100 m ² hab. 302 pièces. 100 m ² hab. 303 pièces. 100 m ² hab. 304 pièces. 100 m ² hab. 305 pièces. 100 m ² hab. 306 pièces. 100 m ² hab. 307 pièces. 100 m ² hab. 308 pièces. 100 m ² hab. 309 pièces. 100 m ² hab. 310 pièces. 100 m ² hab. 311 pièces. 100 m ² hab. 312 pièces. 100 m ² hab. 313 pièces. 100 m ² hab. 314 pièces. 100 m ² hab. 315 pièces. 100 m ² hab. 316 pièces. 100 m ² hab. 317 pièces. 100 m ² hab. 318 pièces. 100 m ² hab. 319 pièces. 100 m ² hab. 320 pièces. 100 m ² hab. 321 pièces. 100 m ² hab. 322 pièces. 100 m ² hab. 323 pièces. 100 m ² hab. 324 pièces. 100 m ² hab. 325 pièces. 100 m ² hab. 326 pièces. 100 m ² hab. 327 pièces. 100 m ² hab. 328 pièces. 100 m ² hab. 329 pièces. 100 m ² hab. 330 pièces. 100 m ² hab. 331 pièces. 100 m ² hab. 332 pièces. 100 m ² hab. 333 pièces. 100 m ² hab. 334 pièces. 100 m ² hab. 335 pièces. 100 m ² hab. 336 pièces. 100 m ² hab. 337 pièces. 100 m ² hab. 338 pièces. 100 m ² hab. 339 pièces. 100 m ² hab. 340 pièces. 100 m ² hab. 341 pièces. 100 m ² hab. 342 pièces. 100 m ² hab. 343 pièces. 100 m ² hab. 344 pièces. 100 m ² hab. 345 pièces. 100 m ² hab. 346 pièces. 100 m ² hab. 347 pièces. 100 m ² hab. 348 pièces. 100 m ² hab. 349 pièces. 100 m ² hab. 350 pièces. 100 m ² hab. 351 pièces. 100 m ² hab. 352 pièces. 100 m ² hab. 353 pièces. 100 m ² hab. 354 pièces. 100 m ² hab. 355 pièces. 100 m ² hab. 356 pièces. 100 m ² hab. 357 pièces. 100 m ² hab. 358 pièces. 100 m ² hab. 359 pièces. 100 m ² hab. 360 pièces. 100 m ² hab. 361 pièces. 100 m ² hab. 362 pièces. 100 m ² hab. 363 pièces. 100 m ² hab. 364 pièces. 100 m ² hab. 365 pièces. 100 m ² hab. 366 pièces. 100 m ² hab. 367 pièces. 100 m ² hab. 368 pièces. 100 m ² hab. 369 pièces. 100 m ² hab. 370 pièces. 100 m ² hab. 371 pièces. 100 m ² hab. 372 pièces. 100 m ² hab. 373 pièces. 100 m ² hab. 374 pièces. 100 m ² hab. 375 pièces. 100 m ² hab. 376 pièces. 100 m ² hab. 377 pièces. 100 m ² hab. 378 pièces. 100 m ² hab. 379 pièces. 100 m ² hab. 380 pièces. 100 m ² hab. 381 pièces. 100 m ² hab. 382 pièces. 100 m ² hab. 383 pièces. 100 m ² hab. 384 pièces. 100 m ² hab. 385 pièces. 100 m ² | | | |

حكايا من الامم

Le Monde économie

CONJONCTURE

LA PRÉPARATION DU VIII^e PLAN (1980-85)

L'INSEE prévoit une forte aggravation du chômage quelle que soit l'hypothèse envisagée

Le chômage, qui n'a cessé de s'aggraver depuis six ans, va-t-il continuer à croître de 80 000 à 150 000 personnes par an jusqu'en 1985, pour s'élever à ce moment à 1 200 000 ou 2 300 000 ? Telle est la menace que cerne l'INSEE dans l'étude qu'il vient de remettre au Commissariat au Plan, pour servir de base aux travaux de la commission du développement du VIII^e Plan, qui commenceront le vendredi 26 octobre. Encore l'institut de la statistique s'est-il gardé d'étudier des hypothèses

pessimistes — pourtant loin d'être exclues — correspondant, par exemple, à une forte hausse du pétrole ou à une baisse appréciable du dollar dans les prochaines années. La perspective « défavorable » — pour reprendre le vocabulaire de l'INSEE — prévoit, en effet, simplement une baisse de 7 % de la devise américaine d'ici à 1985, et moins de hausse du « brut » en six ans que nous n'en avons connu au cours de la seule année 1979.

C'est le Commissariat au Plan qui a fixé les hypothèses à partir desquelles l'INSEE a travaillé : deux scénarios comportant chacun deux variantes. Les quatre séries de résultats, auxquelles parviennent les statisticiens sont loin de « balayer l'ensemble du champ des possibilités à moyen terme », note l'institut dans sa préface, mais elles cadrent des évolutions qui, sans être parmi les plus sombres, apparaissent inquiétantes en matière d'emploi.

Une inconnue au départ de ces calculs : l'évolution du prix du pétrole. L'INSEE s'est contenté d'analyser deux hypothèses : une stabilité du « prix relatif » du « brut » (le pétrole montant simplement comme l'inflation mondiale) ou une hausse de 2,5 % (selon le prix du pétrole retenu) ou de 3,2 à 2,7 %. Dans le premier scénario, la situation serait pire que celle que nous avons connue entre le début de la crise et 1978 (2,9 % de croissance annuelle), dans le second à peine meilleure.

Double faiblesse

Telle est l'ossature du double canevas sur lequel va travailler la principale commission du VIII^e Plan. Son avantage est que, au lieu de se contenter de prolonger dans le futur les courbes du passé, il chiffre les effets de deux types de politiques — toutes les deux volontaristes, mais la seconde davantage — dans deux types d'environnement pétrolier possible. Sa faiblesse est double :

● L'hypothèse « pessimiste » retenue pour le pétrole et l'inflation mondiale risque fort d'être largement dépassée par la réalité, qui s'annonce comme devant être plus sombre encore. Dans le dernier cas, la situation (prix, chômage, croissance...) serait pire que celle décrite par les deux scénarios.

● L'INSEE fait l'impasse sur les risques sociaux d'une situation où le chômage augmenterait en six ans du tiers ou des deux tiers (selon le scénario), tout comme il imagine réalisable une réduction durable de la part des salaires au profit des bénéfices des entreprises. Cette perspective est-elle raisonnable ? N'aurait-il pas mieux valu envisager une autre variante, socialement moins explosive ?

La leçon de ces travaux est en tout cas qu'à moins d'un effort important de réanimation économique — plus considérable que celui du second scénario — l'avenir national se prolongera. Avec les effets sociaux, politiques mais aussi diplomatiques que cela ne peut manquer d'entraîner.

GILBERT MATHIEU.

Simple « ajustement »...

● Le premier schéma (simple ajustement de l'économie après le « plan Barre ») verrait l'inflation continuer au rythme actuel jusqu'en 1981 et diminuer après (jusqu'à descendre à 6 % en 1985), grâce notamment à une faible hausse des prix des importations (+ 5 à 6 % seulement l'an), conséquence de la moindre inflation mondiale. Le franc baisserait, dans cette hypothèse, perdant en moyenne 1,9 % par an de sa valeur par rapport aux monnaies étrangères.

La productivité (+ 4,4 % en moyenne) et l'embauche reprendraient, permettant une diminution de la durée du travail (treize heures et trente minutes par semaine en 1985). La part des salaires dans le total de la valeur ajoutée diminuerait de plus ou moins 2 points, que le gonflement des prestations sociales, qui continuerait, ne compenserait qu'en partie. À l'inverse, les profits augmenteraient pendant deux ou trois ans et un peu moins vite après. Les exportations, qui avaient augmenté de 9 % par an (en valeur réelle) pendant les années 80, ne progresseraient plus que de 5 % environ, compte tenu de l'atonie mondiale. La facture énergétique nette atteindrait 150 à 155 milliards de

...ou début d'adaptation structurelle ?

C'est avec cette atonie que cherche à rompre le « second schéma ». La différence est claire dans les intentions affichées, surtout en matière d'investissement : mais elle reste faible quant aux résultats chiffrés, comme on peut le voir.

Les inflexions inscrites dans ce projet concernent divers domaines : recherche d'une moindre dépendance de la France en matière énergétique (investissements accrus d'EDF, crédits supplémentaires pour le développement, taxation des produits énergétiques au taux de 33 % de T.V.A., au lieu de 17,6 %, relèvement de la taxe sur les produits pétroliers) ; allègement des charges sociales des entreprises ; dou-

blement du rythme d'augmentation des subventions d'équipement (7,3 % l'an, au lieu de 8,5 %) ; accroissement réduit de moitié des cotisations sociales ; plus grande diminution de la durée du travail (treize heures et dix minutes en 1985), avec « compensation très partielle » du revenu ainsi perdu par une hausse du gain horaire.

Le résultat, par rapport au premier scénario, est une croissance accrue de 0,2 % par an (dans l'hypothèse d'une hausse du prix relatif du pétrole : de 0,3 % dans l'autre cas), correspondant aux mesures de soutien de la consommation et de l'investissement, avec hausse des prix et déficit extérieur accrus au début du

Les deux scénarios de l'INSEE (Croissance annuelle 1980-1985 en %)

| | Simple ajustement | | Adaptation structurelle | |
|--|-------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|
| | Cas favorable | Cas défavorable | Cas favorable | Cas défavorable |
| Ressources de la nation. | | | | |
| PIB | 2,9 | 2,5 | 3,2 | 2,7 |
| Importations | 2,1 | 4,5 | 6,7 | 5,1 |
| Emploi de ces ressources. | | | | |
| Consommation des ménages. | 3,5 | 3,1 | 3,8 | 3,4 |
| Investissements des firmes. | 1,9 | 0,8 | 2,3 | 1,2 |
| Investissements publics | 1,3 | 1,5 | 1,7 | 1,7 |
| Investissements des ménages | 0,7 | 0,8 | 1,3 | 1,5 |
| Exportations | 3,6 | 4,3 | 5,9 | 4,6 |
| Hausses des prix | 6,2 | 6,5 | 6,4 | 6,7 |
| Pouvoir d'achat du gain annuel net | 2,9 | 2,3 | 2,4 | 1,8 |
| Pouvoir d'achat des prestations sociales | 6 | 5,6 | 5,3 | 5,1 |

L'ouverture de la conférence annuelle agricole

La conférence annuelle agricole qui réunit les quatre grandes organisations paysannes et les pouvoirs publics s'est ouverte ce jeudi 25 octobre par un séminaire de travail à l'Institut national d'agronomie de Grignon. Trois thèmes seront abordés : l'orientation des pro-

ductions et principalement de l'élevage, la réforme du développement agricole, les économies et la production d'énergie. La conférence annuelle doit se clore le 15 novembre par une rencontre avec le premier ministre.

Des sous pour aujourd'hui ou pour demain ?

Le lundi 22 octobre, 200 éleveurs de moutons ont manifesté à Saint-Girons (Ariège). Mardi 23, de 10 000 à 15 000 éleveurs de bovins ont investi la ville de Charolles en Saône-et-Loire. Ce jeudi 25 octobre, s'ouvre à Grignon la rencontre annuelle entre les organisations professionnelles agricoles (A.P.C.A., F.N.S.E.A., C.N.J.A. et C.N.M.C.C.A.) et le gouvernement, qui devra se conclure à la mi-novembre à Matignon.

Entre les manifestations de sous-préfecture et le « séminaire » de Grignon, puis à Matignon, la semaine en usage pour désigner la première phase de la conférence annuelle, il existe un lien que résume les pouvoirs publics. En rupture avec les précédentes conférences, l'édition 1979 doit, dans leur esprit, débattre de l'orientation à moyen terme de l'agriculture. Tel n'est pas l'avis du syndicalisme qui entend profiter de cette tribune pour réclamer un rattrapage du revenu qui, selon la F.N.S.E.A., aurait fléchi de 1 % en 1978.

Le nerf de la guerre

Le « séminaire » de Grignon devrait adopter un certain nombre de mesures concernant l'orientation des productions. Elles portent notamment sur la clarification du marché et les garanties de paiement aux éleveurs, la relance des productions déficitaires, la modulation des coûts de production en élevage, l'intégration, la fiscalité des productions animales, la mise en place d'un registre des producteurs de légumes. Ces dossiers n'exigent pas de crédits. En revanche, d'autres sujets, huit au total, seront examinés à Matignon au cours de la seconde phase, qui eux supposent des décisions financières : ainsi l'octroi d'une prime pour le troupeau allaitant (actuellement 641 millions de francs, l'aide aux agriculteurs de montagne 233 millions de francs. Le dossier orvin, la révision des plafonds de financement pour les prêts spéciaux élevage, l'engagement d'une politique sanitaire à moyen terme, l'amélioration génétique, autant de sujets sur lesquels la conférence annuelle devrait s'engager et qui supposent encore des crédits. Sont-ils déjà pris en compte dans le projet de budget de l'agriculture pour 1980 ? Si tel est le cas, l'année même de la conférence annuelle est compliquée, puis-que les rencontres mensuelles des

dirigeants des organisations professionnelles avec le ministre de l'Agriculture et la mise en place d'un conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire, prévue par la loi d'orientation, devraient être des outils suffisants pour gérer l'année prochaine le court et le moyen terme.

Le troisième volet de la conférence, consacré à l'énergie, est le plus prometteur, sans doute parce qu'on part de zéro ou presque en ce domaine. Il s'agit, d'une part, de promouvoir les économies d'énergie à court et moyen terme dans l'ensemble de la filière agricole et, en second lieu, de valoriser les éléments inutilisés de la bio-masse pour produire de l'énergie. Dans ce domaine, aussi, des crédits sont nécessaires et la volonté des parlementaires ne sera crédible que dans la mesure où un financement de réalisations pilotes pourra être annoncé. — J. G.

ÉTRANGER

La suppression du contrôle des changes en Grande-Bretagne

1929-1979

Tant la décision « historique » prise à Londres le 23 octobre d'abolir tous les contrôles des changes que celle, qui fait également date, des banques américaines de porter à 15 % leur taux de base (celui qu'elles consentent aux emprunteurs présentant la meilleure signature) arrivent comme à point nommé pour souligner à la fois les similitudes et les contrastes de la situation d'aujourd'hui avec la grande dépression de 1929, dont le point de départ était spectaculairement marqué, il y a cinquante ans, semaine pour semaine (la troisième du mois d'octobre), par une série de « krachs » à Wall-Street.

Sans attendre le déclenchement des autorités monétaires américaines de l'époque, avaient élevé leur taux d'escompte jusqu'à 6 % ; ce qui, dans les circonstances de l'époque, était considéré comme très sévère. Ce taux est aujourd'hui aux États-Unis de 12 %. Dans les deux cas, le renchérissement du « loyer » de l'argent suit (et dans le cas présent continue d'accompagner) une période d'intense spéculation, qui s'exacerbe surtout il y a un demi-siècle sur les actions, les terrains (les fameux terrains de la Floride, qu'on achetait pour les revendre quelques mois, sinon quelques semaines plus tard sans les avoir jamais vus), les matières premières. La prospérité des années 20, qui se révèle par la suite assez largement fictive, mais qu'on croyait à l'époque définitivement installée, et destinée à se développer, avait été financée par une formidable expansion de crédit, qui a bien des traits communs avec celle qui a financé le dernier boom de l'économie américaine (1976-1979) pour ne pas remonter au précédent, le boom des années 72-74, qui a si mal fini. Sans pousser plus loin la parallèle, retenons simplement ici que, dans les deux cas, l'élévation du taux d'intérêt est d'abord la conséquence de la forte progression du crédit sans laquelle la spéculation, sous toutes ses formes — les devises, l'or, l'immobilier sont parmi les plus florissantes — n'aurait jamais pu prendre l'ampleur qu'on lui a connue et qu'on lui connaît encore.

En revanche, la décision annoncée mardi par le chancelier de l'Échiquier britannique, sir Geoffrey Howe, illustre avec un éclat particulier, le contraste entre les réactions et l'attitude des gouvernements à un demi-siècle d'intervalle. L'abandon, le 21 septembre 1979, de la parité du sterling aient entraîné l'instauration de sévères contrôles des changes par tous les pays, les uns après les autres, Grande-Bretagne en tête (cette dernière pour une période limitée). Quelques semaines après le quadruplement du prix du pétrole, en décembre 1973, par l'O.P.E.P., on a vu Washington lever toutes les restrictions qui pesaient depuis 1963 sur les « exportations » de capitaux hors des États-Unis. Ce fut la décision d'énorme portée qui donna une impulsion décisive à l'essor des crédits internationaux.

Dans le contexte britannique, la mesure prise par le cabinet conservateur représente un changement de politique encore plus important. Un contrôle des changes rigoureux n'avait cessé d'être en vigueur depuis le 25 août 1963. Désormais, les Britanniques vont jouer de la faculté, devenue très rare dans le monde d'aujourd'hui, de disposer en toute liberté de leurs avoirs monétaires. Ils pourront, sans autorisation, se faire ouvrir un compte à l'étranger. Il en résulte que la livre sterling est désormais une des rares monnaies du monde qui soient convertibles sans limitation, à la fois pour les non-résidents et les résidents.

Ce privilège de la convertibilité totale, qu'avait 1914 en sa possession, est à juste titre considéré comme un des attributs essentiels d'une monnaie digne de ce nom, le sterling la partageait désormais avec le franc suisse, le mark allemand, le dollar (la convertibilité totale est une des raisons qui expliquent l'attrait de la devise américaine malgré sa faiblesse).

En comparaison, le franc français (convertible sans limite seulement pour les non-résidents) fait figure de parent pauvre. Rien ne peut mieux illustrer la différence entre le « Thatcherisme » et le « Barroisme » que cette novation introduite du jour au lendemain dans le système des change britanniques.

PAUL FABRA.

BILLET L'esquisse d'une amorce de reprise des investissements

« Nous ne pouvons pas nous passer, l'année prochaine, d'une reprise », vient de déclarer M. René Monory. « Actuellement, toutes les conditions sont réunies et les chefs d'entreprise n'ont pas d'excuse pour ne pas investir. Il n'y a pas de place pour l'attente, car cela va aller vite ailleurs. »

« Cela » va déjà vite, ailleurs, en R.F.A., au Japon, aux États-Unis, aux Pays-Bas notamment. L'industrie française est en train d'accumuler dans ce domaine un retard qui n'ira pas tard à sa compétitivité. De cela les responsables de la puissante Fédération des industries mécaniques sont convaincus. Ils l'ont réaffirmé au cours d'une conférence de presse mercredi 24 octobre.

Pour l'heure, la situation tend à s'améliorer légèrement. Dans certains secteurs (nucléaire, pétrole, automobile, aéronautique), le courant d'investissement reste satisfaisant et un réveil est enregistré dans les équipements pour l'imprimerie, le papier-carton et les industries alimentaires. Les constructeurs français de machines-outils ont, de leur côté, enregistré une augmentation de 11,1 % de leurs prises de commandes pendant le premier semestre et de 17,4 % pour le seul second trimestre. Bref, l'esquisse d'une amorce de redressement. Mais on est loin de la reprise générale espérée par les pouvoirs publics... et les prévisions pour 1980 (+ 2 % en volume) restent fort modestes.

Position difficile que celle de la Fédération de la mécanique, qui, regroupant des patrons, n'entend pas faire reposer sur les seuls chefs d'entreprise la responsabilité d'une insuffisance qu'elle déplore. De là à demander à l'État qu'il fasse quelques

efforts, il n'y a qu'un pas, aisément franchi. Ainsi est-il demandé aux pouvoirs publics d'atténuer l'impact de la taxe professionnelle, d'alléger le coût du crédit pour l'équipement, d'alerter encore les exportations et de soutenir la conjoncture interne en poursuivant, « avec les moyens et l'ampleur nécessaires », la relance du secteur Bâtiment et Travaux publics, comme l'avaient fait les pouvoirs publics allemands.

De même paraît-il souhaitable à la Fédération de « poursuivre et d'amplifier les mesures d'encouragement prises sur le plan fiscal en juin ». On se souvient que le gouvernement avait décidé, à cette époque, de permettre aux entreprises de déduire de leurs impôts 10 % des investissements supplémentaires effectués en 1979 : 1,7 milliard de ressources budgétaires avaient été prévues à cet effet. Or, l'abandon de l'investissement aidant, 800 à 700 millions de francs seulement ont été utilisés. D'où l'idée de reporter le solde sur 1980, solde qui, venant s'ajouter aux 1,8 milliard prévu, devrait permettre d'augmenter sensiblement (jusqu'à 30 %) le pourcentage de déduction autorisé.

Bref, « l'État doit avoir comme priorité de redonner confiance aux investisseurs par une politique continue et résolue », les industriels demandent, « de leur côté, prendre les décisions nécessaires pour éviter que le retard pris dans l'adaptation de notre outil de production ne le place en position de faiblesse dans la compétition économique ».

M. Monory, qui prendra que toutes les conditions sont actuellement réunies pour une reprise de l'investissement, va être déçu.

Ph. L.

**VIENT DE PARAÎTRE**
FRANCIS LEFEBVRE

15, rue Viète
Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE COMPTABLE 1980
Prix en notre librairie : 186 F - Franco 197 F.

**SEUL
AIR AFRIQUE
A UN RESEAU
COMPLET
VERS ET
A TRAVERS
L'AFRIQUE
NOIRE.**

**LE RESEAU
INTERCONTINENTAL
D'AIR AFRIQUE**



Chaque jour, les DC8 et les DC10 d'Air Afrique s'envolent d'Europe vers 16 destinations d'Afrique Noire. Avec Air Afrique, l'Afrique des affaires commence à Paris, Genève, Rome, mais aussi à Marseille, Bordeaux et Nice.

**LE RESEAU
INTER-ETATS
D'AIR AFRIQUE**



20 capitales d'Afrique Noire relient entre elles par les DC8 d'Air Afrique. Un réseau unique qui prolonge en profondeur les lignes intercontinentales venant d'Europe ou d'Amérique. Avec Air Afrique le voyage d'affaires le plus complexe devient simple.

AIR AFRIQUE
Parce que les hommes d'affaires ont besoin d'aller partout en Afrique.

SOCIAL

APRÈS LA GRÈVE DES MÉDECINS

LE COUT DE LA SANTÉ

III. — Changements prévisibles et bénéfiques

par le professeur
CLAUDE BÉRAUD (*)

Les restrictions financières conduisent, affirment les médecins, à une diminution de la qualité des soins. Mais le professeur Béraud estime que l'avantage qu'un malade retire d'une décision médicale n'est pas lié à son coût. Le Monde, des 24 et 25 octobre, pour de multiples raisons, la diminution des coûts et l'amélioration de la qualité des soins sont des objectifs non pas contradictoires mais cohérents.

L'évaluation des soins faciliterait l'adaptation du système aux besoins des malades, et le développement d'une politique de santé.

L'adaptation du système de soins est liée à diverses études critiques : celle des décisions médicales, celle des institutions médicales, celle des conditions d'exercice, des tâches à effectuer, et de la formation médicale.

Le champ des décisions médicales est immense, car les médecins ont un libre accès à tous les moyens diagnostiques et thérapeutiques. Un tel pouvoir est obligatoirement abusif. Aucun d'entre nous ne peut, en effet, maîtriser l'ensemble des techniques. Un changement prévisible serait une limitation de notre champ d'activité. Des libertés pourraient devenir plus formelles que réelles, celles, par exemple, concernant certaines prescriptions : aujourd'hui nul n'admettrait qu'un médecin généraliste effectue une appendicectomie, demain sans doute sera-t-il reconnu qu'un généraliste ou un gastro-entérologue ne peuvent, avec toute la sécurité nécessaire, prescrire une chimiothérapie anticancéreuse. Les indications des examens coagulés, telle une scannographie, ou dangereux, seront évaluées par les radiologues, qui, avec les cliniciens, discuteront leur utilité.

Progressivement sans doute les médecins généralistes, spécialistes, et hospitaliers, réussiront à coordonner leurs activités pour être davantage au service de la population. Ainsi, avant toute décision grave, en dehors de l'urgence, l'avis d'un ou de deux spécialistes sera sans doute estimé nécessaire (en sachant que lorsque les avis divergent, l'utilité d'un acte médical — par exemple une intervention chirurgicale — est habituellement soit réduite, soit absente). Inversement, spécialistes et médecins hospitaliers assureront qu'exceptionnellement les soins primaires et le « suivi » des malades, car le rôle des généralistes est notamment de coordonner les soins.

A l'hôpital, public ou privé, l'évaluation des stratégies diagnostiques ferait apparaître leurs risques, leurs coûts, et leur utilité. Les modèles thérapeutiques seraient comparés, et leur efficacité contrôlée.

L'insuffisance de plusieurs centaines de spécialités pharmaceutiques pourrait conduire à leur non remboursement par la Sécurité sociale. Une réduction du

volume de la consommation pharmaceutique au niveau de celui observé aux États-Unis et en Suède (50 % de la consommation française) pourrait raisonnablement être obtenue en quelques années, si les médecins, après avoir bénéficié d'une formation pharmacologique étendue, recevaient ensuite une information de réelle valeur scientifique, et disposaient du temps nécessaire pour informer les malades sur l'utilité des médicaments.

Une réduction du nombre de lits découragerait la suppression des actes chirurgicaux, et des hospitalisations sans indication. Des hôpitaux et des cliniques pour lesquels parfois des travaux de rénovation sont projetés, seraient fermés. Les durées de séjour seraient développées. Afin d'accroître la qualité humaine des soins, augmenterait le nombre de spécialistes, car chaque jour grandissent nos difficultés pour maîtriser les démarches diagnostiques dans les domaines où nous ne possédons ni la connaissance ni l'expérience. A l'hôpital public, les services

Modification des conditions d'exercice

La révélation des coûts économiques et des risques humains, liés à la multiplication des actes effectués trop rapidement à l'hôpital ou en médecine libérale, permettrait que soit mieux utilisée la compétence de ces milliers de jeunes médecins lancés, chaque année, sur un marché apparemment fermé. Alors que nous ont leur place, pour des tâches diversifiées. Par exemple : écouter, sans crainte de perdre un temps rare et précieux, les mal-aimés, les déprimés et les inquiets, qui, pour communiquer, nous offrent douleurs digestives, migraines, troubles urinaires et symptômes articulaires. Par exemple : informer les malades sur le déplacement possible de certains cancers et sur la prévention de diverses affections digestives, cardio-vasculaires ou nutritionnelles (par la correction des carences alimentaires, l'activité physique, l'arrêt du tabagisme). Par exemple : expliquer avec le souci d'être entendu, l'origine d'une maladie,

son évolution et son traitement. Par exemple, enfin, aider les millions de consommateurs excessifs d'alcool à réduire leur alcoolisation au lieu de confier ce problème exclusivement à des institutions spécialisées.

Pour remplir correctement toutes ces tâches, nous ne serons pas dans un nombre si nous acceptons de les partager.

L'évaluation des soins révélerait sans doute, aussi, les insuffisances de la formation médicale continue. Ces dernières années, ont été améliorées les descriptions des maladies et simplifiées les conduites diagnostiques. Malheureusement ce savoir est mal partagé. Pour maintenir le niveau des soins, peut-être apparaîtront-ils nécessaires que tous les médecins, comme certains hospitaliers, bénéficient sans préjudice financier, du temps nécessaire à leur formation permanente.

Le développement d'une politique de santé

Le recueil des informations épidémiologiques concernant la fréquence, la répartition géographique et socio-culturelle, des causes de morbidité permettrait de localiser l'effort financier nécessaire à l'amélioration de la santé, très en amont du système de soins. Par exemple, dans les entreprises, les multiples troubles de travail jouent sans doute un rôle déterminant dans le processus de vieillissement et dans l'apparition de multiples troubles graves ou bénins, rares ou fréquents,

mais invalidants et douloureux. Par exemple, à l'école, l'éducation sanitaire est très insuffisante. Enfin, une politique de santé ne pourrait pas, connaissant mieux les risques liés à la consommation excessive de médicaments et d'alcool, au tabagisme, à l'abus de médicaments, aux erreurs alimentaires, aux accidents du travail et de la circulation, ne pas leur consacrer les moyens nécessaires pour les réduire. Le développement de la majorité des tumeurs malignes ne serait-il pas lié à l'environnement, notamment alimentaire, ou professionnel ?

Pour nous, médecins, une page est tournée, celle du triomphe de la médecine. Aujourd'hui, nous sommes invités à critiquer l'utilité de nos actions et leurs risques par rapport aux avantages espérés par les malades. Demain, quelques contraintes nous seront imposées : une plus grande rigueur méthodologique, une limitation de notre pouvoir, l'évaluation de nos diagnostics, de nos prescriptions, de nos erreurs ; pour certains, une diminution de leurs revenus ; pour d'autres, peut-être des sanctions. Mais, en contrepartie, des avantages nous seront accordés : la disponibilité nécessaire pour soigner correctement les malades, la possibilité de travailler en coordination avec l'ensemble des institutions médicales, d'être informés, d'accroître nos compétences, de diversifier nos activités.

(*) Professeur d'hépatologie et de gastro-entérologie, Centre hospitalier régional de Bordeaux.

L'évaluation de nos activités garantirait à la population un niveau de soins correspondant aux réelles possibilités médicales, une réponse adaptée à ses besoins, une information sur la santé, les maladies et leur traitement ; enfin, une participation aux décisions médicales, dont c'est au malade, surtout, d'apprécier l'utilité. L'évaluation des soins n'est pas pour autant une panacée. La route de chaque médecin, aussi compétent soit-il, sera toujours balisée d'erreurs, d'incertitudes. Mais l'évaluation des soins permettrait probablement d'en réduire la fréquence, la gravité et les coûts.

Pour les malades et les bien-portants, la page de la toute-

puissance médicale tourne également. Déjà un doute apparaît : des médicaments seraient dangereux, d'autres inefficaces, tous les conseils chirurgicaux ne devraient pas être écoutés, beaucoup d'hospitalisations seraient inutiles. La face cachée de la médecine émerge de l'ombre, chacun peut y voir nos lacunes, nos erreurs, nos ignorances.

Certes nos connaissances, ces dix dernières années, ont progressé, nous connaissons mieux les signes et les mécanismes des maladies, les moyens diagnostiques sont plus nombreux, mais les résultats diffèrent peu car l'utilité thérapeutique de ces progrès est faible. Depuis dix ans, l'amélioration des résultats est difficilement perceptible, les risques et les coûts ont augmenté. L'efficacité des actes médicaux a considérablement diminué.

Les obstacles et les risques

Aujourd'hui, des valeurs conflictuelles animent la société : la foi dans le progrès scientifique qui maîtrise la nature, la vie et la mort, mais aussi une perception plus aiguë de nos limites et des risques ; le refus de la souffrance et de la mort, mais aussi l'acceptation plus consciente de notre finitude et de nos erreurs. Les malades ne nous demandent plus, aussi souvent, de « tout faire ». L'acharnement thérapeutique est passé de mode. Aujourd'hui, émergent au sein de la population, des valeurs culturelles, qui, d'avantage sans doute que les insuffisances du système de santé, provoqueront son évolution. Des obstacles seront dressés sur la voie des changements possibles ; tantôt par les professionnels de la santé inquiets pour leur avenir — à ceux-là puis-je répondre qu'aucun gouvernement ne pourra dans l'avenir, admettre un gaspillage qui serait responsable d'insupportables inégalités des

soins ; tantôt par les idéologues : les uns évoqueront la bureaucratisation des pays de l'Est, imaginant un « goulot » médical, oubliant que ce sont les États-Unis et le Canada, qui les premiers, ont mis en place un système d'évaluation des activités médicales ; les autres craindront qu'une telle évolution stérilise les initiatives et l'innovation technique. Ce risque est réel mais inversement, des voies encore inexploitées de la recherche médicale seraient ouvertes, ce permettrait d'obtenir rapidement des résultats utiles au malade et à la collectivité. Ainsi que Michel Serres le disait à Marina Moloff : « Maintenant il faudrait peut-être non plus penser à maîtriser notre maîtrise. S'il n'y a plus qu'un problème moral, c'est celui-là pour le moment (1). »

FIN

(1) Le Monde daté 15-16 avril 1979.

Des non-grévistes condamnent le gouvernement et les syndicats

De notre correspondant

Le Puy. — Dix-sept jeunes médecins de la Haute-Loire ont déclaré qu'ils refusaient de s'associer à la grève de leurs collègues. Ils ont rendu public et intitulé « Posons les vrais problèmes », ils condamnent à la fois le gouvernement et les syndicats médicaux pour des mesures qu'ils jugent dans les deux cas « démagogiques et inefficaces ».

Ils déclarent notamment : « Nous attendons tous la réponse du gouvernement et des syndicats médicaux à ce que nous considérons comme les vraies questions. Pourquoi ne pas admettre une bonne fois pour toutes qu'une bonne médecine est avant tout une médecine faite avec tout ce que cela implique en particulier dans certains cabinets manifestement surchargés. Pourquoi ne jamais poser le problème dans la nécessaire limitation de l'activité quotidienne des médecins ?

« Pourquoi tolérer le droit au dépassement permanent, source de profits injustifiables ?

« Pourquoi ne jamais dire que le coût des médicaments est scandaleusement majoré par la

publicité médicale alimentée par une fausse concurrence ?

« Pourquoi les médecins sont-ils assujettis à des cotisations de retraite identiques — soit 12 000 francs par an au bout de trois ans d'exercice — que soient les revenus, ce qui revient à augmenter les difficultés des jeunes médecins ? Sans compter qu'on ne nous offre aucune garantie sur ce que sera notre retraite dans trente ans.

« Comment envisage-t-on l'insécurité des trente mille jeunes médecins qui vont arriver dans les dix ans à venir ?

« Enfin, quelle logique y a-t-il à mener un combat d'arrière-garde pour la défense de la médecine libérale et du paiement à l'acte — que l'évolution du système de soins semble condamner et dont on peut douter qu'elle défende au mieux la santé des malades ?

« Toutes ces questions nous avons voulu les poser publiquement afin qu'il ne soit pas dit que nous avons voulu nous tenir en marge. Pour nous, les intérêts des malades et ceux des médecins sont inséparables. »

RÉPUBLIQUE DES SEYCHELLES

Le Gouvernement de la République des Seychelles se propose de procéder à l'agrandissement de l'aéroport international de Mahé avec le concours de la Banque Africaine de Développement. Dans ce but le Gouvernement souhaite connaître les entreprises intéressées dans les domaines suivants :

1. — Entreprises Générales de construction pour l'exécution de :
 - a) l'agrandissement des bâtiments existants et de nouvelles extensions pour une surface de plancher de 7.700 m².
 - b) l'extension des aires de stationnement pour les avions et des parkings pour les voitures sur une surface de 20.000 m².
2. — Entreprises sous-traitantes spécialisées pour l'exécution des :
 - a) installations électriques.
 - b) installations de climatisation.
3. — Fournisseurs des équipements suivants :
 - a) château d'eau d'une capacité de 225 000 litres.
 - b) station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 112 m³/jour avec une charge organique de 120 kg DBO/jour.
 - c) incinérateur d'une capacité de 220 kg/heure.
 - d) équipement de maintenance des bus.

L'attribution des marchés se fera par voie d'appel d'offres international, parmi les entreprises préqualifiées établies dans tous les pays à l'exception de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe-Rhodesie.

Les entreprises intéressées doivent présenter leur demande de qualification en fournissant en annexe des renseignements détaillés permettant une évaluation de leur capacité, de leur compétence, dans les domaines retenus, de leurs moyens financiers et techniques, ainsi que les références acquises dans le passé pour des travaux similaires.

Les demandes doivent être adressées, avec les annexes, à :
The Principal Secretary (Works)
Ministry of Planning and Development
C/o City House
P.O. Box 33
Victoria
Mahé-Seychelles (Tél. : 225 MINWP 52)

La date limite de présentation des demandes est fixée à trente (30) jours à compter de la date de la publication du présent avis.

LOTO
c'est pas cher



PARIS STOCKHOLM
NON STOP CHAQUE JOUR
AVEC SAS
742.06.14
PARIS 14 h 15
STOCKHOLM 16 h 35
SAS
SCANDINAVIAN AIRLINES

سكزا من الأصل

سكنا من الاموال

SOCIAL

EXTENSION DES CONFLITS DANS LA MÉTALLURGIE

Alsthom : huit mille manifestants à Belfort

M. Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.G.T., a souligné le 24 octobre, devant la presse, le développement des actions revendicatives chez Dassault, Thomson, Dupleix, Motobécane, R.V.I. Renault, etc. Il estime que cela devrait conduire avant la fin de l'année, à une action lancée au niveau national dans la métallurgie. La C.F.D.T. se déclare favorable à ce projet qui, selon elle, pour être efficace, doit être précédé par une coordination progressive.

Plusieurs conflits, parfois avec occupation, se poursuivent en province.

Mercredi 24 octobre, un millier de travailleurs des usines Dupleix, d'Auvergne, ont manifesté devant la sous-pré-

fecture d'Issoire (Puy-de-Dôme) pour l'augmentation de leurs salaires. A Sainte-Florine et à Brassac-les-Mines, dans la même région, de nombreux commerçants avaient fermé leurs boutiques à l'appel de la C.G.T.

A Grenoble (Isère), une nouvelle usine du groupe Merlin-Gérin a été occupée mercredi par son personnel, qui proteste contre un projet de mutation de trois cents ouvriers. Au Mans (Sarthe), un débrayage d'une heure a été observé, mercredi également, par environ 33 % des cinq mille huit cent dix salariés, selon l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T., pour les trente-cinq heures et la revalorisation des salaires.

La poursuite de la grève à l'usine

de Belfort continue d'avoir des répercussions dans les autres entreprises du groupe Alsthom.

Tandis que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont appelé, ce 25 octobre, à une heure de débrayage dans toutes les usines du groupe Alsthom-Atlantique, d'autres formes d'action sont en préparation. Les comités de liaison inter-usines respectivement constitués par la C.G.T. et la C.F.D.T. devaient se rencontrer pour décider d'une manifestation (ou « marche ») à Paris au début de la semaine prochaine. Cette démonstration rassemblera des ouvriers des établissements de la région parisienne et les grévistes de Belfort qui, samedi, ont participé à une imposante manifestation.

De notre envoyé spécial

Belfort. — « Le mépris, c'est fini », proclame une banderole cégétiste. « Il y en a assez, nous voulons vivre debout », s'exclame un responsable cégétiste. « Nous avons trop courbé l'échine », déclare un représentant de la C.G.C.

Les revendications matérielles ne sont pas absentes du conflit qui secoue depuis un mois l'usine Alsthom de Belfort et gagne peu à peu tout l'écluse d'Alsthom-Atlantique — une heure de débrayage est prévue ce jeudi 25 octobre dans l'ensemble des quarante établissements et filiales du groupe qui emploie quelque quarante-cinq mille salariés.

Mais c'est à l'égalité avec la volonté d'obtenir un treizième mois de salaire, d'avoir des congés supplémentaires à l'ancienneté et de faire accepter une réduction des horaires par équipe, que « le droit à la dignité, de l'ouvrier à l'ingénieur », a fait descendre dans les rues de Belfort, mercredi 24 octobre, sept à huit mille personnes.

De l'ouvrier à l'ingénieur : ce qui se passe à Belfort doit retentir dans la région. Dans ce conflit qui touche directement plus de sept mille salariés, l'intersyndicale C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C. tient bon question de dignité, là aussi : les pressions patronales exercées à l'encontre des militants F.O. et surtout des syndicalistes de la C.G.C. n'ont pas donné de résultats.

Meeting devant la Maison du peuple, conférence de presse au centre Benoit Frachon, prises de parole devant la chambre de commerce et d'industrie mercredi, devant une foule attentive et grave, les délégués syndicaux régionaux et locaux, un seul secrétaire confédéral était déplacé (Paris, M. Michel Warcholek (C.G.T.)) ont exprimé la volonté des travailleurs d'Alsthom-Atlantique de ne plus être traités comme des objets.

L'heure est à la concertation, dit-on partout, et d'abord à l'élaboration et au C.N.P.F. Or ce qui caractérise le plus ce

conflit, c'est l'absence de dialogue. « Le P.D.G. doit négocier », a été le slogan le plus entendu dans les rues avec « Alsthom doit payer ». Alsthom doit payer. La direction se retranche depuis un mois derrière un légalisme rigoureux : l'usine doit être évacuée pour que s'ouvrent de véritables négociations. A cet égard, elle attend avec impatience le verdict de la cour d'appel de Besançon qu'elle a saisie après que le tribunal des référés de Belfort, estimant qu'il n'y avait pas d'urgence, a été déclaré, à surprise, incompétent. L'affaire est examinée ce jeudi.

La mentalité des hommes

Mais ce n'est pas d'aujourd'hui ni même d'il y a un mois que l'esprit de concertation a fui ceux qui tiennent les rênes d'Alsthom-Atlantique. Les a-t-il seulement jamais habillés ? Certes, toutes les instances légales (délégués du personnel, comités d'établissement, comité central d'entreprise) fonctionnent et des groupes de concertation des cadres existent à Belfort. Mais, ces derniers n'ont pas encore été réunis en 1979, et il ne constituent, de toute façon, disent les syndicalistes, que « des chambres d'enregistrement des décisions patronales ».

Au vrai, c'est la mentalité des hommes qui est en cause. Au niveau local, M. Bernard Dufour, directeur technique, a été remplacé depuis 1977, par un technicien, ancien directeur des usines toulousaines de Sud-Aviation. Connu pour sa fermeté, il a fait venir à Belfort ses plus proches collaborateurs de Toulouse. Des ingénieurs et cadres d'Alsthom qui sont un demi-millier, ont apprécié. Au niveau national, M. Schulz, P.-D.G. d'Alsthom-Atlantique depuis six mois, ancien directeur général adjoint de la Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) : ce centralien froid

et discret s'est taillé une solide réputation d'exécutant sans faiblesse (le Monde du 28 avril). Enfin, encore au-dessus, M. Ambroise Roux, P.-D.G. de la C.G.C., principal actionnaire (avec 31 %) d'Alsthom-Atlantique, qui la C.G.T. considère comme « le patron politique du C.N.P.F. ». Le patronat veut-il justement faire de la grève chez Alsthom un conflit test ? M. Chevènement, député socialiste du territoire et premier adjoint au maire de Belfort, le pense. L'animateur du C.N.P.F. estime que les résultats obtenus, selon qu'ils seront en accord ou en contradiction avec les plans d'austérité décidés par le gouvernement, influenceront sur les luttes présentes et à venir. Et il s'étonne à cet égard de la discrétion observée jusqu'à présent par les instances confédérales dans cette affaire.

Et la concertation dans tout

cela ? M. Boulin, ministre du travail et de la participation, n'a pas eu, selon nos informations, un entretien de pure forme avec M. Schulz et ses collaborateurs, qu'il a récemment convoqués. Mais, de son côté, M. Girard, ministre de l'Industrie, se serait montré plus « compréhensif » à l'égard des dirigeants d'Alsthom-Atlantique. A Belfort, la commission départementale de conciliation a été saisie mercredi par l'intersyndicale. Quant à l'intersyndicale de Belfort, elle était divisée sur l'opportunité d'aller manifester, mardi 30 octobre, devant le siège d'Alsthom-Atlantique, avenue Kléber à Paris. La C.G.T. et F.O. étaient pour, la C.F.D.T. était contre, mais au niveau du groupe Alsthom, la C.F.D.T. était favorable à cette manifestation. Encore une fois, l'harmonie est loin d'être parfaite, mais au moins on y dialogue et, de ce fait, on trouve des terrains d'entente.

MICHEL CASTAING.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| | + ou - | Rep. + ou Dép. | Rep. + ou Dép. | Rep. + ou Dép. |
| \$ E.-U. ... | 4,2300 4,2315 | - 125 - 95 | - 280 - 230 | - 690 - 520 |
| \$ Can. ... | 2,5780 2,5820 | - 124 - 70 | - 231 - 160 | - 428 - 323 |
| Yen (100) ... | 1,8015 1,8050 | + 82 + 88 | + 163 + 152 | + 367 + 431 |
| DM ... | 2,3390 2,3415 | + 70 + 101 | + 123 + 167 | + 416 + 482 |
| Florin ... | 2,1080 2,1110 | + 20 + 58 | + 70 + 185 | + 222 + 285 |
| F.S. (100) ... | 14,500 14,500 | - 388 - 212 | - 443 - 443 | - 656 - 656 |
| F.S. ... | 2,5597 2,5599 | + 191 + 232 | + 397 + 445 | + 1026 + 1284 |
| L. (1000) ... | 5,8810 5,8868 | - 212 - 144 | - 457 - 371 | - 1176 - 1041 |
| S. ... | 8,9870 8,9198 | - 219 - 136 | - 447 - 342 | - 946 - 778 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| DM ... | 7 1/4 | 7 5/8 | 7 7/8 | 8 5/8 | 8 1/2 | 8 1/2 | 8 1/2 | 8 1/2 |
| \$ E.-U. ... | 5 1/4 | 5 1/2 | 5 1/2 | 5 3/4 | 5 3/4 | 5 3/4 | 5 3/4 | 5 3/4 |
| \$ Can. ... | 12 3/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 |
| F.B. (100) ... | 12 3/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 |
| F.S. ... | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 |
| L. (1000) ... | 13 3/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |
| F. franc ... | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 | 11 1/4 |

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués à 11 h. 15 par une grande banque de la place.

APRÈS LE DÉCÈS DE LEUR EMPLOYEUR, LES SALARIÉS OBTIENNENT UN DROIT DE CONSULTATION SUR L'AVENIR DE L'ENTREPRISE.

Une entreprise peut-elle disparaître sans que les salariés aient leur mot à dire, quand le patron décède sans héritier ? Les salariés et le comité d'entreprise du laboratoire Villetta, à Paris, ont obtenu le droit d'être consultés.

Le laboratoire Villetta est une petite société pharmaceutique — 23 millions de chiffre d'affaires — qui fabrique et commercialise un dentifrice bien connu, le Sangui.

Le président-directeur général, propriétaire majoritaire, vient de mourir sans héritier et les exécuteurs testamentaires prétendent qu'il n'y a pas d'autre solution que la vente de la totalité des actions.

Interprète du personnel, le comité d'entreprise a décidé de ne pas faire pour éviter la liquidation pure et simple. Associé au Syndicat national des professions pharmaceutiques (S.N.P.P.), il a saisi le tribunal des référés.

Tout en admettant que le comité d'entreprise doit être informé et consulté sur les questions intéressant l'organisation et la marche de l'entreprise, la direction a plaidé que le comité n'avait pas à s'immiscer dans la gestion, domaine réservé à la direction et aux actionnaires. Le tribunal de commerce a, néanmoins, pris en considération la requête des salariés et nommé, le 23 octobre, un administrateur enquêteur pour étudier cette situation assez confuse.

Cette décision confirme que le comité d'entreprise doit être informé non seulement sur l'avenir de la société, mais aussi sur la cession des actions de l'entreprise principal quand la vente de ces actions risque de modifier totalement la structure de l'entreprise et de provoquer éventuellement sa disparition.

La journée de protestation, lancée par la C.G.T. pour protester contre toute atteinte au droit de grève dans le secteur public et nationalisé, se traduira, à Paris, par un rassemblement, à 11 heures, à l'Odéon. Les manifestants défileront ensuite jusqu'à l'Assemblée nationale.

Toutes les organisations C.G.T. du secteur public et nationalisé ont donné des consignes d'action, manifestations par services, tracts, envois de délégations, etc., avec, parfois, des arrêts de travail. Les revendications sur les salaires et les conditions de travail sont mentionnées à côté de la défense des libertés syndicales.

NOUVEAU MENACE DE GRÈVE A AIR FRANCE

Etant donnée « l'attitude totalement négative de la direction », les syndicats du personnel au sol et du personnel navigant d'Air France, à l'exception de la C.G.C. de la C.F.D.T. et du syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C.), confirment « le principe d'un nouvel arrêt de travail de vingt-quatre heures minimum dans la première semaine de novembre ».

Une grève de vingt-quatre heures avait eu lieu le 2 octobre à l'appel de ces syndicats. Une réunion avec la direction générale d'Air France a été organisée le 23 octobre apparemment sans résultats. « Nos organisations se sont présentées avec le souci de négocier, affirment les responsables syndicaux : elles se sont heurtées, de la part de la direction, à un refus catégorique : sur le pouvoir d'achat, le maintien des activités de la compagnie, la réduction du temps de travail, les effectifs, la retraite : aucune ouverture même partielle n'a été faite ».

A Rennes

DES STAGIAIRES D'UN CENTRE DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE ONT COMMENCÉ UNE GRÈVE DE LA FAM.

(De notre correspondant.)

Rennes. — Cent soixante des deux cent dix stagiaires, la plupart handicapés, du Centre de rééducation professionnelle de l'Office national des anciens combattants sont en grève depuis le 15 octobre pour obtenir l'abrogation d'un décret du 27 mars 1979 alignant leurs rémunérations sur celles des stagiaires de la formation professionnelle pour adultes. Mercredi 24 octobre, cinq d'entre eux ont entamé une grève de la faim.

Dans ce centre, qui accueille pour une durée de deux ans des pupilles de la nation et quelques pensionnés de guerre (15 % de l'effectif), des mutuels agricoles (15 %), des infirmes civils et accidentés du travail ou de la route (70 %), la rémunération des stagiaires, dont l'âge varie de 18 à 45 ans, était, avant le décret du 27 mars, de 80 % du salaire antérieur, dans la limite de cinq fois le SMIC et de 110 % du SMIC pour ceux qui n'avaient pas encore travaillé. Le décret contesté par les stagiaires fixe leur rémunération à 70 % du salaire antérieur dans la limite de trois fois le SMIC, et à 25 % du SMIC pour ceux qui n'ont jamais travaillé. — C.T.

Isolez-vous à La Réunion.

TOUROPA. 1^{re} marque européenne de vacances.

Nous avons sélectionné 1000 Agences de voyages en France. Renseignez-vous.

AVORIAZ

Chez vous dans un deux pièces. 15.700 F une semaine à vie.

600 km de pistes franco-suisses, le Village des enfants, des rues-pistes sans voitures... Avoriaz est unique ! Deux pièces en multi-propriété. L'investissement est faible, les charges légères, et vous pouvez échanger avec 10 autres stations Pierre et Vacances (Chamonix, la Corse, Biarritz...). Choisissez entre deux formules de multi-propriété dont l'une propose service hôtelier et forfait sports et loisirs. 15.700 F une semaine à vie en janvier ; 17.900 F en mars.



Bon pour une documentation ☐ multi-propriété ☐ N 6 MA
Nom _____ Tél. _____
Tél. bureau _____ Profession _____
Adresse _____
Pierre et Vacances, 105, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. 265.19.64.

REBERTY-LES-MENUIRES

Le grand ski des Trois Vallées. 6.000 F une semaine à vie.

Un village de charme à côté de la station animée des Menuires. 400 km de pistes à votre porte : les Trois Vallées. 25 % de réduction sur les forfaits ski des Menuires. Du studio au 3 pièces en multi-propriété. L'investissement est faible, les charges légères, et vous pouvez échanger avec 10 autres stations Pierre et Vacances (Avoriaz, la Corse, Biarritz, Deauville...). 6.000 F un studio une semaine à vie en janvier. 16.900 F un 2 pièces en janvier - février.



Bon pour une documentation ☐ multi-propriété ☐ location ☐
Nom _____ Tél. _____ N 6 MR
Tél. bureau _____ Profession _____
Adresse _____
Pierre et Vacances, 105, bd Haussmann, 75008 Paris. Tél. 265.19.64.

AGRICULTURE

LES AUTRES PAYSANS

II. — Les « métis » de Tinchebray

par JACQUES GRALL

La religion de la terre productive d'aliments semble en déclin chez les jeunes agriculteurs. Avec une formation générale plus poussée, ils sont plus individualistes que leurs aînés, à moins qu'ils ne soient à la recherche d'une nouvelle forme de coopération. La notion de rentabilité prend le pas sur le productivisme (« Le Monde » du 25 octobre).

Lorsqu'il inventa, en 1974, la prime à la vache, M. Jacques Chirac, alors premier ministre, ne se doutait pas qu'il favoriserait la reconnaissance d'un nouveau type de paysans. Pour la première fois, les paysans-ouvriers s'expriment en tant que tels : ouvriers d'usine, salariés agricoles ou facteurs, ils n'avaient pas le droit de toucher cette prime, pour la petite demi-douzaine de vaches qu'ils élevaient. Le voisin agriculteur « complet », plus aisé qu'eux, leur propriétaire qui pouvait être élevé dans une autre région, et jusqu'à Jean Gabin, qui avait, comme l'on sait, la passion de l'élevage, eux, la requerraient.

C'est de cette contestation qu'est née la section des agriculteurs à temps partiel de l'Orne, puis celle de la Manche, rattachées, faute de mieux, aux fédérations départementales des syndicats d'exploitants. Faut-il de mieux, car le temps des primes et de la sensibilisation passé, les paysans-ouvriers ont quelque mal à se faire entendre, voire à s'organiser. Pourtant, la création de ces sections n'est qu'un pâle reflet de l'ampleur du phénomène de la double activité et des discriminations subies par les paysans-ouvriers. Pour autant, la création de ces sections n'est qu'un pâle reflet de l'ampleur du phénomène de la double activité et des discriminations subies par les paysans-ouvriers.

« La section a été créée en 1976, en septembre. Depuis un an, nous cherchions à nous regrouper au sein d'une association syndicale », raconte M. Constantin Lebrun, de Cerisy-Belle-Etoile (Orne), cheville ouvrière des paysans salariés de l'Orne. En 1946, sa mère exploitait 11 hectares. « Ça suffisait alors, dit-il, mais les gros sautaient sur les exploitations libres. J'ai commencé avec 3,20 hectares. J'ai été bûcheron pendant cinq ans ; j'ai travaillé dans une entreprise d'adduction d'eau, puis de construction à Fiers. J'ai passé le concours de facteur. » Aujourd'hui, M. Lebrun, facteur depuis vingt-deux ans à Tinchebray, exploite 8 hectares, dont 5 en fermage, sur lesquels il cultive 60 ares de maïs et élève

neuf vaches. « C'est une exploitation assez intensive qu'une autre », dit-il. De fait, le rendement laitier — environ 3 600 litres par an et par animal — s'il n'est pas très élevé, est presque égal à la moyenne de production française, qui n'est pas très brillante. M. Lebrun en est conscient, mais il achète peu de nourriture à l'extérieur : « seulement un peu de foin pour les vaches fraîchement vêlées. Dans l'ensemble, elles ne sont pas gâtées ». Il participe surtout aux gros travaux et c'est sa femme qui fait tourner l'exploitation.

« On nous reproche de cumuler des emplois, c'est faux. C'est le ménage qui est double actif ». Et ce qu'on s'en plaint, c'est ceux qui ne sont pas paysans ? « A bientôt soixante ans, M. Lebrun gagne, comme l'acteur, 3 800 francs par mois. Le revenu de la ferme est égal environ au tiers de son salaire. A Tinchebray, sur treize facteurs, trois sont « doubles actifs ».

M. Claude Lescellier fabrique des brouettes, ramasse-gazon à Tinchebray, dans une entreprise

d'une centaine de salariés, où ils ne sont que deux ouvriers-paysans. « Ce sont des jalouses impensables », dit-il. « J'ai pu pas être à l'heure. J'ai deux paies... » sont les réflexions usuelles de ses camarades de travail, dont, pour beaucoup, les femmes sont également salariées. « Mais le patron, lui, il comprend », ajoute M. Lescellier. Un coup de torchon systématique sur la table pourtant propre, et sa femme apporte le café. C'est elle qui occupe des cinq à sept vaches et tient les comptes : 28 600 francs de salaire, 28 000 francs de recette laitière, de laquelle elle déduit environ 10 000 francs de charges de production.

M. Claude Lescellier est syndiqué à la C.F.T.C., qui semble bien implantée dans ce coin de l'Orne. Il est élu au comité d'entreprise, que « le patron écoute ». Il paie aussi une cotisation à la fédération des exploitants.

Pas d'enthousiasme pour la grève

M. André Baillet de Cerisy-Belle-Etoile également, est magister chez un marchand de tissu en gros à Fiers. Salaire mensuel : 2 041 francs. Il exploite avec sa femme, qui s'occupe des six vaches et des deux « élèves », six hectares, dont 3,5 en propriété. « J'ai été dans la culture », dit-il. Aîné de la famille, il quitte l'école à treize ans, devient journalier après son régiment, puis « déserte la culture ». Depuis trente ans, M. Baillet est « double actif » : employé chez un confiseur, dans une entreprise de teinture, garçon de salle à l'hôtel, il est aujourd'hui magasinier. L'avantage de sa situation : « C'est le fait du métier de paysan que j'ai appris jeune. » Les difficultés : les journées de travail bien longues : « Les autres salariés disent qu'on est plus vernis. Mais ils partent en vacances. Nous, on est tenu par les bêtes. » M. Baillet serait volontiers agriculteur à temps plein, mais il n'est pas question de s'agrandir, au contraire : « Les voisins guignent les hectares ».

Quand il a voulu créer son syndicat, M. Lebrun a cherché qui voudrait bien l'accompagner. « Depuis longtemps, les syndicats agricoles nous combattent, les syndicats ouvriers aussi. C'est vrai

que nous n'avons pas beaucoup d'enthousiasme pour faire la grève. Si, comme salariés, on compare avec ce que nous avons vécu, il y a cinq-cinq ans, il y a une sérieuse amélioration, grâce aux syndicats. Mais aujourd'hui, beaucoup de revendications sont insuffisantes. J'ai pris contact avec la C.F.T.C., j'ai eu une discussion avec un représentant de F.O. Les résultats ne m'ont pas encouragés à aller voir ailleurs », dit M. Lebrun, qui ajoute avec un air de regret : « Les Paysans-Travailleurs, qui sont présents dans l'Orne, ne sont jamais venus nous trouver ».

Le rattachement de la section des « doubles actifs » à la F.D.S.E.A., tient à l'accueil personnel du président de cette fédération, M. Bourban. Mais M. Lebrun n'est guère optimiste pour l'avenir : « Quand il était question de toucher la prime à la vache, il y avait cent cinquante à deux cents personnes à l'écoute de nos réunions. Aujourd'hui, la méfiance est réciproque et les ouvriers-paysans ne se sentent pas à l'aise avec ceux qui les ont mis à l'écart de la corporation. » Cette mise à l'écart s'explique. Elle repose sur une vision imprécise de l'agriculture à temps partiel que reflète bien le flou des

statistiques. La même expression, en effet, recouvre plusieurs réalités. Elle prend en compte les exploitations où le volume de travail est insuffisant pour correspondre à un plein temps sans que, pour autant, l'agriculteur exerce un autre métier. Cette notion correspond essentiellement aux exploitations tenues par les retraités soit 29 % du total des exploitants actifs exclusifs, qui tiennent 14,5 % de la surface agricole. Le « temps partiel » recouvre aussi l'activité extérieure à l'exploitation des membres de la famille, qui apportent tout ou partie de leur revenu.

Un « double actif » sur cinq paysans

Ces réserves faites, que représente aujourd'hui la double activité du chef d'exploitation, notion assurément encore imprécise, pulvé, comme nous l'avons vu chez M. Lebrun et ses amis, elle correspond, en fait, au travail de leurs épouses ? Partons de la commune de Cerisy : sur trente-trois exploitants, huit ont une autre activité et exploitent au total 40 hectares. Dans les cantons de Fiers et de Tinchebray, les « doubles actifs » tiennent une exploitation sur quatre. En 1978, pour l'ensemble de la Basse-Normandie (2), le chef d'exploitation de quinze mille ménages agricoles avait une activité extérieure, ce qui représentait 16,5 % du nombre des exploitations, ou encore 10 % de l'ensemble des familles vivant en milieu rural. Ensemble, ils exploitent 10 % des terres. C'est peu. Pourtant, les « vrais » paysans s'inquiètent de cette invasion qu'ils assimilent à celle des commerçants, des industriels, des cadres supérieurs, des représentants des professions libérales... oubliant que les paysans salariés, trois fois plus nombreux que les autres, ont une surface agricole moyenne de 10 hectares. Pour la France, enfin, les statistiques (3) datent de 1970 : un agriculteur sur cinq serait un double actif (21,3 %). Selon d'autres sources (4), la double activité ne concernerait, en 1978, que 15,6 % des exploitants, contre, toutefois, 13,4 % en 1968. Le service des statistiques du ministère de l'Agriculture indique, au conditionnel, 19 % en 1978. Le phénomène, lié aux structures d'exploitations, mais aussi à l'industrialisation, ne se limite pas, comme on pourrait le croire, aux régions de montagne : dans le Languedoc, 37,4 % des chefs d'exploitation avaient un autre métier et « occupaient » 21 % des terres ; en Alsace, 37 % pour 22,3 % des terres ; en Bretagne, 15,9 % pour 12 % de surface agricole, et dans le Limousin, 15,7 % pour 13,8 %.

M. Guy Blondeau, à Saint-Pierre-d'Entremont, moniteur I.B.M. chez Perodo à Condé-sur-Sarthe, est maître de sa commune. Cette intrusion des salaires extérieurs de membres de la famille dans le champ de la double activité est étonnante. Viendrait-il à l'idée de tenir le même raisonnement quand les enfants ou la femme d'un P.S. ou d'un plombier « alangueur » travaillent ? Enfin, ce « temps partiel » est diversement apprécié selon que le paysan est en réalité un avocat, un médecin qui emploie un salarié, ou un citadin qui s'adonne à l'agriculture de plaisance, toutes formes que M. Lebrun condamne : « Nous, nous ne sommes pas des accapareurs de terre. Nous ne sommes pas dans le plaisir ou par agrément, mais parce que nous avons la foi paysanne. »

« Ils accaparent les terres »

En dépit de cette évidence, la double-activité n'est pas encouragée. Pourtant au cours du congrès d'économie montagnarde de 1978, M. Della, président de la chambre des métiers des Vosges, déclarait que les encouragements financiers à l'exercice de la double activité seraient finalement moins coûteux que les crédits qui devraient être débouqués pour revitaliser la montagne par la suite, sans que le succès soit garanti pour autant. Ce qui est bon pour la montagne, ce que les organisations professionnelles « officielles » semblent admettre, ne le serait-il pas pour les autres régions ?

« Ils accaparent les terres et exploitent sans restriction d'exploitations viables. Ils ont de mauvais rendements, ils jouent les francs-tireurs en vendant à l'import ce qu'ils ont fait. Ils sont les P.N.E.A. et le C.N.J.A. aux « doubles actifs », accusés le plus souvent de n'être que des « plaçanciers de l'agriculture ». Pour la F.N.S.E.A., la double activité ne doit pas être reconnue comme une donnée active de la politique agricole car cela impliquerait que la politique des prix et des revenus est inefficace et ne permet pas de faire vivre les agri-

culteurs. Impensable, n'est-ce pas, d'admettre que la politique agricole menée en concertation entre la rue de Varenne et l'avenue Marceau soit « inefficace ». Aussi n'est-il pas question d'encourager, par des aides spéciales ou simplement l'équivalence des aides, la double activité.

Mais comme on est réaliste à la F.N.S.E.A., on voit mal le gré tout avec peine se vider les campagnes, le discours officiel admet qu'en certains endroits cette double activité doit être prise en compte. L'importance de la politique d'aménagement du territoire. En quels endroits et comment ? Le Mouvement de défense des exploitations familiales revendique l'équivalence des droits entre paysans à temps complet et partiel, sauf si le revenu extérieur atteint deux fois le S.M.I.C. Les syndicats ouvriers sont dans l'ensemble silencieux, sauf la Fédération générale de l'agriculture C.F.T.C., qui s'inquiète du surcroît de travail engendré par la double activité, qui devrait être, selon elle, un choix et non une nécessité.

L'hostilité paysanne à la double activité s'explique. Ce facteur, ce magasinier, cet agent administratif, avec leurs quelques vaches, cassent le modèle de l'agriculture productive, activité économique noble, source de devises par les exportations (des bonnes années), pétrole vert et discours de Vassy obligent. Ils échappent au système du « gouvernement-paysan » qui a peu de prise sur eux. L'hostilité des salariés est moins compréhensible. Le « T's des vaches », dont l'esprit est celui de l'ignorance d'un milieu. Mais la jalouse qui s'exprime cache peut-être autre chose. « Un gars qui est à la prise sur la journée, dit M. Lebrun, respire quand il va chercher ses vaches à la barrière, le soir. Les salariés qui côtoient ces paysans-ouvriers ne se sentent pas frustrés d'une connaissance, d'une culture voire, en dépit de ses longues journées de travail, d'une certaine liberté ?

Difficile d'admettre que ces « métis » ont une vie plus riche que la leur.

Sur le plan agricole, les « métis » s'inscrivent bien dans les mêmes droits que les autres : de nombreuses mesures d'aide sont réservées à ceux qui cotisent à l'assurance mutuelle des exploitants agricoles (Amexa), alors que les paysans-salariés sont, eux, rattachés au régime de la Sécurité sociale : les prêts à taux bonifiés du Crédit agricole leur sont refusés ; depuis trois ans, ils ne sont plus éligibles aux chambres d'agriculture ; le revenu forfaitaire agricole sans abattement — à la différence des exploitants à temps plein — s'ajoute au revenu imposable : « Globalement, les impôts que je paie correspondent à une exploitation de 37 hectares, dit M. Lebrun. Si j'avais cette surface-là, je ne serais pas facturé l'impôt d'exploitation, les bourses scolaires sont parfois refusées à ces « doubles actifs », qui paient « trop » d'impôts. Enfin, depuis 1973, ils n'ont plus droit à l'indemnité viagère de départ, qui assure contre la cession des terres à un autre agriculteur, un complément de revenu pour les vieux jours.

Des mesures précises

C'est paradoxalement cette dernière mesure qui pourrait favoriser le développement de la double activité ces dernières années. « Je n'ai pas intérêt à ce qu'un autre agriculteur prenne ma succession, explique encore M. Lebrun, car je ne toucherais pas l'I.V.D. En conscience, je céderais plutôt à quelqu'un qui est dans ma situation, qu'à celui qui nous a combattus ».

D'après les statistiques du ministère de l'Agriculture, l'âge moyen des « doubles actifs » a diminué de 1963 à 1970, du fait de la disparition des exploitations des plus âgés, grâce précisément à l'I.V.D. Mais depuis 1970 ? On ne peut se fonder sur des chiffres. « J'ai été étonné du nombre de jeunes dans nos réunions en 1976 », raconte M. Lebrun. La race des « métis » a-t-elle une voie d'extinction, au contraire. Le regain d'intérêt pour ce mode de vie peut s'expliquer aussi comme une stratégie de recherche de sécurité que traduit bien le malaise social actuel, comme le déclarait au Dauphiné Libéré M. Louis Guimet, chef de la division de l'Institut national d'études rurales montagnardes.

Pour ne pas déplaire au monde des paysans, des « vrais » — ceux qui cultivent les présidences et font pousser les organisations, le gouvernement français ne définira pas une politique spécifique de la double activité, à la différence de la R.F.A., par exemple. La première mouture du projet de loi d'orientation agricole, celle de décembre 1978, qui sera discutée cet automne, envisageait pourtant des mesures assez précises. Après « concertation », elles ont été retirées du texte qui parle seulement dans l'exposé des motifs de « faciliter l'exercice, en particulier par les agriculteurs de la pluriactivité dans les régions de montagne et les zones défavorisées ». Le canton de Tinchebray est-il situé dans une zone défavorisée ?

(1) Enquête 1978 sur les exploitants agricoles, réalisée par l'Union des caisses centrales de la mutualité agricole.
(2) Etude de l'ANERA (Association normande d'économie appliquée).
(3) Recensement général de l'agriculture 1970.

Prochain article :

L'« AGRO-BIO »
SORT DE L'OMBRE

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue de l'Éclair
75427 PARIS 13^e CEDEX 09
C.C.P. 407-32

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
155 F 210 F 345 F 540 F

Tous pays étrangers
200 F 400 F 700 F 950 F

PAR VOIE NORMALE
200 F 400 F 700 F 950 F

ETRANGER
(par messagerie)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
183 F 325 F 435 F 610 F

II - SUISSE - TURQUIE
230 F 420 F 612 F 800 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (à l'exception de ceux qui sont soumis à la loi de la presse) sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi de tous correspondants.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

nicotine 0.71 mg goudrons 9.7 mg

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Grall, directeur de la publication.
Imprimé par : Imprimerie du Monde, 5, rue de l'Éclair, PARIS-13^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57437.

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

1977

AFFAIRES

AUTOMOBILE

M. Jean-Luc Lagardère est élu « manager de l'année »

Un patron sans angoisse

Après MM. Laurent Boivives, président des Skis Rossignol, Roger Martin, président de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, et Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, c'est M. Jean-Luc Lagardère, P.D.G. de Matra, qui a été élu « manager de l'année » par les lecteurs du « Nouvel Economiste », sur une liste de six noms comportant, entre autres, M. Jean Gandois, P.D.G. de Rhône-Poulenc, et Bernard Lathière, administrateur général de l'Airbus-Industrie.

Cette élection contribue à sanctionner, aux yeux du grand public, l'étonnante réussite de ce Gascon nerveux et dynamique, à l'œil vif et au cheveu noir, venu de son Gers natal pour conduire le groupe Matra dans une ascension, à bien des égards, assez surprenante dans des temps aussi difficiles.

Ingénieur de formation (École supérieure d'électrotechnique), il commence par passer onze ans à la dure école de la Générale aéronautique Marcel Dassault. En 1963, alors qu'il y était responsable d'études, M. Marcel Chasagny, fondateur en 1945 de la

Société mécanique Aviation Traction (MATRA), en fait son directeur général. Matra, à l'époque, ne réalise que 35 millions de francs de chiffre d'affaires (plus de 100 millions de francs de maintenant) avec mille personnes, mais la société a déjà fait une percée fulgurante dans les missiles pour l'aviation militaire, notamment avec le célèbre R.530 qu'utiliseront les pilotes israéliens, au cours de la guerre des Six Jours, en 1967.

Elle est également entrée dans le domaine de la recherche spatiale comme maître d'œuvre du satellite national, et dans celui de la compétition automobile, où elle va se couvrir de gloire : entre 1965 et 1974, plusieurs titres de champion du monde de formule 1 et trois victoires consécutives au Mans.

L'automobile, à ce moment-là, est l'enfant chéri de M. Lagardère. Les missiles : le gagne-pain de la maison, n'en sont point négligés pour autant, avec la mise au point, entre autres, du 550 Magic pour le combat aérien tournant, celle des engins sol-air Crotales et du missile Chomax (avec l'italien Otto Melara), tous exportés dans le monde entier. De plus, en 1971, Matra aborde le domaine des activités civiles avec les systèmes de transport automatisés qui s'appliquent, notamment, au métro de Lille.

En 1974-1975, un coup dur : l'échec coûteux d'une aventure, celle du téléviseur « grand public » E.M.C.O., qui doit être abandonnée, victime de la crise. C'est la période noire, l'adoption s'écroule en Bourse. Puis c'est le redressement et, en quelques années, au terme d'un long développement, Matra va littéralement « décoller » : informatique, télématique, optique, satellites de télécommunications, acquisition de Manurhin (armement terrestre et mécanique), Péritel et Depapee (téléphone), Jax (montres électroniques) et, tout récemment, une entrée fracassante dans l'équipement automobile avec la prise de contrôle de Jaeger (instruments de bord, en commun avec l'allemand V.D.O.), et celle des carburateurs Solex. Une véritable fringale.

Entre-temps, M. Jean-Luc Lagardère, s'est vu, en 1973, appelé par M. Sylvain Floriat, associé de M. Chasagny, la poste de vice-président délégué d'Europe 1 et est devenu, en 1977, P.D.G. de Matra, avec, comme adjoint, un major de l'inspection

des finances, M. Yves Sabourat, entré dans le groupe en 1975. Seize ans après son arrivée, le voilà qui règne, à cinquante et un ans, sur trente mille personnes, avec 8 milliards de francs de chiffre d'affaires, 12 milliards de francs de commandes, des bénéfices qui doublent et triplent, sans oublier la plus belle hausse boursière de la décennie (le cours a dépassé de deux ans, ce qui lui permet de payer en « papier » toutes ses acquisitions).

Que la réussite de Matra, la plus belle depuis le début de la sieste proprement dite, en grande partie, sur l'armement, exporté à 80 %, n'angoisse pas M. Lagardère, « Munitionnaire » ? « Marchand de mort subtil » ? Alors donc ? Pour la question : « Doit-on se défendre ou pas » est vite tranchée, et en ce cas on redouble d'ingénierie. Est-ce une coïncidence si, dans tous les pays industrialisés, la demande nationale génère une technologie de pointe qui évolue très rapidement grâce à des moyens puissants étalés sur de longues années ? En

outre, affirme M. Lagardère, cette technologie permet toutes les applications civiles : que l'on se rappelle le radar, d'ailleurs, la part de l'armement chez Matra va tomber au-dessous de 50 %.

Être à la fois industriel et patron d'un poste de radio sans être journaliste, après avoir, en 1976, remplacé Maurice Siéglé, coupable de « perrillage » ? Cela n'angoisse pas davantage M. Lagardère qui affirme « donner les vraies responsabilités aux vraies compétences, résister aux pressions et n'intervenir pas plus qu'il n'estime devoir le faire ».

La tentation de la politique ? Paysan du Gers, il aime « réaliser et se réaliser », et pour lui, la vie politique « est bien différente de cet idéal ». Mais pas de conflits avec les princes qui nous gouvernent : « Quand on travaille avec l'Etat, il faut savoir s'écarter ».

Des ambitions ? « Chez Matra, nous sommes déjà techniquement les premiers pour le satellite européen, et parmi les meilleurs dans le marché pour les missiles : il s'agit de le rester ». Et pour-quoi pas « faire entrer Matra dans les chaumières » ? Il faudrait modifier profondément le téléphone, « ce mince qui date vraiment ».

Le pouvoir, enfin ? Oui, pour prendre des décisions, mais avant tout garder l'esprit d'équipe, celui de « Vélizy » (du nom du siège principal du groupe). De toute façon, « le personnel est toujours prioritaire », les syndicats sont « de véritables interlocuteurs » et M. Lagardère « ne veut pas, ne peut pas » être un « manager froid à l'américaine ». Serait-il alors le prototype du nouveau manager « à la française » ? Beaucoup le croient, en particulier au sein de la propre entreprise, c'est peut-être ce qui rendrait le plus fier M. Lagardère.

FRANÇOIS RENARD.

L'ESGROQUERIE A LA BOURSE DE PARIS

L'affaire qui a motivé, le 22 octobre, une perquisition dans les locaux de la Société Générale de Gestion, dirigée par M. Fauchier-Magnan (le Monde du 25 octobre) remonte, en fait, à juin 1976. Le 2 de ce mois, deux commis appartenant aux charges d'agents de change perquisitionnent, respectivement d'une mutuelle d'assurances l'ordre d'acheter trente mille obligations Sud-Aviation et cinquante mille obligations Crédit national. Or, deux commis se plaçant en face de l'acheteur, c'est-à-dire, vendeurs. Dix-huit jours plus tard, la même mutuelle donne l'ordre de vendre ces titres. Les mêmes commis se chargeront de l'affaire, en rachetant eux-mêmes les obligations nées de l'opération, ayant baissé l'opération rapporte 180 000 F à l'un, 200 000 F à l'autre.

Troisième temps de l'opération : les fonds sont versés à la mutuelle spécialisée et parviennent à faire enregistrer une opération fictive d'achat et de vente d'or avec profit, qui permet de « laver » les fonds recueillis dans la transaction précédente.

Mais, en juillet 1976, le mois suivant, le service de contrôle de la Compagnie des agents de change découvre le pot-aux-roses. Le 7 octobre de la même année, la conviction de la Compagnie semble faite. Les deux commis ont agi en sachant à l'avance que l'achat de la mutuelle d'assurances serait suivi, à bref délai, d'une revente à perte. Réunis en commission disciplinaire, les agents sanctionnent lourdement les deux commis en cause.

Mais, persuadé que ces derniers ne sont que des « petites mains » opérant pour le compte d'une personne extérieure à la compagnie, le syndic des agents de change, M. Yves Floriat, décide, un an plus tard (7) de saisir la Commission des opérations de Bourse. Celle-ci instruit l'affaire et, en mai 1979, saisit à son tour le parquet. — F. C.

Les nouvelles Talbot-Matra-Rancho

Produite à vingt-sept mille exemplaires depuis 1977, exportée dans une proportion de 49 %, la Talbot-Matra-Rancho, présentée comme la première berline verte d'exportation tout-terrain, est désormais proposée dans une gamme comprenant quatre modèles. Un break de luxe, Rancho « X », (49 700 F), une version randonneur, Rancho « Grand Raid » (54 800 F), une version de base améliorée (45 500 F) et une version dite fiscale, Rancho « AS », destinée à ceux qui peuvent bénéficier d'un taux de T.V.A. réduite (17,6 %), c'est-à-dire commerçants, artisans et sociétés.

Chez Talbot et Matra on a procédé à une étude de marché pour déterminer les caractéristiques et les équipements de la nouvelle gamme. Les possesseurs de Rancho, « trente-sept ans environ », âgés de 30 %, dont le niveau d'études est supérieur à la moyenne, souhaitent une voiture plus équipée (45 %), étaient satisfaits de la version de base (35 %) et réclamaient un modèle davantage tourné vers la randonnée (15 %). La gamme 1980 répond en tout point à ces tendances.

La plus agile est la « Grand Raid », qui, sans être tout à fait une tout-terrain, passe néanmoins un peu partout. A cet égard, seules les voitures à quatre roues motrices sont d'une grande efficacité. Les Rancho, qui n'ont que deux roues motrices (traction avant), n'échappent pas à la règle, mais leurs équipements permettent d'aller dans les chemins et sur les pistes interdites à beaucoup d'autres voitures.

Ainsi la « Grand Raid » reçoit un différentiel à glissement limité, qui répartit 30 % du couple vers la roue la plus adhérente, une protection inférieure renforcée, un treuil électrique à deux brins et deux roues supplémentaires chargées de pneus spéciaux tout-terrain. La répartition de la charge sur l'avant est plus importante — environ 5 % — que sur les autres modèles de la gamme. Le moteur de la « Grand Raid », qui peut utiliser de l'essence ordinaire, développe aussi 2 CV réels de moins que la « X » ou la « AS » (78 CV contre 80).

Les Rancho, voitures d'évasion ? A coup sûr ! L'essai le démontre amplement et à condition de prendre quelques précautions, notamment dans les fortes pentes un peu boueuses, on glisse aisément et joyeusement hors des voies fréquentées. Les Rancho font bon ménage avec leur vocation. L'exercice peut même devenir nettement sportif pour qui essaie d'exploiter tout le potentiel des voitures. Au charme des Rancho, dont l'aspect original laisse rarement indifférent, s'ajoute le plaisir de découvrir une nouvelle manière de se servir d'une voiture en pleine nature.

FRANÇOIS JANIN.

DÉCÈS DU CONSTRUCTEUR CARLO ABARTH

Le constructeur automobile italien Carlo Abarth est décédé mercredi à Vienne à l'âge de soixante et onze ans.

Carlo Abarth avait pris la nationalité italienne en 1918. Il avait commencé sa carrière comme champion motocycliste avant de se tourner vers l'automobile. Peu après la seconde guerre mondiale, il représentait en Italie la société Porsche et vendit un projet d'une voiture de grand prix à la Cisitalia. En 1943 il devait fonder son propre groupe l'Abarth and Co.

Ses voitures, sur la piste de Monza, s'octroyèrent cinq records mondiaux de vitesse et cent douze succès internationaux.

De la gamme produite par Abarth, le modèle standard le plus récent fut une Abarth-Simca 2 litres, coupé deux places, avec un moteur sortant à 202 ch. à double arbre à cames en tête. Elle atteignait 270 kilomètres à l'heure.

Carlo Abarth avait cédé son usine en 1971 à Fiat pour permettre la poursuite d'une tradition sportive de l'automobile ouverte au grand public.

Les sociétaires de l'A.O.I.P.

pourraient se prononcer le 1^{er} décembre

Le sort de l'Association des ouvriers en instruments de précision (A.O.I.P.), la plus importante coopérative ouvrière de production du monde avec un effectif de quatre mille six cents personnes et un chiffre d'affaires de 700 millions de francs, pourrait être scellé le 1^{er} décembre. C'est en effet en principe à cette date que les sociétaires seront appelés à se prononcer sur le protocole d'accord qui prévoit la reprise de ses activités « téléphoniques » par C.G.E. et Thomson.

Aux termes de ce protocole la filiale C.T.T.-Alcatel reprendrait 64 % des activités « téléphoniques » de l'A.O.I.P. avec l'usine de Guingamp (mille deux cents personnes), la filiale de Thomson L.M.T. reprenant de son côté l'usine de Morlaix (sept cents personnes). Ce démantèlement de l'A.O.I.P. est vivement contesté par certains sociétaires. Il y a quelques jours, quatre cents d'entre eux se sont rendus en cortège au secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications pour présenter un projet de redéploiement de la coopération permettant d'éviter son éclatement (le Monde du 19 octobre).

Il semble peu probable que les pouvoirs publics donnent suite à ce projet puisqu'ils ont poussé à

la mise en œuvre de la solution qui est aujourd'hui envisagée.

Les difficultés de l'A.O.I.P. ne datent pas d'hier. Confrontée comme les autres constructeurs à la diminution plus rapide que prévu des commandes de centraux électroniques au profit des temporaires (dont la fabrication demande quatre fois moins de personnel) ne disposant ni d'un marché intérieur suffisamment large — elle assure 10 % environ des commandes publiques — ni d'un réseau à l'exportation, la direction avait été contrainte de réduire les horaires et d'envisager un moment des suppressions d'emplois.

Pour remédier à ces difficultés, les pouvoirs publics ont choisi le démantèlement qui offre à leurs yeux le double avantage de renforcer les deux groupes français les plus importants, à un moment où le marché du téléphone se mondialise et de maintenir l'emploi dans une région « sensible ».

Est-ce la meilleure solution ? Voire. On peut, en effet, se demander ce que deviendrait une A.O.I.P. épurée de 60 % de son chiffre d'affaires et cantonnée dans ses activités les moins rentables. Des discussions sont justement en cours pour préciser les activités et le soutien financier qui seront dévolus à cette A.O.I.P. « bis ». Ce ne sont pas les seules questions en suspens. Le sort des sociétaires qui participent au capital et aux retraites qui bénéficient de situations particulières, font également l'objet de discussions, et les syndicats s'inquiètent du sort qui sera réservé aux mille travailleurs du siège parisien.

Le conseil d'administration ne pourra se prononcer que lorsque ces différentes questions auront été réglées. Il lui appartiendra alors de saisir la mille sept cents sociétaires de l'A.O.I.P. qui devront se prononcer sur le projet global à la majorité des deux tiers. L'assemblée générale est convoquée pour le 1^{er} décembre, mais elle pourrait être repoussée, si les problèmes en cours ne trouvent pas de solution. L'affaire A.O.I.P. est loin d'être réglée.

ÉNERGIE

L'accident de Three-Mile-Island

LA COMMISSION D'ENQUÊTE RENONCERAIT À RECOMMANDER UN MORATOIRE NUCLÉAIRE

Dans un rapport dont elle vient d'achever la rédaction, la commission d'enquête sur l'accident de la centrale nucléaire de Three-Mile-Island affirme que l'énergie nucléaire est « dangereuse », et elle recommande au gouvernement de modifier la réglementation en vigueur.

Toutefois, selon des sources proches de la commission, le rapport ne va pas jusqu'à préconiser l'arrêt des réacteurs en service ou la suspension de la construction ou de la délivrance des permis de construire de nouvelles centrales comme l'avait écrit le « New York Times » (le Monde du 23 octobre). Six membres de la commission — dont son président — se seraient prononcés en faveur d'un tel moratoire jusqu'à ce que leurs recommandations concernant le renforcement de la sécurité puissent être mises en œuvre ; les six autres membres s'y seraient opposés.

This announcement appears as a matter of record only

September, 1979



CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT

F.Frs. 230,000,000

Ten Year Loan

Guaranteed by:

THE REPUBLIC OF IVORY COAST

Managed by:

American Express Bank
International Group

Barclays Bank S.A., Paris

Banque Canadienne Nationale
(Europe)

Standard Chartered Bank Limited,
Paris

Banque Louis-Dreyfus

Union Méditerranéenne de Banques

Co-managed by:

Banco Urquijo
Succursale de Paris

Crédit du Nord

The Royal Bank of Canada (France)

Provided by:

American Express International
Banking Corporation
Banco de Vizcaya

Barclays Bank S.A., Paris

Crédit du Nord

Deutsche Bank AG

Succursale de Paris

Banco Urquijo

Succursale de Paris

Banque Canadienne Nationale (Europe)

Société Générale Alsacienne de Banque

Standard Chartered Bank Limited, Paris

Banque Louis-Dreyfus

The Royal Bank of Canada (France)

Banque Stern

Union Méditerranéenne de Banques

Banque Sudameris France

Agent:



American Express International Banking Corporation

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RICOLÉS - ZAN, S.A.

La situation comptable provisoire au 30 juin 1979 fait ressortir un bénéfice net après participation du personnel et impôt des sociétés de 1 223 KP contre 1 234 KP au 30 juin 1978.

Les amortissements pris en compte s'élèvent à 3 038 KP contre 1 851 KP.

Le bénéfice d'exploitation après amortissements, est de 3 375 KP contre 2 400 KP.

En situation au 30 juin 1979 est plus comparable au bilan annuel du fait d'une analyse plus précise et plus complète des provisions pour charges, frais et impôts. Pour la comparaison avec la situation au 30 juin 1978, conviendrait d'ajouter au bénéfice du premier semestre 1979 une partie des provisions constituées de l'ordre de 200 KP.

Le chiffre des ventes en France s'élève à 53 481 KP contre 45 880 KP, et à l'exportation, à 1 969 KP contre 1 325 KP. Le montant des recettes diverses s'élève à 1 458 KP contre 1 210 KP.

À fin septembre, le chiffre des ventes, recettes diverses et produits accessoires s'élève à 54 357 KP contre 44 440 KP, en augmentation de 13,40 %.

KP = milliers de francs.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

La société Les Câbles de Lyon, filiale de la Compagnie Générale d'Électricité, fait connaître qu'elle vient d'acquiescer la majorité du capital des Laminaires, Tréfileries, Câbleries de Lens, en achetant aux groupes Suez et Betsart les 175 187 actions qu'ils détenaient représentant 87,5 % du capital de la société.

Les Câbles de Lyon complètent ainsi leur intégration dans le domaine de la métallurgie des métaux non ferreux et accèdent au marché des fils et câbles non isolés.

Réciproquement, Les Câbles de Lyon confortent la position industrielle et commerciale des Laminaires, Tréfileries, Câbleries de Lens en mettant à leur disposition leurs services de recherche-développement et leur réseau international.

Cette négociation en Bourse du bloc de contrôle que représentaient les participations des groupes Suez et Betsart donnera lieu, du mercredi 24 octobre 1979 au mercredi 14 novembre 1979, à la procédure de réalisation de cours au prix de 200 F par action au profit de l'ensemble des autres actionnaires.

Cette acquisition sera suivie de la cession par la société Les Laminaires, Tréfileries, Câbleries de Lens, à l'ancienne actionnaire, de sa filiale FICAL qui regroupe les activités « acier ».

BAIGNOL ET FARJON

Résultat du premier semestre : bénéfice, 1 583 820 F après 1 345 920 F d'amortissements et 2 735 480 F de frais exceptionnels (indemnités de licenciement résultant de la fusion avec Bianzy Conté Gilbert). Chiffre d'affaires des neuf premiers mois : +7 %.

NATIO-VALEURS (SICAV)

L'assemblée générale ordinaire, réunie extraordinairement le 23 octobre, prenant acte des dispositions de la loi n° 79-12 du 3 janvier 1979 sur les sociétés d'investissement à capital variable et des textes subséquents, a approuvé les modifications statutaires qui lui étaient proposées et adopté le nouveau texte des statuts ainsi mis en harmonie avec la loi.

EXTRAIT DE L'ALLOCATION DE M. DANIEL OLCHEANSKI, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Depuis le début de l'année nous avons enregistré une progression sensible du rythme des souscriptions et notre actif a dépassé le milliard de francs début septembre contre 716 millions au 31 décembre 1978. La hausse de la Bourse de Paris, intervenue jusqu'en octobre, a pour une large part contribué à l'évolution favorable de la valeur liquidative de votre action qui s'est élevée de 280,73 F à 348,53 F le 8 octobre. Depuis cette date, le marché a ramené de plus de 10 %, le fléchissement de votre action se limitant à 6,5 %. Au 19 octobre, la valeur liquidative s'établissait à 322,92 F en progression, coupon de 20,77 F inclus, de 15 % par rapport au 31 décembre et de 24 % par rapport au 1^{er} août 1978, date d'ouverture au public de Nativo-Valeurs. A l'intérieur des mouvements d'ensemble du marché de Paris, les options que nous avons prises, et qui se reflètent dans la structure du portefeuille-titres, ont contribué à ces résultats.

L'évolution des cours de Bourse a toujours été marquée par des fluctuations notables, amplifiant plutôt que modérant les espérances ou les craintes issues de l'analyse conjoncturelle. La sensibilité toute récente manifestée par la Bourse de Paris tend à nous faire envisager avec quelque réserve les perspectives économiques qu'auraient les mois fondés essentiellement à l'atmosphère d'optimisme qui a été le fait de la conjoncture internationale ne cessant de se dégrader et que les conséquences prévisibles d'un nouveau renchérissement du pétrole rendent de plus en plus paradoxal un comportement aussi résolument optimiste. La Bourse était donc particulièrement vulnérable au premier choc qui ramènerait un peu de l'équilibre.

Pour la seconde fois, depuis son ouverture au public, Nativo-Valeurs traverse donc une période d'ajustement.

Vous me permettez une dernière remarque : une bonne diversification des risques est toujours essentielle à la gestion d'un patrimoine. On ne doit être étonné que l'évolution de notre valeur liquidative et la tenue générale des valeurs françaises qui, comme le prévoit la loi, représentent la quasi-totalité de notre actif. Votre souscription à Nativo-Valeurs comporte donc des risques en contrepartie desquels vous disposez cependant d'un avantage fiscal important, de l'étalement de vos souscriptions tout au long de l'année, facilité notre politique d'investissement et vous permet d'obtenir un cours moyen en évitant les à-coups de la conjoncture boursière. Il vous appartient par ailleurs d'assurer une diversification dans l'orientation de vos placements et nombreux sont les produits financiers vous permettant une bonne et saine gestion diversifiée de vos avoirs.

IMMINDO S.A.

La situation provisoire du bilan au 30 juin 1979 fait ressortir un résultat bénéficiaire de 7 521 031,07 F après dotation de 891 116,91 F aux comptes d'amortissements et de provisions.

Les recettes locatives encaissées au titre des trois premiers trimestres de l'année 1979 s'élèvent à 13 187 000 F contre 11 285 000 F pour la même période de 1978, soit une augmentation de 17 %.

La part de ces recettes provenant des 10yers d'habitation ressort à 8 381 555 F (contre 7 523 486 F pour la même période de 1978), soit une augmentation de 10,38 % qui s'explique, hors la révision des loyers par application des hausses légales autorisées au premier semestre 1979, par la mise en location complète de deux nouveaux immeubles achevés en 1978 (rue de l'Ouest et rue Saint-Charles, soit un total de six appartements).

Les résultats provisionnels du 1^{er} trimestre 1979, qui incluent les indemnités reçues de l'Etat en compensation du blocage des loyers, permettent d'envisager d'ores et déjà une nouvelle augmentation du prochain dividende.

Les travaux d'un nouveau programme de trente-dix appartements que réalise IMMINDO à Puteaux ont été lancés au cours du 2^e trimestre 1979. La mise en location de cet immeuble est prévue pour le 1^{er} trimestre 1980.

INTERNATIONAL TENDER

The Government of the People's Democratic Republic of Yemen has requested the International Development Association and the Kuwait Fund for Arab Economic Development to participate in financing the construction of 92 km road from Nagabah (about 330 km northeast of Aden) to Nisab with a spur to As-Said and wishes to obtain bids from qualified contractors for the construction works. Procurement will be subject to the terms and conditions of the respective lending agencies agreement.

Separate bids will be invited simultaneously for construction of : the whole road, the 30 km portion of the road from Nagabah to As-Said and the 62 km portion of the road from As-Said to Nisab, the latter two involving, respectively, some 580.000 cubic meters and 370.000 cubic meters of excavation, some 76.000 cubic meters and 189.000 cubic meters of gravel base course, some 180.000 square meters and 370.000 square meters of double bituminous surface treatment, 64 paved wadi fords (Irish crossings) and various other minor drainage structures.

The expected calendar of events is as follows :

December 1, 1979 start of sale of tender documents and qualification questionnaires ; February 27, 1980, submission of qualification documents and bids and public opening of bids, followed by bid evaluation period up to June 30, 1980 and construction periods of about 28 months for the whole road, 15 months for the 30 km portion and 21 months for the 62 km portion.

Tender documents can be obtained against a non-refundable charge of Democratic Yemeni Dinars 100 or any other equivalent foreign currency, from the Ministry of Construction, Khormaksar, P.O. Box 69, Aden, P.D.R. of Yemen or from Dorsch Consult, Ingenieurgesellschaft mbH, Postfach 210243, 8000 München 21, Federal Republic of Germany. Telex dors 05212862.

CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENCE

La filiale du groupe C.M.P. de 22 millions de francs, créée au début de l'année 1979, vient d'enregistrer deux commandes importantes pour la Région Rhône-Alpes.

La première concerne la réalisation de quatre stations de séparation de pétrole brut sur champ en Irak. Le montant est de 41 millions de francs.

La deuxième concerne la fourniture de séparateurs et de man-

BOURSE DU BRILLANT

communiqué
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond spélémen BLANC EXCEPTIONNEL 1 CARAT
25 OCTOBRE : 107.583 F T.T.C.
soit commission 4,50 %
M. GÉRARD, JOAILLIERS
8, avenue Montaigne, Paris (8^e)
Tél. : 330-52-52.

OR - ARGENT

ACHAT - VENTE
Ordres de Bourse
Lingots et pièces cotés
Numismatique - Change
CRÉDIT DE LA BOURSE
Capital 5.010 000 F
2 rue du 4-Septembre (2^e Bourse)
Tél. : Crédit B 21457 F
Compte Bancaire de France

Daimler-Benz fait face aux exigences de l'avenir



1978 : un bilan largement positif

En 1978, le chiffre d'affaires du groupe s'est accru de 4,2 %, atteignant 27 milliards de DM, malgré une perte de production de l'ordre de plus de 1 milliard de DM consécutive à des conflits sociaux. Le bilan, présenté pour la première fois pour le groupe à l'échelon mondial, fait ressortir des bénéfices de 593 millions de DM, dont 330 millions de DM ont été affectés aux réserves.

Mercedes-Benz France

En 1978, Mercedes-Benz France a participé de manière active à la politique d'expansion de la marque. C'est ainsi que le chiffre d'affaires en prix catalogue hors taxes a atteint le niveau de 3,1 milliards de francs, un niveau jamais atteint auparavant, ce qui représente une progression de 17,2 % en un an.

Le chiffre des ventes pour 1978 est de 14 535 voitures et de 12 401 véhicules industriels. En dépit d'un marché morose et des difficultés monétaires mark/franc, le bénéfice net de Mercedes-Benz France après provisions et impôts s'élève pour l'année écoulée à 12,1 millions

de francs, en nette augmentation par rapport à 1977.

La politique d'investissement de Mercedes-Benz France est significative de la bonne santé de la firme. Le nombre de points de service a été encore augmenté pour atteindre une densité exemplaire, chacun de ces points étant desservi par un personnel technique.

Le centre de formation ultramodern de La Courneuve, près de Paris.

Au niveau de la maison mère, les bénéfices de l'exercice se sont élevés à 474 millions de DM, en progression de 6,5 %, par rapport à l'exercice précédent, tout comme le montant du dividende qui atteint 243 millions de DM.

Accroissement de la production de voitures de tourisme

En 1978, la production journalière de véhicules s'est accrue de 8 % pour dépasser les 1 700 unités. Globalement, 305 000 voitures de tourisme ont été produites. Durant l'exercice de référence, 240 000 camions et autobus ont été produits. C'est ce même succès de la marque Mercedes-Benz France qui a été particulièrement favorisé sur le marché ouest-allemand.

1978

Les résultats enregistrés durant l'exercice 1978 s'inscrivent dans le prolongement d'une progression qui se poursuit depuis plus de deux décennies. Les conditions financières et techniques réunies au cours de ces années ont permis en effet de préparer largement l'avenir. Les résultats de l'exercice reflètent l'importante assise financière de l'entreprise. Daimler-Benz occupe depuis toujours une position de pointe dans l'évolution et les progrès de l'automobile. Le fait d'avoir discerné à temps l'importance de la sécurité et de l'avoir mise en œuvre en constitue un exemple significatif. La marque Mercedes est une synthèse parfaite de la sécurité, du confort et de l'économie. Ces objectifs demeurent. Les économies d'énergie, aujourd'hui de la plus grande actualité, ont depuis des années largement déterminé les travaux de recherche et de développement de Daimler-Benz. La société profite plus particulièrement de son avance prise dans la technologie du Diesel. Les recherches entreprises en matière de systèmes de transmission et de vecteurs énergétiques d'une manière systématique. Que ce

Recherche et développement intensifs

Janus autant de moyens n'avaient été affectés à la recherche et au développement : environ 1 milliard de DM en 1978. Technique de pointe et qualité demeurent les critères de l'avenir. Une attention toute particulière est accordée aux problèmes de défense de l'environnement et d'économies d'énergie, ainsi qu'aux questions de sécurité, qui elle soit active ou passive. Daimler-Benz étudie des alternatives aux systèmes de transmission et aux vecteurs énergétiques. L'entreprise participe d'une manière importante au développement des transports publics. Le premier moteur Diesel à cinq cylindres avec turbocompresseur démontre l'avance prise dans la technologie du Diesel. Le système anti-blocage à régulation électronique, introduit sur le marché en 1978, traduit un progrès important en ce qui concerne la sécurité.

Perspectives

La demande reste forte pour tous les modèles de la vaste gamme de voitures de tourisme et de véhicules utilitaires. Daimler-Benz escompte en 1979 une production supérieure à 420 000 véhicules de tourisme. C'est là que s'expriment clairement les mesures à long terme décidées pour accroître les

capacité de production. Pour ce qui est des véhicules utilitaires, Daimler-Benz envisage une production accrue avec plus de 50 000 unités. Le chiffre d'affaires du groupe à l'échelon mondial progressera vraisemblablement de 10 % environ. C'est avec réalisme et confiance dans sa conception de l'entreprise et de ses modèles que Daimler-Benz s'attache à relever les défis du futur qui sont étroitement liés à la nécessité de produire des automobiles plus économiques et mieux adaptées à la défense de l'environnement.



Le programme Mercedes de véhicules utilitaires est complet d'un à cinq tonnes jusqu'à poids lourd.



L'ambition de publier automatiquement les données de la recherche et développement.



Bilan simplifié du groupe (monnaie)

| | | en millions de DM | | en millions de DM | | en millions de DM | |
|----------------------|---------|-------------------|---------|-------------------------|---------|-------------------|------|
| ACTIF au 31 décembre | | 1976 | 1977 | PASSIF au 31 décembre | | 1976 | 1977 |
| | | | | | | en millions de DM | |
| Immobilisations | 3 397,9 | 2 872,7 | 3 034,6 | Capital propre | 4 217,5 | 3 934,6 | |
| | | | | Primes de souscription | 227,4 | 228,4 | |
| | | | | Primes de réévaluation | 8 357,7 | 7 704,4 | |
| Fonds de roulement | 9 563,0 | 9 035,7 | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | Primes de liquidation | | | |
| | | | | Primes de conversion | | | |
| | | | | Primes de participation | | | |
| | | | | Primes de fusion | | | |
| | | | | | | | |

PARIS
24 OCTOBRE

Redressement

Encore très irrégulière dans son comportement, vingt-quatre heures auparavant, le marché de Paris s'est redressé mercredi d'une façon assez sensible et, malgré un léger tassement des cours, survenu durant la seconde partie de la séance, l'indicateur instantané était en clôture à 1,3 % au-dessus de son niveau précédent.

Ce mouvement a été en grande partie dénoyauté par la hausse des pétroles, en liaison avec certaines rumeurs faisant état d'une découverte de gaz en Hollande, la baisse du dollar (de 1,33 à 1,25) et la C.F.P. (+2,2 %). Ils seraient associés. Ce qui restait à démontrer. En attendant, la petite spéculation a été décapitée. On a donné un peu de ressort au marché, et nombre de titres ont suivi les valeurs pétrolières, qu'on a vu monter de 10 à 15 %, notamment, Banque Rothschild et Poliet, avec des gains, respectivement de 5,8 % et de 5,5 %. Cette séance, en plus, était la première où les valeurs de base, et, après la purge de ces deux dernières semaines, de nombreuses opératoires ont été tenues de passer à l'achat, disposant d'un mois pour faire leurs positions, le cas échéant.

Quand même, le cœur n'y était pas. Rien, il est vrai, ne prédisposait la Bourse à se montrer plus confiante, avec la nouvelle escalade des taux d'intérêt aux Etats-Unis, Wall Street aux plus bas de l'année, le petit affaiblissement du dollar, la légère reprise de l'or et, enfin, de nouveauté, la perspective d'une mauvaise récolte des prix des céréales pour l'été. Au reste, l'on ne se bousculait pas autour des différents groupes, les cours n'ont pas eu grand mal à monter avec une offre momentanément réduite.

L'action Printemps a monté de 18 % après avoir été « réservée ».

L'or a un peu fléchi encore, le lingot revenant à 53 800 F (— 150 F) et le napoléon à 435,10 F (— 3,90 F).

LONDRES

Tombés mercredi à leur plus bas niveau depuis février 1979, les fonds d'Etat se redressent quelque peu jeudi. Les pétroles sont aussi bien orientés, tandis que les industrielles et les mines d'or sont irrégulières.

| De (ouverture) (dollar) 351 20 contre 395 | | |
|---|------------------|----------------|
| VALEURS | CLOTURE 24 10 | COURS 25 10 |
| Beecham | 133 | 134 |
| Brit' Petrol (1) | 378 | 382 |
| Courtaulds | 84 | 85 |
| De Beers | 7 10 | 7 88 |
| Imperial Chemical | 337 | 339 |
| Rio Tinto Zinc Cor. | 289 | 288 |
| Shell | 346 | 352 |
| Vickers | 129 | 128 |
| War Lane 3 1/2 % | 31 | 29 3/8 |
| West' Australian | 84 1/4 | 82 7/8 |
| Western Nitro | 84 1/4 | 84 5/8 |

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MANURBIN. — Prochaine augmentation du capital en numéraire. Le bénéfice du premier semestre avant amortissements, provisions et impôts atteint 47,57 millions de francs (1.227.700.000).

LAFARGE. — Résultat net de la société mère au 30 juin : 46 millions de francs contre 28 millions. Le bénéfice total (part du groupe) à la même date s'élève à 105,06 millions de francs. Il tient compte des changements de structures intervenues et, de ce fait, n'est pas directement comparable à celui dégagé en 1978 à pareille époque (62,37 millions). Les résultats pour l'exercice entier devraient progresser d'un taux supérieur à celui de l'inflation, compte non tenu de la plus-value à réaliser sur la cession de Lafarge Emballage.

ESSO SAF. — Résultat net au 30 juin : 146 millions de francs, dont 84 millions provenant de dividendes reçus d'Esso-Rep. En 1978, à pareille époque, la compagnie avait annoncé un bénéfice net de 62 millions de francs, dont 58 millions de dividendes Esso-Rep.

NEW-YORK

Légère amélioration

Le redressement des valeurs pétrolières, sur la forte augmentation des résultats trimestriels des « majors », a provoqué mercredi un léger tassement du marché, tombé la veille à son plus bas depuis le début de l'année. Ce petit mouvement de reprise s'est amorcé et, en clôture, le nombre de titres échangés (178) était un peu supérieur à celui des deux semaines précédentes. L'indice des industries s'établissait à 808,38, avec un gain de 1,53 point. Le marché des actions étrangères est faible, se rattrapant même encore un peu avec 31,71 millions de titres échangés contre 32,30 millions.

Le président de la Commission des Pétroles, M. Paul Volcker, président du « Fed », leur enjoignant de manipuler avec prudence l'anneau des taux, a dit qu'il ne craignait pas de nouvelles appréhensions causées la veille par le nouveau relèvement du « prime

| VALEURS | COURS | |
|--------------------|--------|--------|
| | 23.10 | 24.10 |
| Alcoa | 49 1/2 | 51 1/2 |
| A.T.T. | 51 7/8 | 52 1/2 |
| Am. Tel. | 49 1/4 | 49 7/8 |
| Am. Tobacco | 52 1/2 | 53 1/2 |
| De Pont de Nemours | 38 3/4 | 38 1/4 |
| Standard Oil | 58 1/2 | 59 1/8 |
| Standard Gashol | 58 1/2 | 59 1/8 |
| Am. Express | 47 1/2 | 47 1/2 |
| General Electric | 37 1/2 | 37 3/4 |
| General Motors | 47 1/2 | 47 1/2 |
| Goodyear | 53 1/8 | 53 1/8 |
| Leather | 18 1/2 | 18 7/8 |
| Union Carbide | 25 1/2 | 25 1/2 |
| Leumcort | 24 1/4 | 23 3/4 |
| Pharm. B. | 24 1/4 | 24 1/4 |
| Pharm. O. | 44 1/4 | 44 1/4 |
| Schlumberger | 82 5/8 | 82 5/8 |
| Exxon | 28 3/4 | 29 1/8 |
| Am. Cyanamid | 38 1/2 | 38 1/2 |
| Am. Can. Soda | 25 1/2 | 25 1/2 |
| Am. Steel | 28 1/2 | 28 1/2 |
| Am. Lumber | 50 1/2 | 50 1/2 |

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 = 29 déc. 1978)

| | | |
|-----------------------|---------|---------|
| | 23 oct. | 24 oct. |
| Valeurs françaises .. | 115,7 | 116,6 |
| Valeurs étrangères .. | 129,1 | 128,8 |

C^{ie} DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

| | | |
|----------------------|-------|-------|
| Indice général | 100,2 | 101,7 |
|----------------------|-------|-------|

| COURS DU DOLLAR A TOKYO | | |
|-------------------------|--------|--------|
| | 24.10 | 25/10 |
| 1 dollar (en yens) .. | 234 80 | 233 30 |

BOURSE DE PARIS - 24 OCTOBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible][illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour

| Yr. | Premier cents | Domestic cents | Comet. premier cents | Compan- ies | VALUES | Preced. closure | Domestic cents | Comet. premier cents | Compan- ies | VALUES | Preced. closure | Premier cents | Domestic cents | Comet. premier cents |
|-----|------------------|-------------------|----------------------------|----------------|---------------|--------------------|-------------------|----------------------------|----------------|-------------|--------------------|------------------|-------------------|----------------------------|
| 97 | 124 | 92 | 97 | 218 | U.S. Trust | 211 | 215 | 215 | 245 | Gen. Motors | 345 | 244 | 242 | 243 |
| 110 | 98 | 97 | 97 | 255 | U.S. (cont.) | 253 | 258 | 258 | 30 | Col. Ind. | 25 | 24 | 22 | 23 |
| 118 | 50 | 118 | 50 | 330 | U.S. (cont.) | 328 | 337 | 337 | 46 | Col. Ind. | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 106 | 90 | 106 | 90 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 4 | 4 | 4 | 4 |
| 130 | 90 | 90 | 90 | 185 | J. & B. Spoke | 183 | 183 | 183 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 128 | 50 | 128 | 50 | 165 | U.S. (cont.) | 163 | 163 | 163 | 4 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 127 | 50 | 127 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 126 | 50 | 126 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 125 | 50 | 125 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 124 | 50 | 124 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 123 | 50 | 123 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 122 | 50 | 122 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 121 | 50 | 121 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 120 | 50 | 120 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 119 | 50 | 119 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 118 | 50 | 118 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 117 | 50 | 117 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 116 | 50 | 116 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 115 | 50 | 115 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 114 | 50 | 114 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 113 | 50 | 113 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 112 | 50 | 112 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 111 | 50 | 111 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 110 | 50 | 110 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 109 | 50 | 109 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 108 | 50 | 108 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 107 | 50 | 107 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 106 | 50 | 106 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 105 | 50 | 105 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 104 | 50 | 104 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 103 | 50 | 103 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 102 | 50 | 102 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 101 | 50 | 101 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 100 | 50 | 100 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 99 | 50 | 99 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 98 | 50 | 98 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 97 | 50 | 97 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 96 | 50 | 96 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 95 | 50 | 95 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 94 | 50 | 94 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 93 | 50 | 93 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 92 | 50 | 92 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 91 | 50 | 91 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 90 | 50 | 90 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 89 | 50 | 89 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 88 | 50 | 88 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 87 | 50 | 87 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 86 | 50 | 86 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 85 | 50 | 85 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 84 | 50 | 84 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 83 | 50 | 83 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 82 | 50 | 82 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 81 | 50 | 81 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 80 | 50 | 80 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 79 | 50 | 79 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 78 | 50 | 78 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 77 | 50 | 77 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 76 | 50 | 76 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 75 | 50 | 75 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 74 | 50 | 74 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 73 | 50 | 73 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 72 | 50 | 72 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 71 | 50 | 71 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 70 | 50 | 70 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 69 | 50 | 69 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 68 | 50 | 68 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 67 | 50 | 67 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 66 | 50 | 66 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 65 | 50 | 65 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 64 | 50 | 64 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 63 | 50 | 63 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 62 | 50 | 62 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 61 | 50 | 61 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 60 | 50 | 60 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 59 | 50 | 59 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 58 | 50 | 58 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 57 | 50 | 57 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 56 | 50 | 56 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 55 | 50 | 55 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 54 | 50 | 54 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 53 | 50 | 53 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 52 | 50 | 52 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 51 | 50 | 51 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 50 | 50 | 50 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 49 | 50 | 49 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 48 | 50 | 48 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 47 | 50 | 47 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 46 | 50 | 46 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 45 | 50 | 45 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 44 | 50 | 44 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 43 | 50 | 43 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 42 | 50 | 42 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 41 | 50 | 41 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 40 | 50 | 40 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 39 | 50 | 39 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 38 | 50 | 38 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 37 | 50 | 37 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 36 | 50 | 36 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 35 | 50 | 35 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 34 | 50 | 34 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 33 | 50 | 33 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 32 | 50 | 32 | 50 | 115 | U.S.C. | 112 | 170 | 170 | 84 | Gen. Motors | 287 | 285 | 282 | 280 |
| 31 | 50 | 31 | | | | | | | | | | | | |

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMEES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

| COTE DES CHANGES | | | | COURS DES BILLETS AUX INDICHES | | MARCHÉ LIBRE DE L'OR | |
|------------------|-----|-----|-----|-----------------------------------|-----|----------------------|--|
| | | | | COURS préc. | | COURS préc. | |
| 182 | 132 | 48 | 182 | 12 | 100 | | |
| 183 | 425 | 48 | 183 | 13 | 100 | | |
| 184 | 59 | 50 | 184 | 14 | 100 | | |
| 185 | 179 | 50 | 185 | 15 | 100 | | |
| 232 | 232 | 232 | 232 | 16 | 100 | | |
| 162 | 162 | 162 | 162 | 17 | 100 | | |
| 163 | 163 | 163 | 163 | 18 | 100 | | |
| 164 | 164 | 164 | 164 | 19 | 100 | | |
| 263 | 263 | 263 | 263 | 20 | 100 | | |
| 184 | 184 | 184 | 184 | 21 | 100 | | |
| 375 | 375 | 375 | 375 | 22 | 100 | | |
| 538 | 538 | 538 | 538 | 23 | 100 | | |
| 280 | 280 | 280 | 280 | 24 | 100 | | |
| 241 | 241 | 241 | 241 | 25 | 100 | | |
| 220 | 220 | 220 | 220 | 26 | 100 | | |
| 176 | 176 | 176 | 176 | 27 | 100 | | |
| 325 | 325 | 325 | 325 | 28 | 100 | | |
| 372 | 372 | 372 | 372 | 29 | 100 | | |
| 726 | 726 | 726 | 726 | 30 | 100 | | |
| 722 | 722 | 722 | 722 | 31 | 100 | | |
| 740 | 740 | 740 | 740 | 32 | 100 | | |
| 129 | 129 | 129 | 129 | 33 | 100 | | |

